

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ORIGINES ET ÉVOLUTION
DU
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE)

présentée et soutenue le Mercredi 6 Mars

PAR

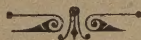
GEORGES CUSSON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

PRÉSIDENT : M. HITIER, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. PERREAU, Professeur.

M. PIROU, Professeur.



PARIS

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge

1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ORIGINES ET ÉVOLUTION
DU
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ORIGINES ET ÉVOLUTION

DU

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE)

présentée et soutenue le Mercredi 6 Mars

PAR

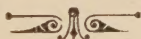
GEORGES CUSSON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

PRÉSIDENT : M. HITIER, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. PERREAU, Professeur.

M. PIROU, Professeur.



PARIS

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge

—
1929



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A ma chère et regrettée Mère,

A mon Père.

BIBLIOGRAPHIE

- BENEZECH. — Compte-rendu du Ministère de l'Intérieur.
(Paris an IV).
- BRISSAUD. — Histoire Générale et Droit Français.
- GRANDEAU (L.). — Le Ministère de l'Agriculture. (Nancy 1882).
- DE LUÇAY. — Les Secrétaires d'Etat.
- MAUGUIN. — Etudes historiques sur l'Administration de l'Agriculture en France. T. 1, 2 et 3.
- PISAN (Christine de). — Mémoires.
- ROBIN (Jean). — Le Jardin du Roi très chrétien.
- RONNA. — Le Ministère de l'Agriculture et ses réformes.
- SULLY. — Economies royales.
- TRACY. — Lettre sur l'Agriculture. - Journal des Economistes 1840-1850.
- TERSON. — Origine et évolution du Ministère de l'Intérieur.
- VIOLLET. — Le Roi et ses Ministres.
- DE LA MARRE. — Traité de la Police. Années 1705-1720. T. 1, 2, 3, 4.
- Almanach Royal.* — Années 1780 et suivantes.
- Almanach National.*
- Archives du Ministère de l'Intérieur.*
- Archives du Ministère de l'Agriculture.*
- Archives du Ministère du Commerce.*
- L'Association Agricole.*, organe de la C. N. A. A. et Bulletin de documentation des groupements agricoles.
- Annuaire du Ministère de l'Agriculture.*
- Annuaire du Ministère du Commerce.*
- Annuaire de la Société des Agriculteurs de France.*— Années 1882 et suivantes.

VI

Bulletins de la Société des Agriculteurs de France.

Bulletins du Ministère de l'Agriculture.

Le Correspondant. — Années 1881 et suivantes.

L'Etat Moderne. — Organe de la collaboration des Fonctionnaires, des Contribuables et du Parlement.

Fonds de Saint-Germain.

Le Journal des Economistes.

Le Journal d'Agriculture Pratique.

Le Journal Officiel. — Lois et décrets.

— Débats parlementaires.

— Documents parlementaires.

Moniteur Universel. — Années 1791 et suivantes.

Recueil des Lois, Arrêtés, Circulaires, Rapports, Documents,
intéressant le ravitaillement de la France. T. I, II, III,
IV, V, VI. Années 1917-1920.

INTRODUCTION

« L'épi sauvera le franc », disait un de nos Ministres Normands. Nous n'en pouvons douter. La France est un pays agricole. C'est de la terre qu'elle tire la vie. Son passé l'atteste. Son présent le prouve.

Pendant la guerre, les nécessités des armements modernes ont demandé à ceux qui durant la paix avaient animé la nation de ne point la laisser périr. Et nous savons quel héroïque rempart fut pour la Patrie le paysan français.

Après la guerre, aidés et réconfortés par le retour des quelques hommes que le hasard des batailles leur avait rendus, ces femmes, ces vieillards et ces enfants qui, durant quatre années avaient fait vivre la nation, travaillèrent encore au relèvement du pays, en accomplissant un redressement agricole sans lequel tous les autres eussent été vains.

Aussi bien à l'heure où, après avoir donné une éclatante preuve de sa vitalité, l'Agriculture semble prendre aux yeux de tous la place d'honneur qu'elle mérite, avons-nous été tentés d'étudier l'organisme administratif chargé de la représentation et de la gestion de ses intérêts au sein de la Nation et auprès des pays étrangers, nous avons cité le Ministère de l'Agriculture.

Cette thèse, dans laquelle nous nous efforcerons

VIII

d'être objectif, sera une monographie du Ministère de l'Agriculture, et plus spécialement de l'Administration centrale de ce département ministériel.

Nous avons cru trouver le principe moteur de la création et de l'évolution de ce Ministère dans la loi de la Division du Travail et dans la spécialisation qu'elle engendre dans le domaine administratif comme partout ailleurs.

C'est à la lumière de ce principe que nous poursuivrons dans ces quelques pages l'étude que nous nous sommes proposée.

Dans une première partie, nous étudierons les origines du Ministère de l'Agriculture.

Etant donné qu'un Ministère ne se concevrait pas sans Ministre, nous dirons tout d'abord comment la division du travail a amené la création d'un haut fonctionnaire chargé spécialement de l'administration de l'Agriculture.

Un Ministère créé, nous expliquerons la formation d'une Administration Centrale de l'Agriculture et celle des rouages qu'elle a été appelée à grouper, formations qui sont également le résultat direct de la spécialisation des services.

Nous suivrons cet organisme naissant au milieu des évolutions que la Division du Travail lui imposera durant la période révolutionnaire et pendant le XIX^e Siècle.

La deuxième partie sera consacrée à l'étude de l'évolution finale que la Division du Travail a fait subir à l'Administration Centrale de l'Agriculture en la dotant d'un Ministère autonome.

Nous apporterons notre conclusion après avoir exposé les critiques et les réformes qu'on a proposé d'apporter au Ministère de l'Agriculture.

Cette conclusion essaiera de faire ressortir que le Ministère de l'Agriculture est, en même temps qu'un postulat de la Division du Travail, une nécessité démocratique dont nous nous bornons à enregistrer l'existence.

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINES DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN REGIME

SECTION I. — Origine du Ministre de l'Agriculture.

SECTION II. — Origine du Ministère de l'Agriculture.

SECTION III. — Origines des Directions du Ministère de l'Agriculture.

SECTION I

Origine du Ministre de l'Agriculture

Le Chancelier. — Partage de son travail entre les Secrétaires. — Linéaments d'Administration de l'Agriculture. — Le règlement de 1547, première tentative de division du travail administratif, crée des « Départements » ministériels territoriaux. — Le règlement de 1570, deuxième division du travail administratif, crée des départements politico-territoriaux : non spécialisation de l'Administration de l'Agriculture. — Règlements de 1588 et de 1626. — Création du Conseil des Dépêches, prélude de la nouvelle division du Travail administratif, qui, sous Colbert, donnera naissance à un Haut Fonctionnaire spécialement chargé de l'administration de l'Agriculture.

Le terme de « Ministère » ne fut employé officiellement pour désigner une organisation chargée de l'Administration Centrale que le 7 Août 1790, date à laquelle l'organisation administrative qui succéda

à la Maison du Roi fut désignée sous le nom de « Ministère de l'Intérieur ». Jusqu'à cette époque, l'Administration Centrale n'était représentée que par des Secrétaires d'Etat (1), qui groupaient autour d'eux quelques collaborateurs dont le plus important portait le nom de Commis.

L'origine des Secrétaires d'Etat (2) est assez confuse, car la formation de cette institution n'émane pas d'un acte précis de l'autorité royale. Tout au contraire, la conception de leur rôle résulta presque uniquement des événements et des nécessités de la division du Travail de l'Administration.

C'est tout d'abord le Chancelier qui assume la charge de toutes les affaires du royaume. Il est le grand fonctionnaire préposé à l'exécution et presque toujours à la préparation des ordonnances royales.

Guérin, évêque de Senlis, put ainsi, en qualité de Chancelier, étendre considérablement les attributions de sa fonction et les développer à tel point que lorsqu'il disparut son successeur trouva la tâche trop lourde et trop compliquée pour lui seul. Il la partagea entre plusieurs auxiliaires qu'il chargea de l'expédition des affaires courantes. Il ne leur laissa aucune autorité ni aucune initiative, se réservant ainsi la haute main sur toutes les affaires, sans en avoir les embarras.

Ces auxiliaires avaient été choisis parmi les

(1) Cette appellation a subsisté de nos jours dans l'expression de « Sous-Secrétaire d'Etat » : Le Sous-Secrétariat du Ravitaillement de 1917. Sous-Secrétariat de l'Aéronautique, etc...

(2) Cf. de LUÇAY. Les Secrétaires d'Etat.

« Clercs Notaires » dits encore « Secrétaires du Roi » (1). Simples expéditionnaires au début, ils vont rapidement prendre de plus en plus d'importance auprès du roi. La faiblesse de certains Chanceliers aidant, les Clers Notaires, par leur activité et l'habileté de leurs intrigues, vont se dégager de toute autorité autre que celle du roi et se mettre en contact direct et quotidien avec lui. La nature des occupations qui leur étaient réservées leur avait valu, dès l'avènement de Philippe le Bel, le nom de « Clercs du Secrétariat » et déjà on prononçait « Secrétaire » (2).

Un règlement, celui de 1309, fixa à trois le nombre des Secrétaires. Un texte de 1316 nous donne des indications curieuses sur leurs conditions et traitement (3), mais ne nous indique pas la part d'administration du royaume qui incombait à chacun d'eux.

Quelques années, plus tard, Philippe de Valois créa des « Secrétaires des Finances ». Si leur situation s'affermirait sous le règne de Charles VII et de Louis XI, leurs attributions restèrent cependant extrêmement confuses. Ces Secrétaires contrôlaient concurremment les premières administrations qui venaient de naître. Car ces rois, après avoir entrepris l'unification du pouvoir, étaient en mesure d'ébaucher une certaine administration. En Agriculture, Philippe le Bel, par le règlement du 28 mars 1302,

(1) VIOLLET. *Le Roi et ses Ministres*. 9-244

(2) BRISSAUD. *Histoire Générale du Droit Français*.

(3) « Article de Notaires suivant le Roi : Un secrétaire et deux autres dont un sera de sang et non plus que les trois et prendra le secrétaire deux provendes d'avoine et aura fer et clous et pour ses gages, pour ses valets et pour toutes autres choses, 19 sols par jour ».

avait institué à côté des administrateurs généraux ordinaires des provinces : sénéchaux et baillis, des agents spéciaux relevant des Secrétaires du Roy, chargés de veiller à l'aménagement des forêts et des cours d'eau du royaume. Ces fonctionnaires furent constitués en corps hiérarchisé par une ordonnance de 1319 qui les répartit en Maîtres des Forêts, Verdiers, Forestiers, Gruyers, Gardes ou Maîtres Sergents et Sergents.

Par une ordonnance du 13 Juillet 1384, Charles VI donna un chef suprême à cet organisme administratif nouveau en créant un « Souverain Général Inquisiteur et Réformateur des Eaux et Forêts » (1).

Si ces rois ne pouvaient penser à organiser sérieusement la production agricole, ils prirent cependant certaines mesures administratives dans ce sens, lesquelles subsistent encore de nos jours. C'est ainsi que Charles V, dans une ordonnance de Mai 1369, confia à des « gardiens » payés par le roi, la surveillance des récoltes jusque là confiée à des fonctionnaires communaux ou à des agents à la solde des particuliers (2). Ce monarque fut le premier à entrer dans la voie de l'enseignement agricole et de l'encouragement à l'agriculture lorsque, par ordonnance du 7 Mars 1370, il alloua à Jean de Brie une subvention, prélevée sur

(1) Une ordonnance de 1388, signée du même roi, réduisit de douze à cinq le nombre des Maîtres des Eaux et Forêts.

(2) Vers 1380, ces gardiens préposés à la surveillance des récoltes prirent le nom de « garde des champs » ou « Sergents Messiers ». Ce sont les ancêtres de nos gardes-champêtres dont les primitifs emplois ont reçu, depuis lors, des amplifications et des déviations aussi multiples que diverses.

le Trésor Royal, pour que soit publié son traité sur l'« Art de Bergerie » et lorsqu'il distribua aux jardiniers royaux des sommes destinées à les récompenser de leurs beaux et bons ouvrages (1).

Il agissait encore dans le même but lorsque, poussant plus loin son amour de l'agriculture et pour le mettre en honneur dans le cœur et l'esprit des populations, il prescrivit de reproduire sur les vitraux des demeures royales et sur ceux des églises les actes de la vie des champs qui participeraient ainsi à la popularité des images légendaires et rappelleraient à tous l'excellence et la sainteté du labour.

Charles VI marcha sur ses traces et fit œuvre d'administration agricole lorsqu'il mit à la disposition d'habiles collaborateurs une somme de cent sols d'or (2) pour qu'il soit creusé un canal de la Seine à la Loire (3).

Ces premiers services extérieurs et ces premières mesures d'administration agricole nécessiteront sans doute plus tard la création d'une administration centrale. Mais à cette époque, nous n'en trouvons aucune trace auprès des Secrétaires.

(1) On lit en effet dans un compte-rendu du Domaine, présenté par le Trésorier du Roi, G. Brume, la mention suivante :

« A Estienne Morin, jardinier des jardins du Roy, sciz en l'hostel de « la Conciergerie du Palais Royal à Paris, pour ses beaux travaux III l. c. p. « (300 livres parisis) ;

« A Robert Séguier, jardinier du Roi au Chastel du Louvre III j. xx. « l. p. (80 livres parisis), etc. etc... »

(2) Cent sols d'or correspondent à 6.250.000 francs de notre monnaie. Etant donné l'imprécision que les mutations constantes des monnaies apportaient à leur valeur, cette évaluation n'a qu'une valeur approximative.

(3) Mémoires de Christine de Pisan.

Au XVI^e Siècle, quelques documents nous permettent de constater que sous la progression de l'unification du pouvoir, l'administration s'est étendue, centralisée et divisée.

Un règlement de 1547 attribue en effet à chacun des Secrétaires d'Etat l'administration générale dans *une région déterminée* du royaume. Cette circonscription territoriale prendra bientôt le nom de « Département ». D'où l'appellation encore usitée aujourd'hui de « Département Ministériel ».

Ce règlement qui institua les premiers départements territoriaux qui subsisteront jusqu'à la Révolution, était ainsi conçu :

« Le Roi veut et entend que Maître Guilhomme
« Bochetel, Casine, Clause, Claude d'Aubespine et
« Jean du Thiers, ses Conseillers et Secrétaires de
« ses Commandements et Finances, ayant la charge
« des expéditions en ses affaires d'Etat, fassent les
« dépêches et répondent es lieux et endroits ci-après
« déclarés selon le département qui en suit (1) :

Bochetel : Normandie, Picardie, Flandres, Ecosse et Angleterre.

Clause : Provence, Languedoc, Guyenne, Bretagne, Espagne et Portugal.

Claude d'Aubespine : Champagne, Bourgogne, Bresse, Savoye, Allemagne, Suisse.

Jehan du Thiers : Piémont, Rome, Zion, Dauphiné, Venise et Levant.

« Fait et arrêté le premier jour d'Avril 1547. »

(1) DE LUÇAY. Les Secrétaires d'Etat. VIOLLET op cit.

Cette première opération, à qui conviendrait mieux le nom de partage que celui de division du travail tant cette dernière était grossière, fut suivie d'une deuxième division du travail, mieux caractérisée.

Elle est contenue dans le règlement de 1570 qui, après avoir remanié la répartition des régions administratives entre les Secrétaires, « confia à Monsieur « de Fizes, sieur de Sauves, outres les affaires du « Levant, Italie, Dauphiné, Provence, Languedoc, « Angers, *la Gendarmerie et la Maison du Roy* (1). » En plaçant ainsi à côté d'attributions administratives générales d'un département territorial, des attributions particulières, qui répondaient à une administration spéciale s'étendant sur tout le royaume, ce règlement effectuait une véritable division du travail capable d'entraîner dans son développement la création des Départements Ministériels politiques modernes, au nombre desquels sera le Ministère de l'Agriculture.

Jusque là, en effet, la masse des travaux administratifs avait été « partagée » entre les Secrétaires sur une base uniquement territoriale. Mais le « travail » administratif lui-même n'avait pas été « divisé » et demeurait, au contraire, confondu dans la main des Secrétaires qui restaient simultanément chargés chacun pour une quote-part des travaux concernant les finances, la maison du roi et la gendarmerie. Ce règlement de 1570, en spécialisant un Secrétaire dans des

(1) Bibliothèque Nationale. Fonds de St-Germain 239.

attributions déterminées qui s'étendaient à tout le royaume, posait la première pierre de l'édifice ministériel actuel.

De nouvelles mesures poursuivirent cette avance. Notamment, le règlement de 1588, rendu par Henri III, et celui de 1626, rendu sous Louis XIII. Les dispositions de ce dernier règlement, outre qu'elles confiaient à chaque Secrétaire des attributions spéciales à côté de l'administration générale de leur département, plaçaient de hauts fonctionnaires à la tête de nouvelles administrations, telles que les Postes et Relais, les Bâtiments du roi, les Arts et Manufactures, l'Architecture, la Sculpture, les Tapisseries, la Bibliothèque et l'Imprimerie Royale.

Les Secrétaires ne restaient donc plus chargés que de l'administration générale de leur département qui englobait encore celle de l'Agriculture.

Mais cette organisation, quelque progrès qu'elle marquât sur l'état de choses antérieur, présentait cependant un inconvénient très grave. La création des services généraux, en plaçant sous l'autorité d'un Secrétaire d'Etat ou d'un haut fonctionnaire préposé aux administrations nouvelles, tout une catégorie d'affaires, permettait à celui qui en avait la direction de s'occuper de l'administration dans le ressort du département de l'un de ses collègues. Il en résultait non seulement des froissements et des rivalités d'amour-propre, mais parfois de véritables conflits d'attributions. La cause en était dans l'ignorance où chaque Secrétaire se trouvait des ordres et des dispositions donnés ou arrêtés par tel ou tel autre Secré-

taire. Afin d'obvier à cet inconvénient, la création du Conseil des Affaires encore appelé « Conseil des Dépêches » fut décidée pour établir des rapports officiels et de véritables délibérations entre les Secrétaires en la présence du Roi. Cette institution devait aider puissamment à la généralisation des départements ministériels politiques. Elle montrait, en effet, l'intérêt qu'il y avait pour l'administration de ne confier qu'à un seul homme un groupe d'affaires homogènes sur l'ensemble du territoire, procédé qui caractérise le fonctionnement du département politique.

Louis XIV fut, par excellence, l'artisan de l'unité nationale française. Aussi voyons-nous l'administration s'étendre à nouveau, se centraliser d'avantage et se diviser en plusieurs organismes. Car, bien que Colbert et Louvois aient paru absorber toute l'administration à eux seuls, celle-ci fut, au contraire, divisée plus rationnellement encore que par le passé. En effet, Colbert, laissant à Louvois l'administration des questions militaires, se réserva celle des affaires de l'Intérieur. Comme jadis les premiers Chanceliers l'avait fait, Colbert répartit sa lourde tâche entre des collaborateurs qui, plus soumis à ses ordres que ne l'eussent été des Secrétaires en titre, remplissaient cependant officieusement les fonctions de ces derniers. Le premier Secrétaire s'inspira dans cette répartition du véritable principe de la division du travail en confiant à chacun de ses collaborateurs des attributions spéciales s'étendant à tout le royaume. Ainsi donna-t-il à Desmarets, son neveu, le service des Finances et des Monnaies, à Charles Per-

rault la direction des Bâtiments, des Beaux-Arts, des Travaux Publics et des Affaires du Clergé, à Bellisami les Parties Casuelles (vente des offices) et les Affaires de la Marine, enfin, il confia à Chanut l'Administration des intérêts industriels, commerciaux et agricoles, ainsi que la direction des affaires générales d'administration intérieure du royaume.

Avec Charrut nous voyons, pour la première fois dans notre histoire, un seul homme d'Etat être chargé de l'administration de tous les intérêts agricoles du royaume. Cet homme qui était un Sous-Secrétaire aux ordres du Ministre des Finances, est l'ancêtre du Ministre de l'Agriculture actuel.

SECTION II

Origine du Ministère de l'Agriculture

Spécialisation des fonctions des Intendants au XVIII^e Siècle.

— Division du Travail qui, avec Desmarets, amène la création du Conseil Général du Commerce et du Bureau du Commerce. — Ordonnance du 26 Juin 1700. — Composition et rôle du Bureau du Commerce. — Son fonctionnement, ses relations avec le Conseil Général du Commerce. — Il est l'origine de l'Administration Centrale du Ministère de l'Agriculture. — Régression de la Division du Travail sous la Polysynodie et inactivité du Bureau du Commerce. — Reprise de la spécialisation des services avec Bertin. — 1781, Disparition partielle des Départements territoriaux. — La division du Travail amène, sous Joly de Fleuri, la création d'un département économique uniquement politique doté d'une Administration Centrale, composé de services spécialisés.

La spécialisation des organes directeurs de l'Administration devait entraîner nécessairement celle

des organes inférieurs sur lesquels elle reposait. Jusqu'à cette époque, les représentants du pouvoir avaient été dans les provinces tout d'abord les Maîtres de Requêtes en leurs chevauchées, puis, en 1635, les Intendants (1). Les uns et les autres n'avaient que des attributions générales et une compétence territoriale. A partir du XVIII^e Siècle, les Intendants se virent investis de services spéciaux. A côté des Intendants généraux furent créés des Intendants des Finances et des Intendants du Commerce (2).

Toutefois, comme cela s'était passé pour les Secrétaires avant la création du Conseil des Dépêches, des conflits d'attribution naissaient sans cesse entre les divers intendants qui, par la survivance de certaines attributions territoriales, traitaient concurremment et parfois diversement ou contradictoirement les mêmes affaires sur le territoire d'une même province.

Pour remédier à ce gros inconvénient, Desmarets créa, par le règlement du 26 Juin 1700, le Conseil Général du Commerce et le munit d'un organisme permanent : le Bureau du Commerce.

Le Conseil Général du Commerce avait pour rôle de délibérer sur les mesures d'ensemble qu'il y avait lieu de prendre en matière d'administration des intérêts économiques du pays. Il était composé du Contrôleur Général des Finances, du Chancelier Garde des Sceaux, de deux Maîtres des Requêtes, de douze

(1) Ce fut Richelieu qui, en 1635, créa le corps des Intendants.

(2) Les Intendants du Commerce furent créés en 1708 par Desmarets.

principaux marchands et négociants du royaume et de deux Fermiers Généraux.

Tandis que ce Conseil ne se réunissait qu'à intervalles irréguliers, son bureau, le Bureau du Commerce tenait des sessions ininterrompues et offrait les caractéristiques d'un organisme administratif permanent. Il était dirigé par un commis et comprenait un personnel assez nombreux réparti dans plusieurs bureaux. Deux fois la semaine, le Bureau du Commerce réunissait en une Assemblée le Contrôleur Général des Finances qui la présidait, le Ministre de la Marine — ministre du Commerce — et les Intendants. Les Intendants lisaient devant l'Assemblée les rapports des affaires dont ils avaient la gestion ou dont ils avaient été spécialement chargés par le Conseil ou les Secrétaires dont ils dépendaient. L'Assemblée délibérait sur les suites à donner à ces rapports et sur les mesures qu'il convenait de prendre. Dans ces délibérations, les Ministres avaient voix délibérative ainsi que l'Intendant rapporteur, les autres n'ayant que voix consultative. Un tel procédé assurait une grande unité de vue à l'administration des intérêts agricoles, industriels et commerciaux du pays. Les résolutions ainsi prises étaient soumises au Conseil Royal du Commerce que présidait le Roi en personne. Enfin, si la question à débattre venait à revêtir l'importance d'une « Affaire d'Etat », elle était portée devant le Conseil Royal composé du Roi et de ses seuls Ministres.

Le Bureau du Commerce retiendra seul notre attention. C'est, en effet, le premier organe perma-

ment d'Administration Centrale chargé de la gestion des intérêts de l'Agriculture. Nous disons de l'Agriculture, car si ce bureau portait la dénomination de Bureau du Commerce, c'est que l'Administration de l'Agriculture ne réglait que la répartition de la production agricole, l'organisation de cette production ne faisant l'objet que de l'initiative privée. La répartition des produits agricoles s'accomplissant à l'aide des procédés commerciaux et constituant une branche très importante, surtout alors, du commerce général, il paraissait logique d'appeler Bureau « du Commerce » l'Administration centrale chargée de la gestion de tels intérêts.

Il n'en reste pas moins vrai que, bien que reliée au contrôle des Finances et faisant l'objet avec le Commerce et l'Industrie d'une administration commune, l'agriculture était dotée cependant, dès 1700, d'une Administration Centrale qui était le Bureau du Commerce.

C'est à ce dernier qu'il faut faire remonter l'origine du Ministère de l'Agriculture.

La Polysynodie, qui succéda au gouvernement de Louis XIV et de ses Ministres, arrêta malheureusement ce mouvement de spécialisation des services administratifs. Le département économique qu'à la suite de Colbert Desmarets avait constitué au moyen du groupement du contrôle des Finances, de l'administration de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, disparut, après une dislocation de ses services. Le Bureau du Commerce, privé de ses Intendants qui avaient été supprimés, perdait une activité qu'il

ne retrouva qu'en 1745, lorsque Machault restaura le corps de ces fonctionnaires (1).

En 1758, un Ministre de haute valeur, Bertin, poursuivant l'œuvre interrompue de Desmarets, constitua un nouveau Département économique qu'il dirigea lui-même. Il mit Trudaine à la tête du Bureau du Commerce. Ce dernier avait dans ses attributions :

- 1° les Finances, l'Agriculture et le Commerce ;
- 2° les Ponts et Chaussées, les Pépinières Royales et les Ports de Commerce ;
- 3° les Manufactures et les Mines ;
- 4° les Eaux et Forêts.

La direction de chacun de ces groupes était confiée à un Intendant.

Enfin, le Bureau était chargé de réunir la Commission des Epizooties créée par ordonnance royale de 1739.

Seuls, les haras restaient administrés par la Maison du Roi.

Cette belle unité, née d'une spécialisation des services plus poussée, disparut en 1764. Bertin, laissant alors à d'Averdy le contrôle général des Finances, prit la direction des Affaires du Dedans avec le titre de Secrétaire de la Maison du Roi. Il pilla son successeur aux Finances de la plupart de ses anciennes attributions pour les transférer à la Maison du Roi. C'est ainsi que son nouveau département comprenait :

(1) Machault poussa plus loin la spécialisation des services en confiant à chaque Intendant du Commerce des attributions particulières : Ainsi, de Person eut les papeteries et tanneries ; de Quinez les bas et ouvrages de bonneterie ; de Montereau les toiles et toileries, etc... (*Almanach Royal* 1745).

l'Agriculture, le Commerce, la Colonie des Indes, les Manufactures de cotons, mousselines et étoffes à imitation des Indes, manufactures de porcelaines, mines, navigation intérieure, canaux, carosses publics, fiacres, roulages, petit poste, dépôt de collections de chartes, manuscrits et imprimés, etc., etc...

De son côté, d'Averdy, contrôleur général des Finances, conservait avec le Trésor Royal, les parties casuelles, la direction des fermes, le Clergé, le Commerce intérieur et extérieur par la terre, les Pays d'Etat, les Monnaies, les Parlements du Royaume, les Ponts et Chaussées, Turcies et Levées, Barrages et pavés de Paris, Manufactures et Octrois des villes, Dettes des communautés, Lignes, Mines, la Caisse générale des amortissements et la direction du Bureau du Commerce.

Une telle répartition, qui tenait beaucoup plus du caprice que de la raison, rendait bicephale la direction de l'administration des intérêts économiques du pays que se partageaient Bertin et d'Averdy. Le Bureau du Commerce, qui restait malgré tout attaché aux Finances, n'eut pas à se féliciter de mesures aussi arbitraires.

En 1781, alors que Joli de Fleuri était Contrôleur Général des Finances, une nouvelle division du travail apporta aux administrations dont était chargé le Bureau du Commerce un caractère de spécialisation plus parfait.

Une ordonnance de mai de cette même année déci-

(1) *Almanach Royal* 1789.

dait en effet qu'à l'avenir, dans l'organisation du Bureau du Commerce :

La Balance du Commerce appartiendrait à de Villavault ;

Le service de l'Agriculture serait dirigé par Berthier et comprendrait : les écoles vétérinaires, les épizooties, les pépinières royales, les Sociétés d'Agriculture et les dépôts de mendicité ;

Les Eaux et Forêts échouaient à Debonnaire des Forges ;

Les Ponts et Chaussées à de Chaumont ;

Le Commerce et les Manufactures à de Tolezan ;

Les Haras restaient rattachés à l'Intérieur.

Cette ordonnance, qui allégeait les attributions des Intendants de l'Administration Générale de Province pour toujours rejetée sur les services de la Maison du Roi, spécialisait ces derniers dans une branche de l'administration. Elle créait ainsi, avec une administration Centrale naissante un Département ministériel qui n'était plus territorial et politique, mais simplement politique.

C'est seulement de cette forme de l'Administration Centrale que pourra sortir un Ministère de l'Agriculture autonome.

Le Bureau du Commerce groupe encore des matières administratives hétérogènes. Mais, puisque l'administration est devenue nationale et les Départements politiques, il suffira de quelques divisions du travail successives pour amener le détachement des rouages et leur regroupement, suivant un plan rationnel de spécialisation, en un ministère autonome.

Dès à présent, nous entrevoyons combien cette tâche, d'impossible qu'elle était sous le régime de la territorialité des Départements pouvait devenir aisée par la constitution politique de ceux-ci. Lorsqu'en effet, les affaires confiées à chaque intendant prendront un volume trop considérable, elles échapperont à la surveillance du Contrôleur général des Finances qui, débordé, ne conservera plus que l'Administration des Finances et abandonnera à chaque Intendant l'entière gestion des affaires qu'il administrait, en lui confiant les prérogatives et les moyens d'action d'un véritable ministre.

La suite de cette étude nous apprendra quelle forme les évènements ont donné aux évolutions que nous venons de prévoir et dans quelle mesure elles ont modelé le cadre administratif de l'Agriculture.

SECTION III

Origine des Directions du Ministère de l'Agriculture

Origine des Ponts et Chaussées : Edits d'Avril et Mai 1599.

— Origine des Haras : Déclaration royale du 16 Mai 1663.

— Quelques mesures législatives qui entraîneront plus tard dans leur application la création d'une direction des Services Sanitaires et de la Répression des Fraudes. — Origine des Services de Statistiques agricoles. — Quelques mesures d'encouragement et d'enseignement de l'agriculture dont le développement nécessitera la création d'un corps spécial de fonctionnaires et d'une Direction particulière à l'Administration Centrale : la Direction de l'Agriculture.

Quelques mesures administratives furent prises à la faveur des mouvements successifs de centrali-

sation et de spécialisation que nous venons d'étudier et auxquels nous croyons devoir faire remonter l'origine des Directions actuelles du Ministère de l'Agriculture.

Origine des Ponts et Chaussées. — Nous avons dit comment, au XIV^e Siècle, les Eaux et Forêts avaient été créées par Philippe le Bel.

Une des premières mesures qui, pour la prospérité des campagnes, devait être prise par les pouvoirs publics, était la création de routes, de chemins et de canaux, afin de permettre aux agriculteurs d'accéder et de sortir de leurs terres, de transporter leurs produits sur les champs de foire et d'accomplir tous échanges indispensables à la vie rurale.

Aussi, voyons-nous apparaître d'assez bonne heure une Administration des Ponts et Chaussées. Nous constatons qu'elle fût considérée par l'Etat comme une administration de nature agricole, jusqu'au jour où l'usage des voies de communication que firent à leur tour le Commerce et l'Industrie lui en levèrent ce caractère primitif.

Cette administration remonte aux Edits d'Avril et de Mai 1599, par lesquels Maximilien de Béthune, Baron de Rosny, Duc de Sully, créa la charge de Grand Voyer de France et de Maître des Dignes.

Le Grand Voyer était chargé, avec l'aide de quelques officiers, de veiller à l'entretien des chemins et des routes du royaume. Le Maître des Dignes dirigeait les opérations de dessèchement des Marais.

Un édit de 1645 porta à trois le nombre des Grands

Voyers qui avaient rang de Conseiller d'Etat et constitua pour diriger les travaux de l'établissement des routes, un corps d'ingénieurs spéciaux.

Dès cette époque, des crédits étaient mis régulièrement à la disposition des Ponts et Chaussées. Le corps des Ponts et Chaussées fut ainsi le premier organe administratif définitivement constitué. C'était un organe administratif puisque, avec lui, la gestion des intérêts collectifs de la nation était confiée à des fonctionnaires qui étaient à la solde de l'Etat.

Origine des Haras. — Ce n'est qu'au XVIII^e Siècle que le pouvoir royal soupçonna l'intérêt qu'il pouvait y avoir pour l'agriculture et pour l'Etat à surveiller et à améliorer la race chevaline. Un grand Ministre et aussi un grand agriculteur, Sully, comprenant l'utilité qu'offriraient aux cultivateurs la possession de chevaux robustes et la facilité de se les procurer à bon compte, mit sur pieds un plan d'organisation de Haras nationaux. Malheureusement, la mort prématurée d'Henri IV éloigna du pouvoir ce zélé défenseur de l'agriculture et les laboureurs durent attendre près d'un demi-siècle avant de mettre à leur charrue les solides attelages qu'ils souhaitaient.

Ce fut en effet Colbert qui mit à exécution se projet. A son instigation, une déclaration royale du 16 Mai 1663 prescrivit une enquête sur l'état des haras en France. Deux ans plus tard, le 17 Octobre 1665, un arrêt du Conseil décidait l'établissement de haras modèles. « Le roi, dit cet acte, voulant prendre un

« soin particulier de rétablir dans son royaume les
« haras qui ont été ruinés par les guerres et désor-
« dres passés.... de telle sorte que les sujets de Sa
« Majesté ne soient plus obligés de porter leur argent
« dans les pays étrangers pour achat de chevaux :
« Sa Majesté ayant fait acheter plusieurs chevaux
« entiers en Frise, Hollande, Danemark et Barbarie
« pour servir d'étalons et résolu de les distribuer
« savoir : Ceux qui seront propres aux carosses sur
« les côtes de la mer depuis la frontière de Bretagne
« jusque sur la Garonne... et les autres dans les pro-
« vines de Poitou, Saintonge et Auvergne. Mais d'au-
« tant que pour obliger les particuliers qui seront
« chargés des étalons destinés aux dits haras, il est
« raisonnable de leur accorder quelques privilèges
« pour les indemniser des soins qu'ils prendront pour
« faire réussir le dessein de Sa Majesté pour le bien
« de son service et du public, Sa Majesté étant en
« son conseil a commis et commet le sieur Gersant,
« l'un des écuyers de sa grande Ecurie pour distri-
« buer les dits étalons es lieux qu'il jugera les plus
« propres des provinces ci-dessus dénommées et les
« mettre à la garde des particuliers qu'il choisira...
« Et pour obliger les dits particuliers d'avoir le soin
« nécessaire pour l'entraînement des dits étalons, Sa
« Majesté a iceux déchargé et décharge de tutelle et
« curatelle.... permet aux dits.... de prendre cent sols
« de chaque cavalle qui aura servi au dit haras et
« qui sera marquée, avec les poulains qui en provien-
« dront, de la même marque (4 couronnes à la
« cuisse) sans que les dits cavalles et poulains ainsi

« marqués puissent être saisis pour la taille et autres
« deniers de Sa Majesté, ni pour dette des Commu-
« nautés, particuliers, etc... »

Les haras ayant leurs statuts primitifs ainsi édi-
fiés n'eurent plus dans la suite qu'à faire évoluer leur
organisation selon le besoin des temps. Le rôle indis-
pensable que jouera la cavalerie dans l'armée et la
place exclusive que tiendra jusqu'au XX^e Siècle la
traction hippomobile en agriculture et dans les trans-
ports terrestres, vaudra aux haras la sollicitude de
tous les régimes qui furent appelés à se succéder.

*Origine du Service Sanitaire et de la répression
des Fraudes.* — La fraude ne date pas du jour où
certains commerçants peu scrupuleux ont essayé
d'exploiter frauduleusement la découverte des pro-
cédés modernes de vinification ou de fabrication
d'engrais chimiques. S'il a fallu attendre le XX^e Siè-
cle pour voir apparaître un Service Administratif
spécial de la répression des fraudes, de sévères
mesures furent prises dès Henri II pour réprimer ces
déloyales pratiques.

Ce monarque rendit, le 18 Mars 1550, une ordon-
nance qui punissait d'amende, de prison et de con-
fiscation de la marchandise ceux qui se livraient à
la sophistication du safran, lequel entraît pour une
assez notable part dans la préparation des substances
alimentaires.

Si nous pouvons faire remonter à cette époque le
point de départ d'une législation dont l'application
devait amener un service de la répression des frau-

des, ce n'est qu'au 10 Avril 1714 que nous pouvons faire remonter l'origine de notre législation sanitaire en agriculture. A cette date, en effet, l'Intendant Desmarets provoqua un arrêt du Conseil qui obligea les propriétaires de bestiaux morts à les faire enfouir dans la terre, à trois pieds de profondeur, sans pouvoir en prendre ni enlever les peaux, le tout sous peine de 100 livres d'amende.

L'application de cette ordonnance et celle des nombreuses qui suivirent en la matière justifia, en 1739, la création de la Commission des Epizooties. Profitant du progrès des sciences médicales et vétérinaires, le roi fit ériger, le 5 Août 1761, l'Ecole Vétérinaire de Lyon et, le 7 Octobre 1765, l'Ecole Vétérinaire d'Alfort. Ces institutions étaient toutes subventionnées par le Trésor Royal.

Origines des Services de la Direction de l'Agriculture. — En agriculture proprement dite, l'œuvre d'encouragement et d'enseignement agricole, de Charles VI à Louis XI, fut continuée par certains de leurs successeurs. C'est ainsi que le service des statistiques agricoles, dont l'utilité est considérable, doit faire remonter son origine à l'édit de Villers-Cotterets de 1539, sur le Fait de Justice où il était dit que les autorités municipales de chaque ville étaient tenues de rédiger un état hebdomadaire des denrées alimentaires. De la rédaction de statistiques municipales à celle de statistiques nationales, il n'y avait qu'un pas, que le mouvement sans cesse croissant de centralisation du pouvoir et de l'administration allait faire franchir.

Sully, qui pensait que « labourages et pâturages étaient les deux mamelles de la France (1) », fit, sous l'autorité d'un Roi-paysan, une politique très favorable à l'agriculture.

Il trouva dans Barthélemy Laffemas de Palissis et Olivier de Serre des collaborateurs de tout premier ordre.

L'encouragement à l'agriculture prit de l'extension. Dans ses *Economies Royales*, Sully nous fait connaître en effet que le Trésor royal paya, de 1594 à 1610 :

1° pour la propagation de la culture	
du mûrier	1.000.000 livres
2° pour les turcies et levées.....	4.850.000 »
3° pour les travaux destinés à la na-	
vigabilité des fleuves et rivières	1.000.000 »
4° pour les dépenses de voirie....	4.400.000 »
5° pour les dépenses du Canal de	
Briare	1.000.000 »
6° toutes les dépenses nécessitées par la création du	
Jardin de Montpellier, l'achat des premiers	
plants de mûrier, les dépenses des jardins	
royaux.	

(1) On lit en effet dans l'ouvrage connu sous le nom de « *Economies Royales* », publié par Sully lui-même sous le pseudonyme de ses secrétaires, le passage suivant : « Vous demeurâtes cinq ou six jours auprès de luy (le roy) afin de pourvoir à plusieurs choses restées inexécutées touchant les finances et le payement des gens de guerre en campagne et les garnisons établissant des personnages de probité, d'autorité et de police pour suivre l'armée à son retour afin d'empêcher qu'elle n'apportast aucune vexation au peuple de la campagne duquel vous aviez toujours un soin merveilleux, disant souvent au roy que le labourage et le pasturage estoient les deux mamelles dont la France estoit alimentée, et les vrayes mines et trésors du Pérou. »

(*Mémoires des sages et royales économies d'Estat*, etc. Edition d'Amsterdam, dite des Trois Verts 1634, Tome I, Chap. LXXXI, p. 477. Edition Petitat, Tome I, Chap. LXXXII, p. 283).

Soit au total : 31.850.000 livres.

Des mesures administratives furent également prises pour la diffusion de l'enseignement :

Par l'édit de 1593, Henri IV prescrivit la création d'un jardin botanique à Montpellier, et d'une cinquième chaire d'horticulture que devait occuper Richer de Belleval. Le jardin était public et les cours étaient ouverts à tout le monde.

En 1598, le célèbre Riolan fut chargé par le Roi de donner des leçons publiques de botanique à la Faculté de Médecine de Paris qui fut, peu de temps après, dotée d'un jardin botanique (1).

En 1598, Henri IV pria Olivier de Serre de rendre publics les enseignements qu'il répandait depuis longtemps parmi les agriculteurs du Vivarais.

Enfin, en 1600, lorsque parût l'ouvrage très remarquable de ce savant agronome, le Théâtre d'Agriculture et Ménage des Champs, Henri IV déchargea Olivier de Serre des lourds frais d'impression et les fit supporter aux deniers publics, afin d'en faciliter la diffusion dans les milieux agricoles.

De telles mesures constituent, à notre avis, les sources de l'enseignement agricole. Il suffira que les rois fassent passer des mains des particuliers entre celles de l'Etat les établissements d'enseignement agricole pour faire entrer complètement cette branche essentielle de l'organisation de la production dans le domaine de l'administration publique.

C'était d'ailleurs ce à quoi voulait tendre Henri IV.

(1) Le jardin du roi très chrétien Henri IV de Jean Robin 1601.

On lit, en effet, dans les « Economies Royales », année 1609, que parmi la nomenclature des projets dont Sully devait préparer la réalisation, il y avait la mention suivante (1) : « Plus un plan, devis et désignation « d'un lieu propre pour y eslever et entretenir toutes « sortes de plantes, arbustes, herbes et autres simples « avec les hommes et choses nécessaires pour y faire « toutes sortes d'épreuves et d'expériences à médecine et à agriculture. »

Par cette mesure, Henri IV soustrayait de l'obligatoire procédé de fermage de cette époque l'enseignement agricole dont il faisait une institution d'Etat. Les réalisations modernes de l'administration de l'enseignement agricole n'ont pas dépassé, en principe, les judicieux projets de ce monarque.

Sully avait eu le génie d'innover. Colbert eut le mérite de mettre à exécution les plans réalisés par son prédécesseur. Il inscrivit pour cela au budget de l'Etat de nombreuses dépenses qui furent :

En 1670 pour les travaux du Canal du Languedoc. Allocation de 924.025 livres ;

pour les Ponts et Chaussées : 753.662 livres.

De 1671 à 1678, la guerre ayant obligé Colbert à réduire les crédits ouverts à l'agriculture, il ne put allouer annuellement que 300.000 livres pour les travaux du Canal du Languedoc et 400.000 livres pour les travaux effectués par les Ponts et Chaussées.

En 1682, la somme inscrite au budget pour le canal

(1) *Economies Royales*, chapitre CXCI.

de jonction s'éleva de nouveau à 456.133 livres, mais celle des Ponts et Chaussées s'abaissa à 298.117 livres.

Des crédits importants furent mis à la disposition de Le Notre qui donna à l'horticulture et à l'arboriculture un très grand essort. Colbert ne ménagea pas les deniers du Trésor Royal à la Quintinie lorsqu'il le chargea de la création du potager royal de Versailles et lorsqu'il fit publier ses ouvrages : *Instructions pour les Jardins fruitiers et potagers*, *Traité des Orangers*, *Réflexions sur l'Agriculture*.

Au XVIII^e Siècle, les influences physiocratiques de l'Ecole de Quesnai furent très favorables au progrès des sciences naturelles et agricoles.

Gournai, afin de grouper et de rendre plus fructueux et profitables à tous les efforts des savants et praticiens agronomes de son temps, eût l'heureuse initiative de les grouper en une Association qu'il plaça sous la protection de l'Etat. Cette société établie à Rennes, prit le nom de « Société Bretonne d'Agriculture ». Ce fut la première Société d'Agriculture qui ait été établie en France.

Outre cet organe de diffusion des sciences agricoles, de nombreux ouvrages cherchaient à répandre dans les milieux ruraux instruits, qui n'étaient guère alors constitués que par la noblesse et la bourgeoisie, l'enseignement agricole. Nous voyons ainsi Voltaire chanter dans ses vers l'agriculture et les agriculteurs et leur consacrer des articles dans son *Essai sur les Mœurs*, ses *Dialogues* et son *Dictionnaire Philoso-*

phique appelant ainsi sur eux l'attention de la France entière (1).

Plus scientifiques étaient la Théorie de la Terre, l'Histoire Naturelle et les Epoques des Terres de Buffon. De 1750 à 1765, on vit paraître divers ouvrages où l'on vantait l'agriculture et la vie champêtre : celui du Bonheur par Helvétius, celui de la Nature par Ecouchard-Lebrun et celui des Quatre-Saisons par Saint-Lambert.

Enfin, à cette époque, les publications agricoles commençaient à prendre un caractère populaire. Nous citerons entre autres : l'Almanach du Bon Jardinier, à la rédaction duquel les Jussieu, Pépin, Duhamel, Dumonceau, Patulo et l'Abbé Lucas contribuaient et qui parut pour la première fois en 1750 (2). Mais d'aussi louables efforts portaient-ils

(1) Dans les poésies de Voltaire, on trouve trois pièces où il chante l'agriculture : l'Épître à M. Denis (1761), celle à Saint-Lambert (1769), et celle à Horace (1771). Dans l'Épître à M. Denis, on trouve ces vers charmants, qui renferment de très justes pensées :

Dieu veut que l'on travaille et que l'on s'évertue.

C'est la première Loi donnée au premier homme. ▽

La France a des déserts, ose les cultiver ;

Elle a des malheureux : un travail nécessaire

Ce partage de l'homme est son consolateur,

En chassant l'indigence amène le bonheur

Change en épis dorés, change en gras pâturages

Ces ronces, ces roseaux, ces affreux marécages

D'un canton désolé l'habitant s'enrichit.

Trudaine sait assez que le cultivateur

Des ressorts de l'Etat est le premier moteur

Et qu'on ne doit pas moins pour le soutien du Trône

A la faux de Cérès qu'au sabre de Bellone.

(2) On peut citer les ouvrages suivants, qui parurent de 1750 à 1760 :

La Nouvelle Maison Rustique, par ST-LÉGER 1700.

Le Dictionnaire Economique, par CHOMEL, disciple de la Quintinie.

leurs fruits dans les masses pauvres et peu instruites où ils cherchaient à se répandre ?

Telles furent, aux diverses époques de la Monarchie française, les tendances qui se manifestèrent en faveur de l'Agriculture et les premières mesures administratives qui leur répondirent. Leur application de plus en plus constante et toujours plus ample nécessita la création d'organismes administratifs spéciaux dont la réunion a constitué plus tard les services de la Direction de l'Agriculture.

De très nombreuses mesures législatives touchant les branches les plus diverses de l'agriculture furent encore prises à cette époque (1). Nous les passerons sous silence, car il ne rentre pas dans le cadre de cette étude de retracer ni la législation ni l'œuvre de l'administration agricole, mais seulement la structure de cette administration.

(1) Cf. MANGIN III Tome. *Etudes historiques sur l'Administration de l'Agriculture en France.*

L'Essai sur l'Amélioration des Terres, par PATULO.

Les Prairies Artificielles, par LA SALLE.

La Pratique du Défrichement, par le Marquis de TURBILLY.

L'Usage du Semoir, par l'Abbé de SONNILLES.

La Maladie des Grains, par TILLET.

L'Art de s'enrichir par l'Agriculture, par POMMIER.

A l'étranger, les publications furent également nombreuses. Les plus remarquables étaient :

Le Mémoire de la Société Economique de Berne.

Le Cours complet de l'Agriculture de l'Angleterre.

L'ouvrage de l'Italien VALLÉRINS : *Agricoltura Fondamenta Chemica*, paru en 1775 et considéré comme le chef-d'œuvre du genre.

On s'occupa tant alors d'agriculture, on écrivit un si grand nombre de traités sur cette industrie, que l'on commença vers 1750 à parler des Agriculteurs de Cabinet et à déverser sur eux le ridicule. On alla jusqu'à écrire des recueils dits préservatifs contre l'agronomie.

CHAPITRE II

PERIODE REVOLUTIONNAIRE

LA CONSTITUANTE. — Rattachement de l'Agriculture au Ministère de l'Intérieur.

LA CONVENTION. — Création des Comités et des Commissions exécutives. -- La Commission exécutive de l'Agriculture. -- Ses agences. -- Aperçu de la situation des fonctionnaires de l'Administration Centrale de l'Agriculture sous la Révolution.

LE DIRECTOIRE. — L'Administration Centrale de l'Agriculture perd son autonomie. -- Elle est rattachée au Ministère de l'Intérieur.

LE CONSULAT. — Création de bureaux spéciaux à l'Agriculture. -- Retour aux divisions du Directoire. -- Regression de la division du Travail pendant cette période.

La Constituante. — La Convention

L'Administration de l'Agriculture resta rattachée aux Finances en la forme que nous avons décrite pendant les premières années de la Révolution. Toutefois, elle perdit, en 1790, l'Administration des Ponts et Chaussées qui, par son importance et grâce à l'état avancé de son organisation, fut érigée en Administration autonome. Les Haras cessèrent d'exister à la même date, à la suite de la vente de tous les étalons à laquelle il fut procédé pour renflouer le Trésor Royal.

Cette même année 1790, la Constituante chargea

son Comité de Constitution d'élaborer un projet de décret portant réglementation d'un Ministère de l'Intérieur dont les attributions eussent été :

- 1° de faire parvenir toutes les lois aux corps administratifs ;
- 2° d'exécuter ou de faire exécuter tous les ordres du Roi et de surveiller par lui-même l'exécution des lois relatives à la sûreté et à la tranquillité de l'intérieur de l'Etat ;
- 3° de correspondre avec les corps administratifs ;
- 4° de rendre compte tous les ans, aux corps administratifs de l'Etat, de l'administration générale.

Ces diverses affaires étaient classées en six sections, dirigées chacune par un Directeur Général, nommé par le Roi et responsable devant lui.

La cinquième section comprenait les détails relatifs à la conservation et administration économique des forêts nationales, domaines nationaux et autres propriétés publiques produisant ou pouvant produire des sommes au Trésor Public.

La sixième section comprenait les détails relatifs à l'Agriculture, aux produits de la pêche côtière et de la grande pêche maritime, à l'industrie, aux arts et inventions, fabriques et manufactures, au commerce de terre et de mer, ainsi qu'aux encouragements qu'il y aurait lieu de donner à ces divers objets (1).

(1) *Moniteur Universel*, ann. 1791 : archives parlementaires, 1^{re} Série, Vol. XXIV, page 626.

(1 et 2) *Archives Parlementaires*, 1^{re} Série, Vol. XXIV, pages 627 et suivantes.

Mais un tel projet fut violemment critiqué par l'Assemblée, car il confiait au Ministre de l'Intérieur, avec l'Administration des Finances, la gestion de tous les intérêts économiques du pays et donc ceux de l'Agriculture et la direction politique des affaires, autant dire toute l'administration intérieure. Les députés Moreau et Anfons combattirent violemment ce projet qui aurait confié à un seul homme une telle puissance et qui respectait si peu la division du travail en matière administrative. A la suite de leurs amendements, on détacha de l'Intérieur l'administration des Finances. Le décret du 7 Août 1790 institua en conséquence un Ministère qui, pour la première fois, fut appelé *Ministère de l'Intérieur*, et un Ministère des Finances. Le Ministère de l'Intérieur avait dans ses attributions toute l'administration intérieure du royaume. Un décret du 7 Avril répartissait cette administration en six divisions. De ce fait, l'Agriculture qui, en 1787, était l'hôtesse du Contrôleur général des Finances, devint celle du Ministre de l'Intérieur dont elle occupait, avec le commerce et l'industrie, la sixième de ses divisions (1).

Cette organisation disparut lorsque, par la Loi du

(1) Une loi du 29 Septembre-2 Octobre 1791, qui avait pour objet de fixer le montant des sommes affectées au paiement des traitements, appointements et dépenses des bureaux des différents ministères, allouait au Ministère de l'Intérieur un crédit de 320.000 livres. Sur cette somme, les gages du personnel de la 5^e Division émargeaient pour 80.600 livres, ceux de la 6^e pour 140.850 livres, ceux du Service des Subsistances pour 23.400 livres, en tout 244.850 livres, plus 88 chefs, commis et employés. (Ainsi la moyenne des traitements était alors de 2.782 fr. 40, avec un maximum de 12.000 livres et un minimum de 1.000 livres ; elle est aujourd'hui, pour les mêmes services, de 80.000 fr. au maximum et 10.000 fr. au minimum).

12 germinal, an II, la Convention supprima tous les Ministres et les remplaça par seize Comités.

Ces Comités étaient formés des membres de la Convention et investis des attributions des Ministres abolis. Seize commissions exécutives étaient chargées du travail de préparation et d'exécution des ordres du Comité. Ces Commissions remplissaient ainsi le rôle des Ministères actuels.

Le Comité auquel était confiée la gestion des intérêts de l'Agriculture était le Comité N° 13, dit Comité d'Agriculture et des Arts, siégeant Maison d'Elbœuf, place Marat (1).

Ce Comité était chargé de tous les travaux relatifs :

- 1° aux canaux, cours d'eaux et moulins ;
- 2° aux mines, minières et carrières ;
- 3° aux haras, troupeaux, écoles vétérinaires, animaux destructeurs ;
- 4° à la police rurale, aux fêtes agricoles, aux encouragements, aux dîmes à la boulangerie et aux vendanges ;
- 5° aux ponts et chaussées, aux routes, aux chemins vicinaux, aux pépinières, au tabac, aux cultures et aux bois ;
- 6° aux dessèchements, aux défrichements et aux lieux communaux.

Cette distribution était le résultat d'une division du Travail plus précise que celle effectuée en 1790,

(1) Cette place, qui a disparu par le percement de la rue de Rivoli, était située vis-à-vis le vieux Louvre.

d'autant que les affaires du Commerce et de l'Industrie relevaient d'un autre comité, le Comité N° 14, dit Comité de Commerce et de l'Approvisionnement.

Ce Comité qui siégeait Maison Noailles, rue Honoré, était chargé de tout ce qui concernait :

- 1° le commerce proprement dit, les primes d'encouragement ;
- 2° les arts et manufactures et les filatures ;
- 3° les messageries, le roulage, la navigation intérieure et extérieure, les transports, les postes, les douanes, les poudres et salpêtres ;
- 4° la législation des tribunaux de commerce, les foires et marchés, les faillites, les poids et mesures, la police des routes.

La Convention, par la loi du 12 Germinal, an II, qui avait créé deux Comités (soit deux Ministres), dont la compétence était délimitée et les attributions tout-à-fait spéciales, avançait ainsi de cent ans les mesures qui furent prises par la III^e République.

Ces Comités étaient secondés, avons-nous dit, dans leur tâche par les Commissions exécutives.

Plusieurs Commissaires, généralement trois, étaient placés à la tête de ces Commissions, qui se répartissaient en plusieurs divisions.

Ces divisions avaient chacune pour chef une « agence ».

L'agence était formée par un conseil dont les membres relevaient du Comité correspondant à la Convention.

Elle dirigeait une formation de bureaux, composés chacun d'un chef, d'un sous-chef, de rédacteurs et de

commis. A titre documentaire, nous dirons que les Comités et les Commissions exécutives chargés de la direction et de l'administration de l'Agriculture et du Commerce ne groupaient pas moins, sur tout le territoire, de dix mille employés (1).

(1) Ce chiffre s'abaissa par la suite, lors de la fusion de la Commission du Commerce et des approvisionnements, et tomba à treize cents. Et puisque nous en sommes à parler des fonctionnaires des Ministères de cette époque, nous dirons que leur état était peu enviable, leur situation précaire, et leurs soldes dérisoires. Un tel état de choses serait-il endémique dans cette corporation ? Toujours est-il qu'à cette époque, les employés astreints à la production du certificat de civisme, ne pouvaient, au terme d'un arrêté du Comité du Salut Public du 13 Prairial an II, quitter leurs fonctions sans l'autorisation du Comité de Salut Public, et les Commissaires (chefs des Commissions exécutives) étaient responsables de la légitimité des motifs sur lesquels étaient fondées les démissions offertes.

Voici un extrait de cet arrêté :

« Extrait des Registres du Comité de Salut Public de la Convention Nationale du 13 Prairial an II de la République Française une et indivisible.

« Le Comité de Salut Public, considérant la nécessité de donner au travail des bureaux des seize commissions exécutives l'activité la plus soutenue, arrête ce qui suit :

« ARTICLE PREMIER. — Il sera nommé par chaque Commission un « citoyen chargé de rendre compte journallement au Commissaire de chacune « d'elles de l'exactitude de tous les employés à se trouver ponctuellement à « leurs bureaux aux heures indiquées ci-après ; ce citoyen n'exercera dans « les bureaux aucune autre fonction, et son traitement sera de 2.400 livres.

« ART. 2 — Aucun employé dans les bureaux ne pourra quitter ses « fonctions actuelles pour d'autres, sans en avoir obtenu la permission du « Comité de Salut Public, et les Commissaires qui présenteront au Comité « les démissions proposées, seront responsables de la légitimité des motifs « sur lesquels elles seront fondées.

« ART. 3. — A compter du 21 Prairial présent mois, les employés dans « bureaux des commissions, et agences qui en dépendent, seront tenus d'être « à leur poste le matin depuis huit heures précises jusqu'à deux heures « après-midi, et le soir depuis cinq heures précises jusqu'à huit heures et « demie.

« ART. 4. — Les jours de décadi, les employés seront dispensés de se « rendre le soir à leurs bureaux. »

« Signé au registre : Carnot, B. Barrère, C.-A. Prieur, Collot d'Herbois, « Billaud-Varennes, Robert Lindet, Robespierre, Couthon. Pour copie conforme : Lerebours. » (Archives du Ministère de l'Intérieur. - Organisation des Bureaux).

Cet arrêté ne survécut pas à ceux qui l'avaient publié. Il fut annulé le 2 Fructidor an II, par le nouveau Comité de Salut Public.

Le travail des employés n'était donc pas seulement réquisitionné, mais ces employés étaient en quelque sorte emprisonnés dans leurs fonctions, et

Deux agences se partageaient les affaires que traitait la Commission exécutive de l'Agriculture et des Arts, savoir : l'agence d'économie animale et l'agence d'économie végétale.

L'agence d'économie animale avait dans ses attributions l'administration :

1° du dépôt d'étalons de Rozières, seul vestige des Haras que la loi du 29 Janvier - 31 Août 1790

ils y étaient soumis à la surveillance d'un inspecteur. Or, à cette époque où les commissions étaient peuplées d'énergumènes, où la moindre parole, les actes les plus inoffensifs pouvaient recevoir les plus fâcheuses interprétations, où enfin les dénonciations étaient si fréquentes et si facilement accueillies par les nombreuses autorités chargées de la police, on comprend à combien d'inquiétudes et de dangers les malheureux employés se trouvaient livrés sous l'empire d'un semblable arrêt. Aussi, beaucoup d'employés furent réformés pour cause d'épuration et beaucoup encore furent les victimes des fameux révolutionnaires.

Voici les victimes que nous signalent les Annales du Tribunal Révolutionnaire et celles de la Commune :

Six des Ministres qui avaient dirigé l'Administration de l'Agriculture lorsqu'elle relevait soit du Contrôle général, soit du Ministère de l'Intérieur ; deux anciens intendants devenus vice-présidents ou chefs de division dans ce dernier département ; cinq membres des agences ; trois premiers commis ou employés et un fonctionnaire chargé de la haute surveillance de l'Ecole d'Alfort, furent massacrés, guillotisés, emprisonnés ou déportés ou se donnèrent la mort pour éviter l'échafaud.

Maïs, aux souffrances morales s'ajoutaient encore les souffrances physiques. En effet, pendant le régime de la Terreur, la valeur des assignats, dont le cours était forcé au pair sous peine de six ans aux fers, aux termes de la loi des 11-16 Avril 1793, ne perdait en réalité dans les transactions que 25 et 30 0/0, ce qui permettait encore aux employés de vivre avec les émoluments de leurs places ; mais après la Terreur, leur situation empira considérablement. La dépréciation des assignats les condamna à de cruelles privations. Cette dépréciation, on le sait, alla s'augmentant chaque jour, jusqu'à faire tomber la valeur de l'assignat à presque rien.

Alors, la position des employés devint affreuse et pour empêcher que, poussés par la faim et le besoin, ils ne désertassent les administrations publiques, on leur paya en nature, c'est-à-dire en denrées alimentaires, la moitié de leurs émoluments et le surplus en assignats.

Ce que nous avançons est justifié par le passage suivant du Message adressé par le Directoire aux deux Conseils (Anciens et Cinq Cents), le 20 Frimaire an V :

« ...les fonctionnaires publics sont sans salaire ; d'un bout de la République à l'autre, on voit les juges, les administrateurs, réduits à l'horrible alternative, ou de traîner dans la misère leur existence et celle de leur famille, ou de se déshonorer en se vendant à l'intrigue... »

- avait laissé subsister et des sept nouveaux dépôts créés par le décret du 3 Germinal an III;
- 2° l'administration du troupeau de Rambouillet, premier centre d'étalons ovins constitué en France, et celle de l'école de bergers qui lui était annexée ;
- 3° l'administration de l'enseignement vétérinaire qui était donné dans les écoles d'Alfort et de Lyon. L'Agence détachait un Inspecteur pris parmi ses membres pour inspecter ces établissements.

Cette agence traitait donc en raccourci des affaires qui sont de nos jours confiées qui à la direction des haras, qui au Service scientifique et sanitaire et de la Répression des fraudes, qui à la Direction de l'Agriculture.

L'agence de l'Agriculture Végétale administrait l'agriculture par la répartition de fonds d'encouragements (1), que le Budget mettait à sa disposition, entre les cultivateurs méritants ou atteints par les calamités des cultures, les Sociétés d'Agriculture et les Comices qui, par des brochures ou expériences, cherchaient à faire progresser la science agricole.

(1) Un décret du 11-19 Septembre 1792, sur la proposition de Roland, avait mis à la disposition de l'agriculture un crédit de 410.000 francs pour être employé à récompenser les travaux et découvertes utiles à l'agriculture. C'était aux Conseils Généraux des départements que devait être confiée, chaque année, la distribution de ces fonds, et il ne leur était imposé d'autres règles que d'opérer la distribution de la manière la plus utile à l'art agricole, aux mœurs et aux usages des citoyens. Mais les administrations départementales, loin de se conformer au vœu du législateur et aux instructions des agences, distribuaient des ouvrages philosophiques ou domestiques ou appliquaient les sommes à des emplois dits patriotiques. Quant aux agriculteurs, ils ne recevaient presque rien de ces allocations et les agences furent impuissantes à faire cesser ces dilapidations.

Cette agence fut chargée de l'application de la loi du 10 Juin 1793 autorisant chaque communauté d'habitants à faire entre ses membres le partage de ses biens communaux, les bois exceptés.

Le décret du 14-16 Fructidor an II lui confia le soin de dessécher les étangs et les marais. Elle s'occupa également très activement, depuis la dissolution de la Société Royale d'Agriculture, de répandre dans les campagnes la science agricole. Cette agence le fit par l'organe de la presse, et notamment par la « Feuille du Cultivateur » (1).

Enfin, parmi les attributions importantes qui incombaient à l'agence d'Agriculture Végétale, il faut citer l'administration de l'Institut National Agronomique que la Convention créa par la loi du 3 Brumaire an IV.

Cette direction avait en résumé des attributions analogues à celles de la Direction de l'Agriculture actuelle.

A l'encontre des organismes monarchiques précédents, la Commission exécutive de l'Agriculture s'occupait donc essentiellement de la production, laissant à la Commission exécutive du Commerce le soin de s'occuper de la répartition de la production agricole.

La Commission exécutive du Commerce se divi-

(1) *La Feuille du Cultivateur*, composée de quatre pages, paraissait le dimanche et le mardi. Le prix de l'abonnement était de 12 livres par an, franco de port. Les bureaux étaient placés à Paris, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 12. Cette feuille était tirée à mille exemplaires qui étaient envoyés dans les établissements agricoles et dans les communes rurales, où elle devait être lue publiquement.

sait en trois agences dont une s'occupait des subsistances. C'était la seule branche que le Commerce conservât au détriment de l'Agriculture.

Une telle organisation administrative qui était une extension considérable du Bureau du Commerce, entraînait, ipso facto, la disparition de ce dernier. Seul, le Conseil Général du Commerce fut conservé parce qu'étant un organe délibératif, il ne faisait pas double emploi avec la Commission. Il prit seulement le nom de Comité Central du Commerce.

Faite par et pour le peuple, la Révolution créa une administration démocratique qui avait pour but d'organiser la production agricole.

Cette administration rendue autonome, revêtit les formes claires et précises que lui avait données la Division du Travail.

Le Directoire

Les Comités et les Commissions exécutives avaient été institués par la loi du 12 Germinal an IV, le décret du 10 Vendémiaire an IV les supprima. Il rétablissait avec le Ministère de l'Intérieur tous les ministères préexistants.

L'Agriculture et le Commerce perdirent de ce fait l'autonomie qu'ils avaient connue avec les Commissions exécutives.

Comme en 1791, l'un et l'autre furent rattachés au Ministère de l'Intérieur au sein duquel ils composèrent plusieurs divisions.

Le 18 Brumaire an II, Benezech fut nommé ministre de l'Intérieur. C'était un économiste distingué et un administrateur habile ; il organisa les services de son département en six divisions, plus une section de comptabilité et deux bureaux particuliers, l'un pour le Cabinet, l'autre pour les Poids et Mesures.

Cette innovation du Bureau du Cabinet fut conservée par la suite, lors de la création des divers ministères où elle leur fut appliquée.

Parmi ces divisions, la quatrième, scindée en trois bureaux, comprenait :

- 1° l'Agriculture : police rurale, dessèchement, défrichement, pépinières, essais sur les plantes exotiques, amélioration et conservation des animaux utiles, destruction des animaux nuisibles ; les haras ; les épizooties ; les écoles vétérinaires ; les maisons nationales d'expériences pour les plantes et les animaux ; les arts dépendants de l'économie rurale ;
- 2° les arts utiles ; les brevets d'inventions ; le Conservatoire des Arts et Métiers ; les manufactures nationales ;
- 3° le commerce, les exportations et les importations.

Cette quatrième division avait ses bureaux dans la rue Dominique, Maison Conty.

Cette division reproduisait les anciennes attributions de la Commission exécutive de l'Agriculture. Mais une mauvaise division du travail lui adjoignait le Commerce qui aurait rationnellement dû être rattaché à la 6^e Division, La 6^e Division, dite des subsistances, comprenait en effet trois bureaux chargés des

marchés, des mercuriales et secours aux départements, des marchés-foires à l'extérieur, des arrivages dans les ports, de l'approvisionnement de Paris, etc... Ces attributions sont commerciales et auraient dû ne faire qu'un avec l'Administration du Commerce.

Cette sixième division disparut d'ailleurs peu après, lorsque devint moins difficile le ravitaillement de Paris. Ses attributions passèrent, d'une part à la 1^{re} division, où elles forment le bureau des statistiques et, d'autre part, à la division de la comptabilité. Ce Bureau de la Statistique suivra plus tard le Ministère de l'Agriculture, où il constituera une partie de l'Office des Renseignements Agricoles.

Bénezech appliquant à l'intérieur des services une judicieuse division du travail, réduisit considérablement le nombre des fonctionnaires.

On lit, en effet, dans un compte-rendu administratif des dépenses du Ministère de l'Intérieur en l'An V :

« Le Ministère de l'Intérieur fut composé d'une
« partie des attributions de la Commission exécutive
« des administrations civiles et des tribunaux ; de
« celle des approvisionnements ; de celle des secours
« publics ; de celle de l'Agriculture et des Arts ; de
« celle de l'Instruction Publique. Les bureaux de ces
« différentes Commissions, ainsi que ceux de la Con-
« vention Nationale qui surveillait ces mêmes par-
« ties, furent presque en entier réunis au Ministère
« au moment de sa formation. Le nombre des em-
« ployés était effrayant. Dès les premiers jours, je
« les réduisis à 666 et successivement en simplifiant

« et *divisant le travail*, j'étais parvenu à le réduire à
« 193. »

Si la division du travail fut méconnue dans l'organisation générale des Ministères, elle fut appliquée à l'intérieur de ceux-ci et donna, ainsi que nous le voyons, d'heureux résultats.

Le Consulat

Napoléon Bonaparte confia le Ministère de l'Intérieur à son frère Lucien. Celui-ci débuta par une réorganisation de son département. Les divisions Les services concernant l'Agriculture proprement dite se trouvèrent réunis dans *un* bureau dit d'Agriculture et qui eut pour attribution l'Agriculture, les encouragements, la police rurale, les dessèchements, les défrichements, les pépinières, les écoles vétérinaires, les maisons nationales d'expériences pour les plantes et pour les animaux, les arts dépendant de l'économie rurale, les biens communaux, enfin, les indemnités pour pertes causées par intempéries des saisons ou invasion de l'ennemi. Lancel dirigea ce bureau. Nous constatons que les problèmes touchant à l'industrie ont été enlevés au Bureau de l'Agriculture, tandis que sous le décret du 10 Vendémiaire an IV, ils restaient joints à la 4^e Division qui était chargée de l'Agriculture.

Un second bureau, joint à celui du Commerce, groupait le service des subsistances. Il comprenait entre autres attributions : la création et la police

des foires et marchés, la statistique des mercuriales, la circulation des subsistances, la navigation intérieure pour l'approvisionnement de Paris et l'arrivage dans les ports. Cette organisation fusionnait ainsi l'ancienne sixième Division et une partie de la quatrième du Ministère de l'Intérieur de l'An IV, en un seul bureau.

La fantaisie budgétaire qui jusqu'alors avait régné en France fut bridée par le premier Consul. Sans instaurer la fameuse loi de l'unité du budget, le premier Consul avait imposé à tous les ministres la division du budget de chaque département en deux parties : la première comprenant les dépenses qui avaient un caractère permanent, c'est-à-dire qui devaient se renouveler chaque année, sauf modification dans les chiffres pour assurer la marche régulière des services ; la seconde embrassant celles qui présentaient un caractère exceptionnel et devaient disparaître avec les circonstances temporaires ou spéciales qui les avaient fait naître. La première partie formait les dépenses ordinaires, la seconde, les dépenses extraordinaires du budget.

Pour l'Agriculture, le compte-rendu de l'An VIII présentait les dépenses suivantes :

Dépenses ordinaires

1° Instructions dans les campagnes (c'était toujours la distribution de la « Feuille du Cultivateur »)	Fr. 35.000 »
2° Entretien de Rambouillet et de sa succursale, la ferme de la Ménagerie, à	

Versailles. Par leurs ventes, ces établissements se suffisaient à eux-mêmes et cette dépense ne figurait dès lors que pour mémoire

3° Entretien de l'orangerie, de la pépinière et des jardins de Versailles..... 44.970 »

C'était là que l'on avait transféré, en grande partie, les richesses végétales de la pépinière du Luxembourg, anciennement des Chartreux.

4° Entretien de la Pépinière du Roule 6.248 »

5° Service des Epizooties. Le Gouvernement continuait à entretenir des missions aux directeurs et professeurs d'Alfort et de Lyon pour surveiller les provinces du Nord-Est, dont la population chevaline et bovine était toujours menacée par les maladies contagieuses ; en outre, il payait les indemnités déterminées par la loi pour l'abatage des animaux condamnés ; enfin, dans le commencement de l'An VIII, Huzard avait été chargé d'observer une maladie épizootique qui ravageait, disait-on, les étables des nourrisseurs aux environs de Paris, ainsi qu'un autre mal auquel on attribuait le même caractère et qui atteignait les chevaux. Les dépenses, résultant de ces missions et du paiement de ces indemnités, s'étaient élevées à... 140.106 »

6° Les écoles vétérinaires étaient
inscrites pour 190.000 »

7° Les encouragements à l'agriculture,
qui comprenaient le paiement des
primes et médailles pour les planta-
tions, l'allocation de 6.000 francs à la
Société d'Agriculture de la Seine, et les
achats de bêtes à laine et de chevaux
faits en Espagne, s'élevaient à..... 400.000 »

8° Les dépenses des haras, enfin,
étaient portées, savoir :

Pour celui de Rozières à..... 102.073 75

Pour celui du Pin à..... 67.887 50

(Pompadour se suffisait à lui-
même).

Et pour les primes de nourri-
ture et d'entretien accor-
dées aux cultivateurs qui
gardaient les étalons dis-
persés à 6.000 »

TOTAL..... 175.960 25 175.960 25

Le montant des dépenses ordinaires
pour le service de l'agriculture propre-
ment dite et celui des haras était de.... 992.284 25

Budget des dépenses extraordinaires

1° Frais du transfèrement des pépi-
nières placées à Sceaux, dans les ter-
rains de la ferme de la Ménagerie, à
Versailles 30.000 »

2° Achats d'étalons 200.000 »

3° Frais d'organisation de
la bergerie des Pyrénées-
Orientales, à Perpignan, dont
la création avait été décidée à
la fin de l'an VII..... 6.000 »

4° Destruction des loups.
Le premier Consul avait dé-
cidé qu'à l'avenir le paie-
ment des primes pour la des-
truction des animaux nuisi-
bles serait supporté par le
budget particulier de chacun
des départements où l'abata-
ge aurait eu lieu, parce que
cette mesure profitant exclu-
sivement aux habitants du dé-
partement, c'était à ceux-ci à
en couvrir seuls la dépense.

TOTAL DES DÉPENSES EX-

TRAORDINAIRES 236.000 » 236.000 »

MONTANT DES DEUX BUDGETS.... 1.228.284 25

Enfin, le bureau de l'Agriculture avait été chargé
du service des secours pour inondations, grêle et au-
tres accidents. Le crédit qui lui fut ouvert, pour cet
objet, s'éleva à 550.000 francs.

De telles dépenses nous laissent à penser que
Napoléon cherchait à réorganiser l'Agriculture. D'ail-

leurs, la part qui est faite, dès le début de cette institution à l'enseignement et à l'encouragement indique nettement que le rôle qu'entend jouer le Ministère en Agriculture est celui d'organisateur de la production.

Pour éclairer le Ministre dans ses décisions, un « Bureau Consultatif d'Agriculture des Arts et du Commerce », héritier du Comité consultatif révolutionnaire, avait été institué auprès du Ministre de l'Intérieur. C'est le prédécesseur direct du Conseil Supérieur de l'Agriculture actuel. En outre, il fut prescrit aux Préfets de constituer auprès d'eux des conseils semblables afin qu'ils pussent être constamment renseignés sur les mesures à prendre pour seconder le développement et le progrès de ces diverses industries. C'était un premier pas vers l'organisation des Chambres des Arts et Manufactures et des *Chambres d'Agriculture*. Ces conseils promptement créés furent chargés d'adresser à la fin de chaque année un rapport sur l'état des industries agricoles et manufacturières dans leur département respectif. Cette enquête fournit de précieux matériaux pour la statistique économique de la France, que devait chaque année établir le Ministère de l'Agriculture.

L'organisation du Ministère en 13 bureaux, telle que l'avait faite Lucien Bonaparte, ne lui survécut pas.

Chaptal, qui lui succéda à l'Intérieur, jugeant que le Ministre, obligé de travailler avec treize chefs de service, devait descendre dans le détail des affaires où son activité s'épuisait sans utilité, rétablit l'ancien état des choses en reconstituant les divisions.

Ce fut, à notre avis, un pas en arrière. Il eut fallu créer treize Ministres distincts, comme cela fut fait au siècle suivant, et alors le travail eût été parfaitement divisé. Le Ministre de l'Intérieur, au lieu d'embrasser des fonctions trop vastes pour lui seul, fût resté à ses occupations politiques, tandis que les autres administrations eussent pu se spécialiser et fonctionner à leur aise. Mais la politique dominait tout alors et, comme au début de la Révolution, il était admis que le département de l'Intérieur devait tout surveiller et tout administrer. Grosse erreur ! Mais l'idée de centralisation était trop ancrée dans l'esprit du premier Consul et des hommes qui l'entouraient pour qu'une pareille mesure ne fût pas prise. Nous aurons, du reste, l'occasion de constater par la suite qu'un tel procédé fut adopté chaque fois qu'après une révolution un régime dictatorial s'imposa au Pays.

Ainsi, en l'An IX, avec la disparition des treize bureaux, mourut dans l'œuf le germe d'organisation ministérielle actuelle qui n'eût certainement demandé qu'à se développer.

Enrayant le mouvement de division du travail, Chaptal reconstitua les divisions. Le Ministère de l'Intérieur fut partagé en six divisions, dont la seconde embrassa dans ses attributions l'agriculture, les arts mécaniques, le commerce et les subsistances.

Lancel fut chargé de diriger les travaux de cette division qui était partagée en cinq bureaux, savoir :

- 1° Le bureau d'agriculture ;
- 2° Celui des arts mécaniques ;

- 3° Celui du commerce, comprenant le service des foires et marchés, ainsi que celui des subsistances ;
- 4° Celui de l'industrie et du commerce ;
- 5° Celui de la comptabilité.

Le Bureau Consultatif fut également réorganisé sous le nom de Conseil Général d'Agriculture, Arts et Commerce.

Comme par le passé, il s'occupa de délibérer sur les mesures d'ensemble qu'il y avait lieu de prendre pour ces trois industries.

CHAPITRE III

PERIODE DE 1810 A 1881

- EMPIRE. — Création du Ministère du Commerce. -- L'Agriculture reste à l'Intérieur.
- RESTAURATION. — Réorganisation de l'Administration Centrale de l'Agriculture en Directions au Ministère de l'Intérieur.
1815. — Directions remplacées par Divisions dans lesquelles les Bureaux du Commerce voient et alternent avec ceux de l'Agriculture.
1829. — Suppression du Ministère du Commerce et son rattachement à l'Intérieur.
1831. — Scission du Ministère de l'Intérieur en Ministère de l'Intérieur à attributions politiques et en Ministère du Commerce et des Travaux Publics auquel ressortissait l'Agriculture.
1834. — Retour à l'Intérieur du Ministère du Commerce et des Travaux Publics.
1836. — Nouveau détachement du Ministère de l'Intérieur du Ministère du Commerce, des Travaux Publics et de l'Agriculture. -- Statuts définitifs de l'Inspection Générale de l'Agriculture.
1847. — L'Agriculture devient une Sous-Direction.
- RÉPUBLIQUE DE 1848. — Agriculture et Haras forment deux divisions spéciales.
- II^e EMPIRE. — Rattachement du Ministère du Commerce, des Travaux Publics et de l'Agriculture au Ministère de l'Intérieur.
1853. — Détachement du Ministère de l'Intérieur du Ministère du Commerce, des Travaux Publics et de l'Agriculture.
1869. — Détachement des Travaux Publics de cette dernière formation. -- Aspect du Ministère du Commerce et de l'Agriculture à la veille de 1881.

L'Empire

Les premières années de l'Empire s'écoulèrent sans qu'il fût apporté de modification à l'organisation ministérielle de Chaptal.

Cependant, malgré son activité, le Conseil Général d'Agriculture, Arts et Commerce n'arrivait plus à assurer la bonne marche de l'administration des établissements ruraux, de plus en plus nombreux.

D'autre part, il fut décrété en l'An XII qu'une Commission de trois membres procéderait à l'inspection des établissements ruraux.

Les Commissaires qui portaient le titre de Commissaire près les établissements ruraux étaient chargés de diriger et de surveiller les pépinières, les bergeries et les écoles vétérinaires. Cels, Tessier et Huzard, dont les noms sont restés célèbres dans les annales de l'Agriculture, furent nommés Commissaires. Ce fut une sorte de restauration de l'ancienne Inspection du Commerce et l'origine plus immédiate de l'Inspection Générale de l'Agriculture actuelle.

Une modification considérable fut apportée par l'Empereur dans l'organisation du Ministère de l'Intérieur, le 22 Juin 1811. Le blocus des Iles Britanniques répondant au Blocus continental, ainsi que l'extension énorme donnée à nos frontières sur la Mer du Nord, la Méditerranée et l'Adriatique avaient nécessité une augmentation correspondante dans le personnel des douanes. En outre, l'application des décrets, les prises et les saisies de marchandises anglaises, le règlement des contestations auxquelles elles

donnaient lieu, le développement que recevaient les manufactures, la protection à accorder au commerce maritime, toutes ces questions exigeaient une attention soutenue, que le Ministère de l'Intérieur, chargé de l'administration politique et administrative des provinces, de l'Instruction publique, des Travaux Publics, des Beaux-Arts, de l'Hygiène et de l'Agriculture, ne pouvait leur accorder suffisamment. Un nouveau Ministère fut donc créé sous le titre de *Ministère des Manufactures et du Commerce*. A sa tête l'Empereur plaça le Comte de Sussy.

Un décret du 19 Janvier 1812 déterminait les attributions de ce nouveau département et lui confiait, entre autres services, celui de la surveillance des approvisionnements généraux de l'Empire et celui des entrées et sorties des denrées alimentaires. L'administration des autres affaires du Commerce et de l'Industrie ressortissait au Ministère de l'Intérieur.

Le Ministère des Manufactures et du Commerce était, suivant le même acte, partagé en quatre divisions et la quatrième, dite des subsistances, avait deux bureaux : l'un chargé des recensements généraux, des marchés publics, des approvisionnements et réserves et de l'état des récoltes ; l'autre de la surveillance des denrées à l'intérieur, de l'importation et de l'exportation.

Bien qu'entraînant dans son autonomie des services qui eussent dû relever de l'Agriculture, le Ministère du Commerce laissait à la deuxième division du Ministère de l'Intérieur, dite Division de l'Agriculture, les services suivants : l'Agriculture, les écoles

et les établissements ruraux, les poids et mesures, les écoles d'Arts et Métiers et le Conservatoire de Paris.

Cette division fut partagée en deux bureaux : le premier comprenant l'Agriculture, et le second composé des autres services.

Ressortissaient au premier bureau : les haras, ainsi que les écoles vétérinaires et d'économie rurale, au deuxième bureau les services des bergeries, des épizooties, de la lutte contre les animaux nuisibles, des pépinières impériales et départementales, de la culture du coton, de la betterave et du pastel, des défrichements, des Sociétés d'Agriculture, qui représentaient alors la partie « enseignement » de nos jours, de la préparation du code rural. Ce deuxième bureau correspondait très nettement à la Direction de l'Agriculture actuelle. Il dressait également la statistique des animaux domestiques, comme le fait aujourd'hui l'Office des Renseignements Agricoles.

Les Encouragements et Secours, par un décret du 21 Septembre 1812, restèrent attribués au Ministère de l'Intérieur où ils constituèrent l'une des attributions du premier bureau de la troisième division.

Voilà comment, sous le I^{er} Empire, sous la poussée du volume croissant des affaires, un premier Ministère, celui des Manufactures et du Commerce, obéissant à la loi de la Division du Travail, dut, contrairement aux prévisions de Chaptal, sortir du sein du Ministère de l'Intérieur, pour mener une existence séparée. C'était le premier ministère qui se détachait, ce ne devait pas être le dernier.

Restauration

Le nouveau changement de Gouvernement amena des modifications dans la constitution du Ministère de l'Intérieur et dans celle du Ministère des Manufactures et du Commerce. Ce dernier fut supprimé par un arrêté du Gouvernement provisoire en date du 5 Avril 1814, et ses attributions se trouvèrent réparties entre le département de l'Intérieur et celui des Finances.

A l'Intérieur on rendit encore le Service des Subsidances qui continua d'y former une division particulière.

Nous noterons qu'il se produisit à cette date un phénomène de Concentration administrative entre les mains du Ministre de l'Intérieur semblable à celui qui s'était passé sous la Constituante et au début de l'Empire.

Le 13 Mai 1814, Louis XVIII étant rentré à Paris, le 16 du même mois il fit paraître une ordonnance réorganisant, au sein du Ministère de l'Intérieur la division de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie qui traitait des affaires qui ne ressortissaient pas au Ministère du Commerce.

Becquey était nommé Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce, des Arts et des Manufactures. Cette direction générale était composée d'un Secrétariat Général et de quatre divisions.

Le Secrétariat Général comprenait un Bureau du Secrétariat, qui se divisait à son tour en deux

bureaux : le bureau de la Comptabilité et le bureau des Haras.

Les quatre divisions étaient :

1^{re} Division : Agriculture, occupant deux bureaux :
le bureau d'Agriculture et le bureau des
Etablissements ruraux.

2^e Division : Subsistances.

3^e Division : Commerce.

4^e Division : Manufactures, occupant deux bureaux.

Les inspecteurs des établissements ruraux étaient maintenus.

Le Comité Central d'Agriculture fut réorganisé sous le titre de Comité des Haras et continua à être chargé de l'examen des questions pouvant intéresser les perfectionnements de l'Agriculture, des Haras, des Bergeries et de tous établissements ruraux. Il fut composé de six Inspecteurs Généraux des Haras, des Inspecteurs des Bergeries et établissements ruraux et de dix agriculteurs.

Une telle réorganisation des services du Ministère, au lieu d'étendre les attributions de l'Agriculture les réduisait. La prospérité de l'Agriculture suivit d'ailleurs ce même mouvement de regression.

Le 20 Mars 1815, Louis XVIII quittait Paris où Napoléon rentrait et reprenait possession du pouvoir impérial. L'Empereur ne toucha pas à la précédente réorganisation et se contenta de mettre Chaptal à la place de Becquey au poste de Directeur Général de l'Agriculture et du Commerce.

Après Waterloo, Louis XVIII revint au pouvoir, entouré d'ultra-royalistes.

Le 30 Novembre 1815, une réorganisation de tous

NOTA. — Le corps des fonctionnaires avait eu, avons-nous dit, à souffrir des menées révolutionnaires, le retour du roi ne devait pas ménager au personnel du Ministère de l'Intérieur un sort meilleur.

Le parti ultra-royaliste voulait tirer de son triomphe tous les résultats que les longues persécutions qu'il avait éprouvées rendaient, selon lui, très légitimes. Des destitutions iniques furent commises et des hommes de valeur écartés du pouvoir. Pour motiver leurs actes, ces hommes disaient : « que le Gouvernement avait la ferme volonté de récompenser les bons et de punir les coupables et qu'un employé *était toujours assez capable lorsqu'il était dévoué et fidèle* (1) ».

De Vaublanc, ministre de l'Intérieur de l'époque royaliste, d'autant plus fougueux que son royalisme était de plus fraîche date, n'épargna rien pour satisfaire ceux qui l'avaient patroné (2). Sans parler des fonctionnaires et des employés du service actif, les personnes attachées à l'Administration Centrale furent l'objet d'une enquête rigoureuse qui portait non seulement sur la moralité ou la capacité des hommes, mais sur leurs opinions et la conduite qu'ils avaient tenue dans les Cent Jours. Depuis, les Directeurs et les Chefs de bureau jusqu'aux garçons de bureau et aux portiers, tous ceux qui étaient attachés au Ministère subirent un véritable examen.

Il existe aux archives du Ministère de l'Intérieur des états qui résument cette enquête : on y voit par exemple un huissier, Lepent, âgé de 82 ans, ayant 35 ans de service, maintenu parce qu'il était recommandé par M. l'Abbé Duc de Montesquieu, Ministre de l'Intérieur ; des rédacteurs signalés comme de capacité médiocre ou passable, conservés parce que leurs services datent de 1814. Puis, à côté de ceux-ci, on trouve des garçons de bureau qui comptent

(1) *Archives du Ministère de l'Intérieur.* (Carton personnel 1815).

(2) De Vaublanc était un ancien préfet à l'Empire, très zélé. En 1814, il embrassa les opinions royalistes et se concilia la sympathie du Comte d'Artois, qui l'épaula par la suite.

les services suivit les épurations exécutées par M. de Vaublanc.

Le Ministère de l'Intérieur fut reconstitué sur des bases nouvelles. Le système des Directions abandonné, on reprit celui des Divisions. La troisième Division embrassa les services de l'Agriculture, du Commerce et des Manufactures. Ils étaient répartis entre le deuxième Bureau qui comprenait les services de l'Agriculture et des Haras, et le troisième qui remplaçait l'ancienne Division des Subsistances dont il centralisa toutes les attributions.

L'article III de l'Arrêté du 30 Novembre laissa aux chefs de division le soin de présenter l'état des chefs

15, 20 et 25 années de services, des expéditionnaires, des anciens officiers blessés ou amputés, des chefs ou des sous-chefs entrés dans l'Administration depuis 20, 25 et 28 ans, tous supprimés avec indemnité équivalente à une année d'émoluments. Enfin, les mêmes états établissent que l'on mit à la retraite trois chefs de division, quatre chefs de bureau, un sous-chef, cinq rédacteurs, six garçons de bureau ou portiers sans aucune indemnité. Un fils du malheureux Garneau, guillotiné en 1793 pour attachement à la royauté, fut au nombre des rédacteurs supprimés. (1)

Une note adressée au Ministre par M. Rosman, chef de la division de comptabilité, et qui honora d'autant plus son auteur, que toute intervention en faveur des victimes de l'épuration n'était pas sans danger, surtout avec un homme comme le comte de Vaublanc, fait connaître quels misérables motifs suffisaient à cette époque pour briser la carrière des employés. C'est une réclamation en faveur d'un chef de division Barbier-Neufville et d'un chef de bureau Labiche. En ce qui concerne ce dernier, voici comment s'exprimait Rosman (2) :

(1) *Archives du Ministère de l'Intérieur*. (Cartons personnels 1815).

(2) Rapport de M. Rosman au Ministère de l'Intérieur, en date du 27 Novembre 1815. (*Archives du Ministère de l'Intérieur*).

et employés qu'ils proposaient d'attacher définitivement aux bureaux dont la direction leur était confiée.

Dans la seconde division, le deuxième Bureau comprit le service des secours pour pertes résultant d'incendies, d'inondations, grêles, etc...

Jusqu'au Ministère Polignac, aucun changement important ne survint dans le Ministère de l'Intérieur et dans la division de l'Agriculture.

L'œuvre de la Restauration nous apparaît comme une œuvre de demi-mesures, de changements sans portée pratique inspirés par la politique, et non pas par l'intérêt économique du pays, qui se fût accommodé d'une administration agricole nettement spécialisée.

« A l'égard de M. Labiche, il est jeune, très capable et « très disposé à servir Votre Excellence. Je pense qu'il suffit « de sacrifier la place qu'il occupe à l'opinion qui lui est « défavorable et de le conserver comme chef de Bureau. En « lui retranchant toute partie influente d'administration et « en le plaçant sous un chef de division sûr, il me semble « qu'étant confondu de cette manière dans la masse des employés, vous ne recevriez plus de plaintes... M. Labiche est « le seul homme au Ministère qui soit capable de terminer « toutes les liquidations des réquisitions et des arriérés... »

En marge de cette note, le Ministre écrivit :

« Je ferai volontiers ce qu'on demande pour M. Barbier-Neufville. Je ne puis rien pour M. Labiche. »

Ce dernier fut donc destitué.

La conséquence de ces éliminations fut de priver l'administration de la plus grande partie des capacités qui s'étaient formées si laborieusement depuis 20 ans, pour ne laisser la direction et l'expédition des affaires qu'à des hommes pour la plupart assez nuls et dont la peur devait paralyser les facultés.

Tel était le sort des fonctionnaires des Ministères au début du XIX^e Siècle. S'ils n'étaient pas guillotins, ils étaient cependant réduits à la misère.

Louis-Philippe

La couronne ayant été déférée le 9 Août au Lieutenant-Général du Royaume, le nouveau roi Louis-Philippe confia à Guizot le portefeuille de l'Intérieur.

Toute révolution a généralement son contre-coup dans les administrations gouvernementales. La Direction de l'Agriculture fut réorganisée sous le titre de Division de l'Industrie agricole, commerciale et manufacturière. Elle perdit les Etablissements publics, mais recouvra les Haras.

Cette division était partagée en cinq bureaux : celui du Commerce, celui des Manufactures et de la Statistique industrielle, celui de l'Agriculture, celui des Haras et celui des Subsistances. Ces bureaux étaient constitués par un personnel restreint composé d'un chef, d'un sous-chef et de deux rédacteurs.

Le 13 Mars 1831, un changement ministériel se produisit qui devait amener pour l'Administration de l'Agriculture un résultat très avantageux, en la séparant des services politiques auxquels elle avait été jusqu'ici jointe.

Le Ministère de l'Intérieur fut, en effet, par l'ordonnance du 17 Mars 1831, divisé en 2 parties.

La première, qui conserva le même titre, n'eut pour attributions que les services purement politiques de l'ancien département. La seconde, qui reçut le nom de Ministère du Commerce et des Travaux Publics, comprit toutes les autres attributions : l'Administration départementale et commerciale ; l'Indus-

trie agricole et commerciale ; les Haras ; les Sciences, Belles Lettres et Arts ; les Bâtimens civils ; le Commerce extérieur et la Statistique. Le Comte d'Argout était chargé de diriger ce nouveau département.

L'administration de l'Agriculture, désormais encadrée dans un département ministériel spécialement chargé de l'étude et de la solution des questions économiques devait prendre une marche plus assurée. Ce ne fut pas immédiatement, cependant, que l'Administration de l'Agriculture se décida à entrer dans la voie qui mène au progrès. Il fallait pour cela qu'elle se trouvât délivrée de l'oppression écrasante de l'Industrie et qu'elle devînt autonome.

L'organisation de la division, dirigée par Vincens, subit, dans le Ministère nouveau, une légère modification. Le bureau des Haras forma un service à part. La division de l'Industrie agricole, commerciale et manufacturière comprit cinq bureaux qui furent ceux du Commerce, des Manufactures, des Poids et Mesures, de l'Agriculture et des Subsistances.

En même temps, le Comte d'Argout songea à reconstituer le Conseil Général de l'Agriculture sur des bases nouvelles. Il partit de l'idée que les industries agricoles, manufacturières et commerciales sont étroitement liées entre elles et solidaires. La prospérité de l'une quelconque ne peut être durable qu'autant que les deux autres jouissent du même avantage ; aussi toute souffrance de l'une a un contre-coup sur les autres. Mais si elles ont un intérêt commun, elles présentent dans le détail des affaires des intérêts opposés. Isolées, les industries n'envisagent les ques-

tions qu'à leur point de vue unique ; et par là, elles deviennent exclusives. Réunies, au contraire, la discussion les éclaire et les amène à des concessions mutuelles, à l'aide desquelles la diversité des intérêts, sans s'atténuer, trouve des solutions acceptables parce qu'elles sont basées sur l'intérêt commun et général. En laissant ces trois industries délibérer isolément sur les questions qui leur sont spéciales, mais en facilitant leur réunion lorsque la nature des affaires présente une connexité d'intérêts, le Gouvernement doit arriver à obtenir d'elles des avis dont l'application réalise la condition indispensable pour toute loi, pour toute mesure gouvernementale, c'est-à-dire la satisfaction la plus large possible des intérêts de tous, la somme de sacrifice la moins grande, la moins lourde, la moins pénible que les intérêts particuliers peuvent avoir à faire à l'intérêt général. (1)

Par l'ordonnance du 29 Avril 1831, il vit réaliser ses vœux. Cette ordonnance créa, en effet, trois Conseils Généraux du Commerce, des Manufactures et de l'Agriculture, qui devaient tenir une session annuelle où ils délibéraient et émettaient des vœux sur les propositions ou réclamations de leurs membres faites soit en leur nom, soit au nom des Chambres de Commerce, de celle des Arts et Manufactures, des Sociétés d'Agriculture et des autres intéressés qui les en

(1) Cette idée devait être reprise en 1881 par M. Fresnau, lors de la discussion générale au Sénat, du projet de loi portant ouverture de crédits particuliers pour le nouveau Ministère de l'Agriculture. Nous verrons aussi combien cette opinion sera combattue et détruite. Dans un tel marché, l'Agriculture n'était-elle pas en effet la dupe ?

avaient chargés. Ces conseils devaient aussi donner leur avis sur toutes les questions que le Ministre jugeait à propos de leur soumettre. Des commissions mixtes, formées des membres des trois conseils ou de deux d'entre eux, suivant les matières, pouvaient être réunies pour délibérer sur les questions connexes.

Les membres du Conseil de l'Agriculture étaient composés de trente propriétaires ou membres de Sociétés d'Agriculture désignés par le Ministre. Leurs fonctions étaient gratuites et duraient trois ans. Toutefois, le peu d'assiduité qu'apportaient les représentants ruraux à venir aux réunions du Conseil, leur nomination par le roi qui leur enlevait toute indépendance, privaient ce Conseil d'une partie de son autorité. Enfin, l'autorité des trois conseils était à peu près anéantie par la création du Conseil Supérieur qui décidait en dernier ressort des délibérations prises par les Conseils Généraux. Conçu dans un esprit favorable à l'Agriculture, le Conseil Général lui rendit parfois, malgré sa défectueuse constitution, de précieux services. Nous rappellerons en passant que c'est à l'instigation de ce dernier que les associations agricoles, et les fermes modèles furent mises sur pied. Ce Conseil d'Agriculture est le prédécesseur direct de celui qui existe depuis 1881.

Le 4 Avril 1834, Thiers fut chargé du portefeuille de l'Intérieur. Cet homme d'Etat tint à redonner au Ministère dont il était le chef, les vastes attributions qu'il avait avant la réforme du 17 Mars 1831. A cet effet, il fit rendre une ordonnance, le 6 du même mois, par laquelle les Travaux Publics, les Bâtiments

Civils et les Beaux-Arts rentraient dans les attributions de l'Intérieur. L'ancien Ministère du Commerce et des Travaux Publics, qui ne portait plus que le nom de Ministère du Commerce, conservait toutefois les services de l'Agriculture.

Mais, tandis que de ce fait les affaires du Commerce prenaient un plus grand développement et une importance administrative déjà considérable, les intérêts de l'Agriculture paraissaient délaissés au grand dam des laborieuses classes paysannes. Aussi, parmi les vœux que le Conseil Général de l'Agriculture émit au cours de la séance qu'il tint aux premiers jours de Janvier 1836, voyons-nous apparaître celui-ci :

« 8° Enfin, le Conseil demande que le Ministre
« chargé des intérêts de l'Agriculture ait une *déno-*
« *mination spéciale.* »

On pensait donc, en haut lieu, à mettre en vedette l'Agriculture. On voulait donner à son administration un cadre spécial pour permettre l'exécution d'un plan politique agricole.

Ce désir fut satisfait, en apparence du moins. Après avoir rendu au Commerce et aux Travaux Publics le titre de Ministère du Commerce et des Travaux Publics par une ordonnance du 2 Mars 1836, le législateur, par ordonnance du 19 Septembre de la même année, lui ajouta celui d'« Agriculture ».

Pour la première fois dans l'histoire administrative française, nous voyons apparaître le titre de *Ministère de l'Agriculture*. Le vœu du Conseil Général d'Agriculture avait été entendu ; le Ministre

chargé des intérêts de cette industrie portait un titre qui attestait l'importance que celle-ci prenait aux yeux du Gouvernement.

Il y avait ainsi un Ministre de l'Agriculture, mais le Ministre partageait son labeur entre le Commerce et les Travaux Publics et ne pouvait consacrer à l'Agriculture toute l'activité qu'elle méritait. La dotation d'un tel titre était donc plus un geste qu'une réalité. Cet état de choses ne constituait pas moins une étape nouvelle vers l'autonomie du Ministère de l'Agriculture. Lorsqu'en 1881 un tel Ministère se forma, on n'en sera dès lors point surpris.

Ces changements avaient amené une modification dans l'organisation particulière du service de l'Agriculture. Le bureau des Subsistances avait été rattaché à la Direction du Commerce Intérieur. C'est sans doute parce que ce service traitait des questions de répartition, qui dominaient encore sur ce régime celle de la production, qu'il avait été rattaché à l'administration du Commerce. C'est, semble-t-il, ce qui explique cette anomalie par laquelle nous voyons encore le service des Subsistances séparé de celui de l'Agriculture. Une semblable erreur fut commise à notre époque, au début de la grande guerre, lorsque, les hostilités et la déloyauté de nos adversaires paralysant le jeu normal des lois économiques, il fallut songer à organiser le ravitaillement de la population française. Ce fut encore au Ministère du Commerce et non à celui de l'Agriculture que le Gouvernement eut d'abord recours. Nous nous souvenons, en effet, que, par le décret des 8 et 10 Septembre 1914, il était

crée auprès du Ministère du Commerce « un Service du Ravitaillement pour l'alimentation de la population civile » (1). Fort heureusement, ce faux pas fut repris et on confia, par la suite, le soin du ravitaillement national à l'Agriculture.

Dans ce même temps, l'Inspection de l'Agriculture fut restaurée en France et établie sur des bases définitives. On doit se rappeler, en effet, que, sous l'ancienne monarchie, le Bureau du Commerce avait organisé un système d'inspection à l'aller auquel il surveillait la marche des diverses industries et se trouvait tenu au courant de leur situation. Ces inspecteurs, dits Intendants du Commerce, allaient de province en province et devaient se tenir en rapport avec les Intendants de province, les Chambres de commerce, les négociants, les manufacturiers et les cultivateurs.

Mais peu d'intendants portèrent à l'Agriculture une attention sérieuse. Seuls Vincent de Gournai, Turgot, Rolland, de La Harpe et Blondel accomplirent leur rôle auprès des intérêts agricoles.

Lors de la réorganisation administrative de 1790, le Bureau du Commerce avait été disloqué et l'Intendance du Commerce supprimée. L'utilité de cette

(1) Décret du 5 Septembre 1814, créant un service chargé de concourir au ravitaillement de la population civile, art. 1^{er}, § 1^{er}, § 2^o.

« Le Président de la République Française,

« Sur l'avis, etc.,

« Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, sous l'autorité du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des P. T. T., un service chargé de concourir au ravitaillement de la population civile, en facilitant la répartition des denrées essentielles à l'alimentation.

Article 2.

institution n'avait point échappé à la Commission exécutive d'Agriculture, mais ne pouvant la rétablir par suite de l'insuffisance des ressources mises à sa disposition, elle l'avait remplacée par des missions agricoles. C'est ainsi qu'elle employa Tessiers, Parmentier, Thoin, Crotté et Yvart et les sauva d'ailleurs par la de l'echafaud. On était ainsi revenu à l'usage des Missi dominici.

Plus tard, des Inspecteurs de Bergeries, d'Écoles vétérinaires et de Pépinières furent créés en même temps que ces établissements.

Sous la Restauration, il n'y eut qu'un seul Inspecteur : Yvart. Cependant, de nombreux établissements d'enseignement agricole, instituts, fermes modèles, chaires d'agriculture ayant été créés dans les départements avaient besoin de coordination dans leur direction pour rendre les services qu'on attendait d'eux. D'autres aides de l'administration, les Associations agricoles, s'étaient multipliées (on comptait 771 Sociétés ou Comices Agricoles, Sociétés ou Cercles horticoles, Sociétés vétérinaires, séricicoles, viticoles, etc.) il fallait surveiller, guider et encourager ces associations.

Par ailleurs, l'Administration Centrale avait besoin de connaître la situation économique de l'agriculture par des voix qui, autres que celles des Préfets, donneraient un compte-rendu exact de la situation agricole du pays que ne viendrait déformer aucune considération politique.

Pour répondre à ces nécessités, il fallait un corps d'Inspecteurs spéciaux. Le 24 Janvier 1841, sur l'avis

d'Yvert, un arrêté fut pris par Cunin-Gridaine, alors Ministre de l'Intérieur, nommant deux Inspecteurs généraux de l'Agriculture et un Inspecteur adjoint. Un arrêté du 27 du même mois fixait les fonctions des Inspecteurs généraux de l'Agriculture. C'est ainsi qu'ils devaient parcourir chacun une région de la France qui leur était assignée, visiter les Préfets, se renseigner auprès d'eux sur tout ce qui concernait l'agriculture dans leurs départements ; se mettre en rapport avec les Associations agricoles, examiner leur constitution et leurs moyens d'action ; visiter tous les établissements d'enseignement agricole ; visiter les marchés, etc... Enfin, rédiger à la fin de chaque année des rapports sur les missions qu'ils avaient remplies pendant ce temps.

Telles furent l'origine et l'organisation premières de l'Inspection Générale de l'Agriculture actuelle qui ne fût, comme on peut le remarquer, que la restauration de l'institution des Intendants du Commerce de l'ancienne monarchie, supprimée comme beaucoup d'autres, d'ailleurs, à la fin du XVIII^e Siècle.

La loi de Finances du 24 Juillet 1843, portant fixation du budget des dépenses pour 1844, avait décidé (Art. 7) que l'organisation centrale de chaque ministère serait arrêtée par une ordonnance royale insérée au Bulletin des Lois avant le 1^{er} Janvier 1845 (1).

En exécution de cette disposition, le 16 Décembre 1844, une ordonnance régla l'organisation du

(1) Cette disposition est propre à tous les régimes monarchiques et contraire à celle que prirent les régimes démocratiques. Nous préciserons cette observation au moment de la création du Ministère de l'Agriculture.

Ministère de l'Agriculture et du Commerce. Cette dernière fut d'ailleurs fort peu modifiée. La Direction de l'Agriculture et des Haras continua à être partagée en deux bureaux : l'un d'Agriculture, l'autre des Haras. Le service des subsistances demeura attaché à la Direction du Commerce Intérieur, et celui des Secours à la comptabilité générale.

En 1847, à la suite d'intrigues politiques, des remaniements se produisirent dans l'Administration Centrale.

Le Secrétariat Général, l'Agriculture et les Haras étaient entre les mains de Paganel. Ce député dut s'adjoindre des sous-directeurs auxquels il confia le service des Haras et celui de l'Agriculture.

Ce dernier, par arrêté du 13 Mars, forma une division particulière, composée de deux bureaux. De Monny de Mornay, inspecteur général de l'Agriculture, fut chargé, avec le titre de sous-directeur, de diriger ce service dont la réorganisation ne devint définitive que par l'ordonnance royale du 19 Octobre et l'arrêté ministériel du 20 Octobre 1847.

A cette date, les affaires qui ressortissaient aux deux bureaux de l'Agriculture étaient :

Au premier bureau : la préparation des lois et règlements relatifs à l'Agriculture, le Conseil Général, le Conseil et l'Inspection de l'Agriculture, les Associations, les concours, les missions et tout ce qui concernait l'économie rurale et son perfectionnement. Ce bureau reçut le nom de Bureau des Associations et des Encouragements ;

Au second bureau, dit des Etablissements d'Ins-

truction agricole et vétérinaire, les instituts, les fermes-écoles, les écoles vétérinaires, les vacheries expérimentales, les bergeries, les épizooties, les primes à la destruction des animaux nuisibles et l'industrie séricicole.

A peu de chose près, nous retrouverons les mêmes affaires réparties d'une manière analogue dans les quatre bureaux de la Direction de l'Agriculture du Ministère de l'Agriculture de 1881.

République de 1848

Le 11 Mai 1848, la Commission exécutive des cinq, que l'Assemblée Nationale Constituante venait d'élire, nomma Flocon ministre du Commerce et de l'Agriculture.

A l'inverse du régime monarchique, la République obéit au principe de division du travail et spécialisa les services administratifs.

Flocon réorganisa tous les services composant l'ensemble du Ministère. Disons, toutefois, à la louange de ce ministre, que les opinions politiques n'eurent aucune part dans les changements opérés et qu'il se borna à un resserrement des cadres nécessité par les besoins d'économies.

Dès le 29 Février, Paganel, Secrétaire général et Directeur de l'Agriculture, ne voulant pas se séparer de M. Cunin-Gridaine s'était démis de ses fonctions.

A la suite de cette démission, deux arrêtés des 15 et 19 Mars érigèrent les deux sous-directions de

l'Agriculture et des Haras en deux divisions indépendantes.

La division de l'Agriculture fut composée de trois bureaux : celui des Etablissements d'enseignement agricole et vétérinaire, auxquels on adjoignait le service des Secours pour pertes résultant d'incendies ; celui des Associations et Encouragements ; celui des Subsistances, qui, par une répartition d'attributions plus logique, fut enfin détaché de la Division du Commerce intérieur et réuni à celle de l'Agriculture.

Une telle organisation, bien moins hardie que celle adoptée par la Convention, obéissait cependant au principe de la division du travail. La III^e République, en redonnant à l'Agriculture l'autonomie qu'elle avait conquise sous la Révolution, s'inspira de ce remaniement.

Quelques mois après, le 11 Octobre, à la suite de la nouvelle installation de l'Institut Agronomique à Versailles, l'organisation de la division de l'Agriculture fut largement remaniée, afin de mettre le Bureau de l'Enseignement Agricole en état de suivre les nouveaux travaux qui lui incombait.

Le Bureau des Etablissements d'Instruction Agricole et Vétérinaire et des Secours prit le nom de Bureau de l'Enseignement Agricole et Vétérinaire. Il perdit le service des Secours ainsi que celui des Primes à la destruction des animaux nuisibles et à l'Industrie agricole ; mais il reçut celui de l'Inspection Générale de l'Agriculture et des Epizooties.

Le Bureau des Associations et Encouragements devint deuxième de la division, et eut dans ses attri-

butions les services enlevés au précédent. Il fut alors désigné sous le titre de Bureau des Encouragements à l'Agriculture et des Secours.

Quant au Bureau des Subsistances, il ne subit aucune domification.

Second Empire

Un décret du 22 Janvier 1852 avait nommé Fialin de Persigny ministre de l'Intérieur ; un second décret en date du 25 du même mois réunit à ce département celui de l'Agriculture et du Commerce dont les services furent constitués en Direction Générale. (1)

Ce dernier Ministère perdit ainsi pour quelques années cette autonomie que le développement des intérêts économiques, politiques et sociaux lui avait à juste titre fait acquérir. La mesure n'était pas heureuse, car elle se trouvait en contradiction avec la marche imprimée aux affaires par le temps et par le progrès, et elle méconnaissait les vœux que les agriculteurs avaient émis par leurs Conseils Généraux. Enfin, les services de l'Agriculture et du Commerce allaient être ainsi placés sous la haute direction d'un Ministre dont les principales préoccupations étaient nécessairement concentrées sur la politique intérieure du pays et qui, par conséquent, ne pouvait donner qu'une attention distraite aux questions économiques.

(1) Nouveau et dernier phénomène de concentration de toutes les administrations aux mains d'un seul homme.

Si des exigences financières ou politiques contraignaient alors le Gouvernement à fusionner deux ministères en un seul, il y avait un meilleur rapprochement à opérer. C'était la fusion du département du Commerce et de l'Agriculture avec celui des Travaux Publics. C'est d'ailleurs ce qui fut fait l'année suivante lorsque, reconnaissant son erreur, l'Empereur, par décret du 23 Juin 1853, rétablit le Ministère de l'Agriculture et du Commerce avec les attributions qu'il possédait avant sa réunion avec le Ministère de l'Intérieur. Ce décret portait que le Ministère comprendrait en outre, avec le titre de Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, les attributions de ce dernier département.

Cette mesure, bien que préférable à la précédente, était encore insuffisante. C'est une étape inutile sur la route de l'autonomie que poursuivait le Ministère de l'Agriculture.

En 1860, un décret du 24 Novembre, inspiré sans doute des ordonnances de l'ancien régime, détacha du Ministère l'Administration des Haras pour la réunir aux services du Ministère d'Etat.

L'arrêté du 7 Décembre réorganisa le Conseil des Inspecteurs Généraux de l'Agriculture et porta leur nombre à six.

Dans la période qui va de 1869 à 1881, il fut pris des mesures qui, dans leur ensemble, justifieraient de l'autonomie accordée par la suite au Ministère de l'Agriculture. D'abord, le décret du 17 Juillet 1869 institua un Ministère de l'Agriculture et du Commerce, séparé des Travaux Publics.

Au cours de cette même année, le service du drainage fut détaché du service des Ponts et Chaussées et rattaché au Bureau des Encouragements et Secours du Ministère de l'Agriculture et du Commerce. Ce Bureau céda, en revanche, les Secours à la Direction de la Comptabilité Générale.

Le 17 Mai 1871, un Arrêté Ministériel distrayait la Direction générale des Forêts du Ministère des Finances et la rattachait au Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

Un décret du 27 Décembre supprimait définitivement cette direction et, par son article 2, nommait le Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, Président du Conseil d'Administration des Forêts.

Enfin, un décret du 24 Mai 1876 instituait près du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, un Comité Consultatif des Epizooties, comme il l'était autrefois au Bureau du Commerce.

De telles mesures venaient apporter une ampleur considérable à l'Agriculture et au Ministère tout entier.

Si l'on considère, en effet, qu'un seul Ministre devait diriger, avec les affaires de l'Agriculture, les Haras, les Forêts, le Commerce intérieur et le Commerce extérieur de la France, on conviendra qu'à cette époque de renaissance industrielle, commerciale et agricole, la tâche était pour lui trop lourde. Il fallait la répartir si l'on voulait que chaque branche soit administrée comme l'exigeait l'importance des affaires qu'elle groupait.

A la veille du 14 Novembre 1881, le Ministère du Commerce et de l'Agriculture comprenait, outre le Cabinet du Ministre et du Sous-Secrétaire d'Etat, six Directions, savoir :

1° La Direction du Secrétariat et de la Comptabilité, qui comprenait cinq bureaux, savoir :

1^{er} Bureau. - Secrétariat.

2^e Bureau. - Personnel.

3^e Bureau. - Comptabilité centrale ; Service du Matériel.

4^e Bureau. - Comptes matières ; Secours ; Service des Archives et Bibliothèque ; Service de la Caisse.

5^e Bureau. - Statistique.

2° Direction de l'Agriculture, comprenant deux divisions :

1^{re} DIVISION

Bureau de l'Enseignement agricole

Administration de l'Institut National Agronomique, des écoles nationales d'agriculture, des écoles pratiques d'agriculture, des fermes-écoles, des vacheries et bergeries. — Ecole d'Horticulture de Versailles. — Colonies et orphelinats agricoles. — Cours nomades, chaires départementales d'agriculture. — Stations agronomiques, séricicoles, œnologiques et viticoles.

(Ce bureau est dirigé par le Chef de division).

Bureau du Service vétérinaire

Inspection du bétail à la frontière. — Administration des écoles nationales vétérinaires. — Examen des travaux et règlement des dépenses de ces établissements. — Comité consultatif des épizooties. — Exercice de la médecine vétérinaire. — Epizooties. — Législation et police sanitaires sur les maladies contagieuses du bétail.

2^e DIVISION

Bureau des Encouragements à l'Agriculture

Inspection de l'Agriculture. — Conseil général d'agriculture. — Chambres consultatives d'agriculture. — Associations agricoles. — Législation des associations agricoles. — Affaires contentieuses y ressortissant. — Missions agricoles. — Concours d'animaux de boucherie, d'animaux reproducteurs, d'instruments, de produits agricoles, etc. — Encouragements à l'agriculture. — Subventions, médailles, dons d'ouvrages agricoles. — Perfectionnement de l'industrie rurale. — Dessèchements et assainissements. — Etudes relatives au drainage ; surveillance et exécution des travaux ; exécution de la loi sur les prêts par le Crédit Foncier. — Irrigations. — Police rurale. — Usages locaux. — Mise en culture des landes. — Reboisement. — Viticulture. — Commission supérieure du phylloxera. — Exécution des lois et règlements concernant le phylloxera. — Centralisation et préparation des documents concernant l'agriculture destinés à être publiés par le Ministère. — Industrie séricicole. — Congrès séricicoles. — Commission du Herd-Book.

Bureau des Subsistances

Législation relative aux subsistances et particulièrement à l'importation et à l'exportation des céréales. — Réunion et relevé des documents périodiques sur la situation et sur les résultats des récoltes de toute nature dans chacun des départements de la France. — Production, consommation, commerce et libre circulation des grains et autres produits du sol destinés à l'alimentation. — Récoltes et commerce des grains à l'étranger. — Questions administratives concernant l'établissement des foires et marchés. — Législation et organisation du factorat. — Ventes à la criée des denrées alimentaires. — Recours en matière de règlements sur la boulangerie, la boucherie, les abattoirs et sur la vente des produits alimentaires dans les halles, foires et marchés. — Mercuriales générales des prix des grains et denrées en France et à l'étranger. — Mercuriales spéciales des anciens marchés régulateurs de l'importation et de l'exportation. — Mercuriales des marchés aux bestiaux. — Statistique quinquennale de la consommation de la viande en France. — Approvisionnement de Paris en produits alimentaires et en combustibles.

(Ce bureau est dirigé par le Chef de division).

3° Direction des Haras, comprenant deux bureaux :

1^{er} Bureau

Inspection générale des haras. — Administration des dépôts d'étalons. — Nominations, promotions, retraites des gages de ces établissements. — Cautionnements. — Budgets et situations des recettes et des dépenses des dépôts. — Ecole des haras. — Règlements généraux des services. — Mouvements de chevaux. — Réformes d'étalons. — Devis, baux et marchés. — Contrôles d'inspections générales.

2^e Bureau

Remonte des haras et encouragements à l'industrie chevaline. — Achat et répartition des étalons. — Organisation du service de la monte. — Répartition des fonds d'encouragement. — Courses de chevaux au galop et au trot. — Steeple-chases. — Nomination des commissions de courses. — Examen des programmes et procès-verbaux de courses. — Ecoles d'équitation et de dressage. — Primes de dressage. Approbation et autorisation d'étalons particuliers. — Répartition et liquidation des primes aux étalons approuvés et aux juments de race pure. — Concours régionaux et départementaux d'étalons, juments poulinières et pouliches. — Nomination des jurys. — Examen des programmes et comptes-rendus des concours. — Correspondance avec les sociétés hippiques. — Missions à l'intérieur et à l'étranger. — Conseil supérieur des haras. — Commission du Stud-Book. — Examen des titres généalogiques des chevaux de race pure et rédaction du registre matricule. — Statistique chevaline.

4° Direction du Commerce extérieur (4 bureaux).

5° Direction du Commerce Intérieur (3 bureaux).

6° Direction de l'Administration des Forêts qui était divisée en 4 services :

1^{er} Service. - Personnel et Contrôle.

2^e Service. - Aménagement et Exploitation.

3^e Service. - Reboisement ; Travaux.

4^e Service. - Contentieux ; Comptabilité.

Ressortissaient à ces Directions les Conseils et Comités suivants :

Conseil Supérieur du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie.

Commission Supérieure du Phylloxera nécessitée par l'importance de la crise qui sévissait alors.

Comité Consultatif des Epizooties.

Commission du Herd-Book.

Commission du Stud-Book.

Conseil Supérieur des Haras.

Commission Supérieure des Caisses de Retraites pour la Vieillesse.

Commission Supérieure des Caisses d'Assurances.

Comité Consultatif d'Hygiène Publique en France.

Comité Consultatif des Arts et Manufactures.

Bureau National Scientifique et permanent des Poids et Mesures.

Conseil Supérieur de l'Enseignement Technique et autres Conseils traitant des affaires du Commerce.

Les Services extérieurs groupant :

1° *Pour l'Agriculture* :

L'Inspection Générale de l'Agriculture ; les établissements d'enseignement agricole, c'est-à-dire l'Institut National Agronomique, les Ecoles Nationales d'Agriculture, les chaires, Ecoles pratiques d'Agriculture, les Ecoles Nationales Vétérinaires de Lyon, Alfort et Toulouse.

2° *Pour les Haras* :

L'Inspection des Haras, les dépôts d'étalons.

3° *Les agents des services sanitaires* répandus sur tous les points du territoire.

4° *Pour les Forêts :*

L'Inspection des Eaux et Forêts et les Conser-
vations ;

Le service des aménagements ;

Le service des reboisements et gazonnements.

Les Services extérieurs du Commerce comprenaient différents services dans le détail desquels nous n'entrerons pas.

Le 17 Juillet 1869, un décret rétablit le Ministère de l'Agriculture et du Commerce tel qu'il était avant le 25 Janvier 1852, c'est-à-dire séparé de l'Intérieur et des Travaux Publics. Cette mesure de spécialisation préparait l'œuvre de la III^e République.

DEUXIÈME PARTIE

CREATION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE

CHAPITRE IV

ANNEES 1881-1882

SECTION I

Création du Ministère de l'Agricoulture

Décret du 14 Novembre 1881, créant un Ministère de l'Agriculture autonome. — Discussion parlementaire à la Chambre et au Sénat. — Contestation de la légalité du décret. — Reconnaissance unanime de l'utilité du Ministère de l'Agriculture.

Autonomie du Ministère de l'Agriculture

Il ne serait pas exact de dire que le 14 Novembre 1881 il fut créé un Ministère de l'Agriculture, puisqu'il existait déjà, depuis l'ordonnance du 19 Septembre 1836, un Ministère qui portait le nom d'Agriculture. Par contre, il nous paraît plus juste de dire que le décret du 14 Novembre 1881 consacra l'*autonomie* du Ministère de l'Agriculture.

Il nous paraît opportun de reproduire ici ce rapport et ce décret :

RAPPORT

« Paris, 14 Novembre 1881.

« Monsieur le Président,

« La création d'un Ministère exclusivement affecté
« à l'étude des questions si vastes et si complexes qui

« touchent à l'agriculture est depuis l'ongtemps dési-
« rée par l'opinion publique.

« Il s'agit, en effet, de développer l'élément le
« plus fécond de la richesse nationale et la nécessité
« de donner à ce grand intérêt une représentation
« spéciale dans les Conseils du Gouvernement se jus-
« tifie d'elle-même.

« D'importantes améliorations ont été obtenues,
« d'heureux résultats se sont produits surtout pen-
« dant ces dernières années. Mais il faut reconnaître
« que les échanges internationaux, le régime doua-
« nier et colonial, les traités de commerce, etc..., etc .
« absorbent de plus en plus l'activité du Ministère
« compétent.

« Les deux grands services de l'Agriculture et du
« Commerce ne sauraient rester confondus plus long-
« temps sans dommage. Chacun d'eux comporte
« désormais une organisation distincte.

« La même nécessité a déterminé déjà plusieurs
« grandes nations à établir chez elles un départe-
« ment spécial de l'Agriculture. Nous voyons cette
« création réalisée en Allemagne, aux Etats-Unis
« d'Amérique après la guerre de secession ; en Autri-
« che après Sadowa, et récemment enfin en Italie.

« Cette réforme prend dans notre Pays un vérita-
« ble caractère d'urgence si l'on considère la situa-
« tion difficile que traverse depuis plusieurs années
« l'Agriculture française.

« A la concurrence étrangère, aux modifications
« économiques qui en résultent sont venues s'ajouter

« l'insuffisance des récoltes et la désastreuse invasion du phylloxera.

« Un tel état de choses impose au Gouvernement de la République les plus pressants devoirs.

« Pour assurer son action dans ce qu'elle peut avoir de légitime et d'efficace, il convient de grouper les services divers qui intéressent l'Agriculture dans la nomenclature des Budgets de l'Etat.

« En conséquence, ce département ministériel, en outre des attributions actuelles déjà si importantes (écoles et services vétérinaires, enseignement professionnel de l'agriculture, encouragement à l'agriculture et au drainage, doryphora, etc..., haras, forêts, établissements et services sanitaires, statistiques, etc...) devrait emprunter au Ministère des Travaux Publics le service des études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement et de curage, les prêts pour irrigations et dessèchements, l'aménagement des eaux et l'assainissement des marais communaux. ».....

DECRET

« Le Président de la République,

« Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER

« Il est créé un Ministère de l'Agriculture.

ARTICLE II

« Ce Ministère a dans ses attributions les services
« actuels de l'Administration de l'Agriculture (bud-
« get ordinaire) : 2^e partie (services généraux des Mi-
« nistères), Chapitres 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 8 bis, 9, 10,
« 11, 12 ; 3^e partie : Chapitres 23, 24, 25, 26, 27 ; 4^e par-
« tie : Chapitre 28 (budget sur ressources spéciales :
« chapitre premier (service des études et subventions
« pour travaux d'irrigation, de dessèchement et de
« curage, des travaux d'amélioration agricole, de
« l'assainissement des marais communaux ; des prêts
« pour irrigation et dessèchements, de la garantie
« d'intérêts aux entreprises d'amélioration agricole,
« des études et travaux relatifs à l'aménagement des
« eaux) ; Chapitre 19 (1^{re} Section du Budget des Tra-
« vaux Publics) ; Chapitres 38, 40, 41, 42 (2^e Section) ;
« Chapitre 13 : (Budget des dépenses sur ressources
« extraordinaires des Travaux Publics).

ARTICLE III

« Le Président du Conseil, Ministre des Affaires
« Etrangères, est chargé de l'exécution du présent
« décret.

« Fait à Paris le 14 Novembre 1881 (1).

• « Signé : Jules GRÉVY,
« Président de la R. F.

« Le Président du Conseil,
« Ministre des Affaires Etrangères,

« Signé : LÉON GAMBETTA. »

(1) J. O., du 14 Novembre 1881. Débats Parlementaires.

Le Ministère de l'Agriculture était ainsi créé. Mais sa création avait été décrétée en dehors des Chambres. Etait-elle légale ? Allait-elle être ratifiée par les Assemblées ? Ces Assemblées trouveraient-elles suffisantes les raisons que faisait valoir Gambetta en sa faveur ?

Ces questions trouvèrent leur réponse au cours de la discussion du projet de loi de Finances portant ouverture du crédit pour le fonctionnement du nouveau Ministère.

Dans la séance du 24 Novembre 1881, le Gouvernement déposa en effet sur le Bureau de la Chambre un projet de loi portant ouverture à divers Ministères (1) de crédits supplémentaires sur l'exercice 1881, montant à cent soixante mille sept cent cinquante francs, et nécessités : 1° par l'augmentation du nombre des Députés ; 2° par l'organisation de nouveaux Ministères créés ou transformés (2).

(1) Un Ministère des Beaux-Arts était créé en même temps que celui de l'Agriculture.

(2) Chambre. — Décembre 1881. — Annexe N° 117.

Séance du 24 Novembre 1881.

Projet de loi portant ouverture à divers Ministères de crédits supplémentaires sur l'exercice 1881, montant à 166.754 fr. 30, nécessités : 1° par l'augmentation du nombre des Députés ; 2° par l'organisation des nouveaux Ministères créés ou transformés, présenté au nom de M. Jules Grévy, président de la République Française, par M. Léon Gambetta, président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères ; par M. le général Campenon, ministre de la Guerre ; par M. A. Proust, ministre des Arts ; par M. Rouvier, ministre du Commerce et des Colonies ; par M. P. Nèves, ministre de l'Agriculture et par M. Allain-Targé, ministre des Finances.

Exposé des motifs : « Messieurs, l'organisation et le fonctionnement « des divers départements ministériels créés ou transformés en vertu des « décrets du 14 Novembre courant, réclament, avec un caractère particulier « d'urgence ce que le Parlement, nous l'espérons, voudra bien reconnaître

Le crédits demandés étaient, à la vérité, insignifiants, puisque le budget du nouveau Ministère de l'Agriculture était alimenté par le transfert des crédits dont il était doté au Ministère du Commerce ; ils ne représentaient que les dépenses de la direction du personnel devenu indispensable à son fonctionnement.

La question financière ne risquait donc pas de compromettre les jours du nouveau Ministère de l'Agriculture. Ce devait être bien plutôt sur une question de forme qu'allaient porter les attaques de ses adversaires.

M. Leroy, rapporteur de la Commission des Finances de la Chambre (1) chargée d'examiner le projet

(1) Cette Commission était composée de : MM. Langlois, président ; Mesnard, secrétaire ; Leroy, Ribot, Loubet, Liouville, Legrand, Wilson, Goblet. (*J. O. Débats Parlementaires. Annexe 188*)

« des moyens d'action se résumant en un surcroît de dépenses de personnel
« et de matériel.

« Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-après, portant ouverture aux Ministres compétents, sur l'exercice 1881, de crédits supplémentaires, s'élevant à la somme de 166.754 fr. 30.

« Nous avons l'espoir que vous voudrez bien donner votre sanction aux dispositions qui font l'objet des explications détaillées ci-après par ministère et par chapitres.

Ministère de l'Agriculture : « En exécution du décret du 14 Novembre 1881, qui a créé un Ministère de l'Agriculture, les crédits ouverts à l'ancien Ministère de l'Agriculture et du Commerce, tant par la loi du budget de 1881 que par les lois ultérieures, seront transportés par décret au nouveau Ministère de l'Agriculture.

« Les services administratifs ont ainsi leurs besoins assurés pour les exercices 1881 et 1882, et aucune augmentation de crédits ne doit résulter en ce qui le concerne du nouvel état de choses. Mais il ne saurait en être de même des services généraux, du personnel, de la comptabilité, du secrétariat, du matériel et des impressions, faisant l'objet des chapitres 1, 2 et 3.

CHAPITRE PREMIER. — Traitement du Ministre et personnel de l'Administration Centrale.

« Crédit supplémentaire demandé : 23.000 francs.

« Indépendamment des allocations relatives au traitement du Ministre, du Sous-Secrétaire d'Etat et du personnel de leurs cabinets respectifs, les

de loi, nous dit, en effet(1) que si la création du Ministère de l'Agriculture était justifiée par des raisons politiques auxquelles la Commission se pliait, cette dernière n'approuvait pas, toutefois, le mode de création par décret, qu'avait adopté le Gouvernement. Elle émettait le vœu qu'à l'avenir aucun Ministère ne fût créé sans l'assentiment préalable des Chambres.

(1) J. O. Débats Parlementaires. Annexe 118 : Séance du 3 Décembre 1881. (Copier pages 102-103-104-105).

« cadres sont à réorganiser pour le personnel de l'Administration Centrale et le chapitre premier.

« Le traitement du Ministre et du personnel de l'Administration Centrale est plus élevé que la somme qui a pu lui être attribuée dans « la ventilation opérée entre les deux ministères formés de l'ancien Ministère « de l'Agriculture et du Commerce.

« Le crédit total du chapitre premier au budget de l'ancien Ministère « de l'Agriculture et du Commerce était de 1.033.400 francs.

« La part transférée au Ministère de l'Agriculture est de :

ARTICLE PREMIER. — Traitement du Ministre, du Sous-Secrétaire d'Etat, Chefs de Cabinet, etc...

ART. 2. — Agriculture, haras, etc.....	244.600
--	---------

ART. 3 4 5. — Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires, gratifications, rétribution des travaux exécutés par des employés supplémentaires non commissionnés, secours aux veuves, aux orphelins d'employés décédés sans avoir droit à aucune pension de retraite, secours accidentels à divers titres.....	25.000
---	--------

ART. 6 et 7. — Forêts	185.900
-----------------------------	---------

ART. 8. — Gens de service	41.900
---------------------------------	--------

Total des sommes transférées au Ministère de l'Agriculture..	497.000
--	---------

Les sommes annuelles, nécessaires pour assurer le service, s'établissent (voir les développements ci-après) ainsi qu'il suit :

ARTICLE PREMIER. — Traitement du Ministre, etc.....	100.800
---	---------

ART. 2. — Agriculture et haras, secrétariat et comptabilité.	317.000
--	---------

ART. 3, 4 et 5. — Indemnités, etc.....	31.000
--	--------

ART. 6 et 7. — Forêts	185.900
-----------------------------	---------

ART. 8. — Gens de service	47.500
---------------------------------	--------

Montant de la dépense totale du chapitre premier.....	682.200
---	---------

La part provenant de l'ancien Ministère de l'Agriculture et du Commerce étant de.....	497.400
---	---------

Ce supplément de crédit pour une année entière s'élève à..	184.800
--	---------

Soit, pour 1/12 et demi de la dépense applicable à l'exercice 1881	23.100
--	--------

La Commission paraissait ainsi contester la légalité de la création du Ministère de l'Agriculture. Il y avait de quoi. Si l'on consulte les textes, on voit que les constitutions de notre pays qui se sont occupées de cette question l'ont tranchée dans le même sens, à savoir que la création d'un Ministère nouveau est essentiellement une prérogative du pouvoir législatif.

La Constitution de 1791, celle de l'An III, la Constitution de 1848 ont posé ce principe. La Constitution de Fructidor An III dit, entre autres, article 15 : « Le « pouvoir législatif détermine les attributions et le « nombre des Ministères. Ce nombre est de six au « moins, et de huit au plus. »

Seule la coutume pouvait donc autoriser un tel procédé. Effectivement, cette coutume existait. Elle était née du silence des constitutions monarchiques en cette matière.

La charte de 1814, la charte de 1830, la Constitu-

CHAPITRE II. — Matériel et dépenses diverses de l'Administration Centrale : Crédit supplémentaire demandé : Fr. 6.390.

Les fonds inscrits à ce chapitre sont destinés à couvrir les dépenses de fournitures de bureau, abonnement et reliures, chauffage, éclairage, lingerie, hommes de peine auxiliaires, habillement de gens de service, entretien du mobilier et de l'hôtel, affranchissement des lettres, dépêches, frais de voiture, port de colis, etc..

En apportant la plus grande économie dans toutes ces dépenses, on parviendra, on l'espère, à assurer le service avec une somme de 128.900

La part prise dans le crédit correspondant inscrit au budget de l'ancien Ministère de l'Agriculture et du Commerce étant de.. 77.750

Le supplément de crédit pour l'année entière s'élève à.... 51.150
Soit pour 1/12 et demi applicable à l'exercice 1881 : 6.390..

CHAPITRE III. — Impressions. Crédit supplémentaire demandé : 1.153 francs.....

Dans ce chapitre de l'ancien Ministère, le partage des fonds à revenir au Ministère de l'Agriculture est assez facile à établir, la nature même des dépenses permettant de les classer par service ; chaque service peut donc passer au nouveau Ministère avec la

tion de 1852 (1) et aussi les lois constitutionnelles de 1875 sont muettes sur ce point.

C'est en s'appuyant sur ce silence et sur la pratique constante que le pouvoir exécutif avait toujours suivie de créer motu proprio des départements ministériels, que la Chambre admit comme légale en la forme, la mesure que venait de prendre Gambetta, et qu'elle ratifia le décret de création du Ministère de l'Agriculture en votant les crédits nécessaires à son fonctionnement.

Son hésitation fut d'autant plus naturelle qu'à l'étranger la création d'un Ministère faisait l'objet d'une loi. Lorsque Bismark, quelques années avant, avait essayé de créer par décret un Ministère de l'Agriculture, le Reichstag ne l'avait pas ratifié, et une loi dut intervenir pour créer ce département. En Italie, le Ministère de l'Agriculture fut créé par une loi de 1878.

(1) Nous avons vu combien les pouvoirs monarchiques ont remanié, à leur profit, les organisations ministérielles.

totalité du crédit qui lui était affecté. Il n'y a d'exception que pour le service général qui doit être à peu près coupé en deux. Toutefois, une légère augmentation de dépenses résultera nécessairement de la division des impressions dont les frais de composition seront à payer en double. En outre, à l'article 2 Agriculture, une somme de 5.000 francs doit être ajoutée au chiffre prévu pour permettre de publier rapidement les statistiques agricoles chiffrées et graphiques qui passent au Ministère de l'Agriculture.....

En résumé, la somme annuelle nécessaire est de..... 160.760

La part prélevée par le Ministère de l'Agriculture dans les crédits précédemment votés est de 151.535

Le surcroît de dépenses pour une année entière est de.... 9.225

Soit pour 1/12 et demi applicable à l'exercice 1881: Fr. 1.153.

Nous donnons, dans le tableau ci-après la comparaison des crédits nécessaires pour une année entière et des crédits transportés de l'ancien Ministère de l'Agriculture et du Commerce, afin de faire ressortir l'excédent de dépenses occasionné par la création du Ministère de l'Agriculture.

Gambetta allait donc contre les constitutions républicaines et contre les usages alors en vigueur dans le reste de l'Europe.

DÉSIGNATION DES SERVICES	Annuels	Transpor- tés	Augmen- tation		
ADMINISTRATION CENTRALE					
CHAPITRE PREMIER. — Traitement du Mi- nistre et personnel de l'Administration Centrale :					
ARTICLE PREMIER. — Traitement du Minis- tre					
Traitement du Secrétaire d'Etat	60.000	100.800	100.800		
Traitement du Chef de Cabinet du Ministre	25.000				
Traitement du Chef de Cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat	6.000				
Traitement des deux attachés..	5.000				
	4.800				
ART. 2. — Agriculture, Haras, Secréta- riat et Comptabilité :					
2 Directeurs à 15.000 fr.....	30.000	317.000	244.600		
3 chefs de division à 10.000 fr...	30.000				
9 chefs de bureau de 6.000 à 9.000.	67.500				
10 sous-chefs de bureau de 4.000 à 5.500	47.500				
1 caissier	5.500				
21 rédacteurs de 2.200 à 4.000..	65.100				
28 expéditionnaires de 1.500 à 3.600	71.400				
ART. 3. — Indemnité au personnel pour travaux extraordinaires, gratifica- tions					
	15.500	31.000	25.000		
ART. 4. — Rétribution de travaux exécutés par des employés supplémentaires non com- missionnés :					
Service du Phylloxera.....	10.500	175.500	175.500		
ART. 5. — Secours aux veuves, aux orphe- lins, etc.....					
	5.000				
ART. 6. — Forêts					
ART. 7. — Indemnités aux agents fores- tiers détachés à l'Administration Centrale....					
	10.400	47.500	44.900		
ART. 8. — Gens de service.....					
	47.500	497.400	184.800		
TOTAL du chapitre premier.....					
	682.200				
CHAPITRE II. — Matériel et dépenses di- verses des Bureaux de l'Administration Cen- trale :					

Par ailleurs, ce décret pouvait-il être assimilé à un acte du Gouvernement ?

Nous ne le pensons pas. Un acte de gouvernement

DÉSIGNATION DES SERVICES	Annuaire	Transpor- tés	Augmen- tation
Fournitures de bureau..... 15.000			
Autographie. Salaire de 2 auto- graphes 3.500			
Abonnements. Achat d'ouvrages et documents. Achat de gravures, de cartes, reliures 7.000			
Chauffage (hôtels et bureaux)... 20.000			
Eclairage (hôtels et bureaux)... 7.000			
Lingerie. Entretien, renouvelle- ment blanchissage 6.000			
Hommes de peine auxiliaires.... 13.400			
Habillements des gens de service. 6.000	128.900	77.750	51.150
Entretien du mobilier des hôtels et des bureaux 17.500			
Entretien des bâtiments des hôtels et bureaux 15.000			
Affranchissement de lettres, de dépêches télégraphiques, frais de voiture, port de colis, indemnités aux gens de service pour travaux supplémentaires, gratifications, me- nus frais et dépenses accidentelles.. 18.500			
TOTAUX du chapitre II.....	128.900	77.750	51.150
CHAPITRE III — Impressions.			
ARTICLE PREMIER. — Service général.			
1°) Impressions pour le service des bureaux, fournitures de toute nature 15.000			
2°) Part afférente du Ministère dans l'imposition des budgets et comptes financiers 3.000	19.500	15.275	4.225
3°) Impression de l'Annuaire du du Ministère 1.500			
ART. 2. — Services spéciaux.... 5.260			
Agriculture :			
§ I - Ecoles et servicesvétéri- naires 90.260	90.260	85.260	5.000
§ 2 - Encouragements à l'Agricul- ture 85.000			
ART. 3. — Haras, dépôts d'étalons enseignement 5.000	5.000	5.000	
ART. 4 (ancien 7). — Forêts..... 46.000	46.000	46.000	
TOTAUX du chapitre III.....	160.760	151.535	9.225

est essentiellement arbitraire, d'une portée passagère et exceptionnelle. La création d'un Ministère touche au contraire à l'organisation permanente de l'Etat. Il n'offre point les caractéristiques d'un acte de Gouvernement. Ce n'est donc pas à ce titre que Gambetta avait pu agir. Nous dirons donc qu'il fit tout simplement usage d'une attribution du pouvoir exécutif provenant non des textes, mais d'une coutume tolérée par la Constitution.

Si donc la Chambre contestait sérieusement la légalité du procédé de création du Ministère de l'Agriculture et refusait les crédits, cet organisme allait être mort-né. Mais pouvait-elle agir ainsi ? Si nous

En résumé, les crédits demandés par le Ministère de l'Agriculture, pour l'exercice 1881, s'élèvent ainsi :

Pour les dépenses du personnel (Chapitre premier).....	23.100
Pour les dépenses de matériel (Chapitre II).....	6.390
Pour les frais d'impression (Chapitre III).....	1.153
	30.643

Quant aux crédits nécessaires en 1882, ils seront demandés aussitôt après que cet exercice aura été ouvert.

PROJET DE LOI. — ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert aux Ministres, sur l'exercice 1881, en augmentation des crédits accordés par la loi de finances du 22 Décembre 1850 et par des lois spéciales, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 166.754 fr. 30, laquelle demeure répartie, par ministère et par chapitre, ainsi qu'il suit :

Ministère de l'Agriculture :

CHAPITRE PREMIER. — Traitement du Ministre et personnel de l'Administration Centrale	23.100
CHAPITRE II. — Matériel et dépenses diverses de l'Administration Centrale	6.390
A reporter.....	29.490
CHAPITRE III. — Impressions	1.153
TOTAL des crédits supplémentaires demandés.....	166.754,30

ART. 2. — Il sera pourvu aux crédits supplémentaires ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1881.

rappelons que cette assemblée, après avoir renversé le Ministère Ferry, s'était donné Gambetta pour premier Ministre, si nous rappelons que le décret du 14 Novembre 1881 fut le premier acte du Président du Conseil au premier jour de son arrivée au pouvoir, nous trouverons naturel que la Chambre ne pût, alors même qu'elle se fût sentie atteinte dans les attributions de sa souveraineté, contester un tel pouvoir à Gambetta et refuser de ratifier ses décrets. Agir autrement était renverser le gouvernement, et cela, la Chambre ne le voulait pas. Mais lors de la discussion du projet de loi, les Députés ne se firent pas faute de faire sentir à Gambetta combien son geste leur avait déplu. Ribot, qui fut le plus brillant orateur parmi ceux qui prirent la parole au cours de la discussion, s'exprimait ainsi : (1)

«Nous nous sommes dit que des hommes politiques doivent savoir au juste où ils veulent aller, et ce qu'ils veulent faire. Eh bien ! il n'est douteux pour personne que la question est engagée et tranchée par un acte dont je reconnais la légalité absolue, par un acte du pouvoir exécutif, qu'elle n'est plus entière pour nous et que si pour des raisons quelconques d'opportunité de division de services, d'économie, nous étions venus vous proposer de rejeter les propositions du Gouvernement, c'était la question de confiance qui était posée.

« Je ne veux pas, la Chambre le comprend, entrer

(1) *Journal Officiel. Débats parlementaires*, 8 décembre 1881, p. 2196 et 5.

« dans un débat de politique générale. Je me borne
« à dire ceci : Nous sommes en face d'un Cabinet
« dont la création remonte à quelques semaines seu-
« lement, et je crois pouvoir ajouter que dans cette
« Chambre, quels que soient les sentiments, peut-
« être divers, qu'inspirent la composition du cabinet
« et les tendances que l'on peut soupçonner et qui
« résultent de cette composition même, il y a en
« dehors des partis extrêmes de cette assemblée un
« sentiment très général : c'est qu'il ne faut pas créer
« d'embarras à ce ministère, c'est qu'il faut, au con-
« traire, faciliter sa tâche...

« Nous ne pouvions donc faire qu'une chose,
« c'était de vous proposer de ratifier cette création
« des Ministères, d'accepter tous les crédits, de les
« accepter sans critiques de détail, sans discussion
« oiseuse, au nom de la raison politique.

« Voilà, Messieurs, comment nous avons rempli
« notre devoir ; et que nous avons cru être notre
« devoir envers le Gouvernement.

« Un Ministre ne saurait toucher à l'organisation
« de l'Etat, car, poursuit le très distingué membre de
« la Commission, les Ministres ne peuvent répondre
« que du temps pendant lequel ils siègent sur leurs
« bancs : est-ce qu'un Ministre peut engager son suc-
« cesseur ?

« Ne voyez-vous pas le danger que des Ministres
« dépassent d'un trait de plume ce qui aurait été fait
« d'un trait de plume ? Ne voyez-vous pas combien
« il est nécessaire que ces créations soient débattues
« dans le Parlement pour y recevoir la sanction, la
« consécration et le gage de leur durée ? »

Ribot continue en répondant à Gambetta que, contrairement à son opinion, de tels procédés enlèvent à la Chambre sa liberté.

« Le Président du Conseil vous dit : Que vous
« importe ? Quel besoin avez-vous d'être saisis d'un
« projet de loi ? N'êtes-vous pas les maîtres ? Ne
« sommes-nous pas responsables devant vous ? Vous
« pouvez, soit en rejetant les crédits, soit en inter-
« pellant, signifier aux Ministres que vous n'approu-
« vez pas la création des nouveaux Ministères.

« Mais, Monsieur le Président du Conseil nous
« permettra de lui répondre. J'ai dit dans quel état
« d'esprit s'était trouvée la Commission : si nous ne
« pouvions faire connaître notre sentiment au Gou-
« vernement sur une création de ce genre qu'en po-
« sant la question de confiance et en renversant le
« Gouvernement, Monsieur le Président du Conseil
« reconnaîtra que notre liberté serait singulièrement
« réduite.

« Mais, à ce compte, Monsieur le Président du
« Conseil, il n'y aurait plus besoin de faire de loi, car
« je ne sache pas de question qui ne puisse se résou-
« dre en définitive en une question de responsabilité
« ministérielle ; seulement, toutes constitutions ont
« distingué entre l'acte d'autorité, entre l'acte d'exé-
« cution que vous devez accomplir dans le secret de
« vos délibérations dont vous êtes responsables, et
« ce qui est, au contraire, du domaine législatif.

« Comment, dans ce pays vous ne pouvez pas
« créer une petite commune de 300 habitants, vous
« ne pouvez pas créer un Sous-Préfet, ni un magis-

« trat sans la sanction législative et vous pourriez, de
« votre autorité.... couper, tailler dans l'administra-
« tion publique..., créer des Ministères...

« Non, sur toutes ces questions, le Parlement a le
« droit d'avoir son opinion et il ne peut avoir une
« opinion libre qu'à la condition d'être saisi par un
« projet de loi et de n'être pas mis dans l'alternative
« ou de sacrifier son opinion, ou de renverser le
« Cabinet. » Et le distingué orateur émet le vœu qu'à
« l'avenir toute création de ministère fasse l'objet
« d'un projet de loi soumis à l'approbation de l'as-
« semblée.

Justifiant l'insertion de ce vœu, M. Ribot termine en disant :

« Si nous avions pensé que l'insertion du vœu que
« nous avons émis dans le rapport put diminuer
« l'autorité morale que le Gouvernement doit tou-
« jours conserver, nous nous serions abstenus ; mais
« nous avons émis ce vœu comme l'expression d'une
« opinion indépendante et réfléchie. Nous ne croyons
« manquer à aucune convenance en engageant à cette
« tribune une conversation avec le pouvoir exécutif,
« conversation qui ne doit pas se terminer par un
« vote de confiance ou de défiance, mais que le pays
« écoute, qui fait germe dans les esprits et prépare
« les progrès de l'avenir. »

En définitive, M. Ribot invitait la Chambre à voter les crédits nécessaires à la création du Ministère de l'Agriculture.

Les Députés se rallièrent à l'opinion de Ribot et, par 370 voix contre 95, la Chambre adoptait le projet

de loi qui allouait au Ministère de l'Agriculture les crédits nécessaires à son fonctionnement.

C'est donc à juste titre, semble-t-il, qu'Auguste Boucher écrivait dans une Revue de l'époque (1) :
« Convenait-il qu'un Gouvernement qui se vante
« d'être parlementaire et qui ne peut créer une sous-
« préfecture sans une loi, créât, par décret, deux Mi-
« nistères ? Convenait-il que M. Gambetta fût, dans
« cette création, moins scrupuleux que naguère M. de
« Bismark lui-même qui sollicita et n'obtint pas l'au-
« torisation du Reichstag dans un cas analogue ?...
« *La Chambre a voté les crédits mais seulement en*
« *manière de pardon*, elle a réservé l'avenir en déclai-
« rant que désormais il faudrait son consentement
« préalable pour créer un Ministère, quel qu'il fût. »

Cette question de la légalité de la création du Ministère de l'Agriculture qui était jointe à celle de la stabilité ministérielle avait beaucoup intéressé le Palais-Bourbon. La question de fond, celle de savoir si vraiment un Ministère de l'Agriculture autonome était utile à la nation, parut intéresser beaucoup moins les députés. A n'en pas douter, la majorité était persuadée du bien fondé de cette mesure.

Voici, d'ailleurs, comment s'exprimait M. Chauveau à ce sujet :

« ...Alors qu'on vous propose de grever le budget
« de l'Etat de charges nouvelles et considérables, de
« séparer ou de joindre sans raison suffisante un
« grand nombre de services publics importants, au

(1) *Le Correspondant* 1881, page 971.

« risque d'y jeter le trouble ou le désarroi, lorsqu'en-
« fin ces innovations paraissent être non pas la réali-
« sation de vues passagères ou de modifications iso-
« lées, mais le premier symptôme d'un système gou-
« vernemental, l'essai d'une politique nouvelle, il m'a
« semblé qu'il fallait opposer à ces propositions autre
« chose qu'une timide et platonique réserve et qu'il
« importait de ne pas permettre sans protestations,
« qu'on engageât la République dans une voie aussi
« contraire à ses intérêts véritables qu'à ses principes
« et au caractère essentiel de ses institutions. »

Ces précautions oratoires, étayées d'ailleurs sur des arguments discutables, une fois terminées, voici sortir de la bouche même d'un député de l'opposition l'aveu que nous cherchions :

« Les décrets du 14 Novembre ont créé deux Mi-
« nistères et deux Sous-Secrétariats nouveaux ; ils
« ont fait entre les départements ministériels une
« répartition nouvelle de leurs services... *Je n'ai*
« *aucune critique à élever contre la création du Mi-*
« *nistère de l'Agriculture, c'est la branche la plus*
« *importante du travail national, l'intérêt le plus con-*
« *sidérable de ce pays. La population agricole forme*
« *plus de la moitié de la population de la France...*
« *et il était important, en présence d'une divergence*
« *d'intérêts... entre l'industrie et l'agriculture, que les*
« *agriculteurs ne se pussent croire un seul instant*
« *sacrifiés par le Gouvernement de la République.* »

Après avoir approuvé la nécessité d'un Ministère de l'Agriculture autonome, M. Chauveau paraît inquiet sur la manière dont les services du Ministère

seront organisés et, notamment, en ce qui concerne l'hydraulique.

« Aux anciennes attributions de l'Agriculture, dit « l'honorable député, on a joint les dessèchements, « les canaux d'irrigation, en un mot le service hydrau- « lique détaché du Ministère des Travaux Publics. « Eh bien ! je vous demande, Monsieur le Ministre de « l'Agriculture, quels agents vous comptez employer « dans ce service. » M. Chauveau craint, en effet, que si l'on détache des Travaux Publics des ingénieurs, il n'y ait conflit d'attributions, et que si le Ministre de l'Agriculture crée des ingénieurs spéciaux, ce ne soit une lourde charge pour le budget.

L'honorable député poursuit son discours en critiquant la nouvelle organisation du Ministère du Commerce et surtout celle du Ministère des Arts. Développant les critiques des préopinants, il regrette que la création du Ministère de l'Agriculture soit opérée par décret car, à son avis, la création de ce ministère s'imposait suffisamment d'elle-même pour qu'on n'eût pas besoin de recourir à ce procédé. M. Chauveau estime, en effet, que ce Ministère eut dû être créé par une loi et non par un décret. L'orateur reproche à cette création d'augmenter encore le nombre des fonctionnaires. Mais peut-il y avoir un Ministère sans fonctionnaire ? Et si le Ministère de l'Agriculture est utile, comme M. Chauveau le soutient au fond, peut-il juger inutiles ses fonctionnaires, sans être en contradiction avec lui-même ? La suite des événements devait apaiser ses craintes ; les fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture, tant ceux des

services extérieurs que ceux de l'Administration Centrale, ont toujours apporté à une tâche que tout le monde s'accorde à considérer comme ardue, un zèle qu'il serait injuste de ne pas reconnaître.

Par contre, tandis que M. Chauveau admettait le Ministère de l'Agriculture avec bien des réserves, le Prince de Léon condamnait entièrement sa création. Il ne voyait dans cette institution que gaspillages, prétextes à faveurs politiques et moyen sérieux pour Gambetta d'augmenter le nombre de voix ministérielles qui pourraient lui servir, en cas de vote de confiance, notamment.

Mais cet orateur était l'interprète d'une faible minorité. Lorsqu'après avoir égayé l'Assemblée par son discours, le Prince de Léon eut quitté la tribune, Gambetta vint justifier et la création du Ministère de l'Agriculture et la procédure par décret dont il avait fait usage. C'est l'opinion de la majorité qu'il traduisait ainsi. Il estimait que la création du Ministère de l'Agriculture était nécessaire, lorsque, répondant au prince de Léon, il disait : « ...il n'y a ici ni « baron, ni duc, ni prince, il n'y a que des hommes « convaincus qu'on ne fait les « affaires du pays » « que par « *la division du travail* », *qu'en cherchant* « *à appliquer à chaque formation une compétence* « *qui soit à la hauteur de cette fonction et que si on* « *est réellement l'ennemi d'une bureaucratie oiseuse,* « *stérile et coûteuse, on n'y mettra un terme que par* « *la séparation des services.* »

Le Ministère de l'Agriculture était, en effet, une « affaire » pour le Pays démocratique qu'était la

France, puisqu'il réorganisait la classe agraire, renouvelée par la Révolution, mais plus ou moins abandonnée par tous les gouvernements autocratiques qui ont rempli les deux premiers tiers du XIX^e Siècle.

Le Ministère de l'Agriculture répondait à une nécessité d'ordre social et à une nécessité d'ordre économique. Comment Gambetta n'eût-il pas soutenu une telle institution ? Non seulement il l'avait soutenue, mais encore avait-il voulu en prendre toute l'initiative et toute la charge pour en avoir aussi l'honneur, en créant par décret le Ministère de l'Agriculture.

Par une majorité écrasante, la Chambre exprimait à son tour sa volonté de participer à cette création en votant les crédits.

Cette institution était dès lors assurée de vivre et de vivre longuement.

Lorsque, le 16 Décembre 1881, la discussion du projet vint devant la Haute Assemblée, il ne se trouva guère d'hommes pour la combattre. Cependant, M. Fresnau, qui fut le porte-parole de l'opposition, regrettait qu'on séparât en deux administrations distinctes l'Agriculture et l'Industrie qui, à ses yeux, ont des intérêts solidaires et qui devraient, pour cela, rester en une seule main. (1) « Oui, s'exclame ce véné-

(1) *Débats parlementaires*. Sénat. 16 Décembre 1881.

M. FRESNAU. — Messieurs, je ne conteste pas que la création, dans le moment actuel, d'un Ministère de l'Agriculture paraisse motivée par les souffrances réelles de l'agriculture et puisse être acceptée par plusieurs comme un moyen efficace d'y remédier. Mais ce que je viens, en de très courtes et très précises observations, contester, c'est l'efficacité du moyen. Vous séparez l'agriculture de l'industrie, vous créez à l'agriculture des intérêts spé-

« rable « *lautador temporis acti* », c'est seulement un
« Ministre unique, instruit de la réalité tout entière
« et qui, l'ayant pour ainsi dire dans la main, pourra
« montrer un caractère assez ferme pour n'avoir pas
« peur de crier : Vous rendez le pain cher ! Vous fai-
« tes monter le prix de la viande, vous nous enlevez

ciaux et un défenseur spécial. Eh bien ! s'il y a quelque chose de démontré depuis 20 ans et même, on peut l'affirmer, depuis 50 ans, c'est qu'il existe une solidarité absolue entre les deux intérêts que vous voulez diviser, du moins administrativement, c'est que, s'il y avait en face des désordres économiques actuels un parti à prendre, ce serait, si la chose n'était déjà faite par la sagesse de nos prédécesseurs, de remettre au même homme, sous sa responsabilité, la direction simultanée de l'agriculture qui produit la matière première, et de l'industrie qui l'emploie.

C'est pour avoir méconnu cette solidarité étroite de l'industrie française et de l'agriculture, c'est pour avoir renfermé ses regards en dedans de l'octroi des villes et s'être imaginé que, pourvu qu'on y dépense beaucoup, la terre se fertilisera toujours assez au dehors en quelque proportion qu'on lui enlève les capitaux et les bras dont elle pourrait disposer, c'est par suite de ce préjugé fatal que vous êtes arrivé à la situation présente. Ce n'est pas l'heure, je le sais, d'examiner cette situation terrible dans toute sa gravité et dans ses conséquences. Mais l'opinion en a conscience intuitivement et le pays en est légitimement préoccupé.

Qu'allez-vous faire en séparant le Ministère de l'Agriculture du Ministère du Commerce ?

Vous créerez d'abord la nécessité de conseils nouveaux, et Dieu sait comment ils seront composés et fonctionneront dans leur isolement. L'expérience du passé, avant même que la séparation existât, justifie les craintes. Actuellement, l'unité des intérêts qui se reflète dans l'unité du Conseil et dans l'unité de la direction, a donné naissance à ce qu'on appelle le Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie et qui, selon moi, aurait dû plutôt être appelé le Ministère de l'Agriculture qui produit les matières premières, le Ministère de l'Industrie qui les emploie, et le Ministère du Commerce qui les déplace seulement. Cela serait conforme aux plus saines, aux plus justes et exactes doctrines de cette malheureuse économie politique, au nom de laquelle, en dénaturant ce qu'elle a de vrai et en appliquant faussement ses principes, on est arrivé à réduire à l'état où elle est, la première de nos industries.

Et il n'y a absolument qu'un Ministre, je dis un et non deux, un Ministre assez éclairé pour savoir, assez ferme pour vouloir, assez expérimenté pour se rendre compte de ce qu'on a fait en ruinant l'agriculture au profit prétendu de la fabrique, il n'y a qu'un tel Ministre qui, seul à la tête de ces deux branches de l'industrie nationale, soit capable de réparer, dans une certaine mesure, les malheurs du passé.

Oui, c'est seulement un Ministre unique, instruit de la réalité tout entière et qui l'ayant pour ainsi dire dans la main, pourra montrer un

« la matière première, alors qu'il n'y a plus réellement que l'augmentation de la production nationale qui puisse véritablement faire baisser le prix des subsistances. »

M. Fresnau, qui nous paraît un admirateur et disciple du Comte d'Argout, eût sans doute souhaité voir

caractère assez ferme pour n'avoir pas peur de ce cri : Vous rendez le pain cher ! Vous faites monter le prix de la viande, vous nous enlevez la matière première, lorsqu'il n'y a plus que l'augmentation de la production indigène nationale qui puisse réellement faire baisser le prix des substances !

Comme j'avais l'honneur de vous le dire en commençant, les gouvernements nés depuis la Restauration ont cédé à une préoccupation exclusive bien naturelle, nés sur le pavé des villes et non dans les champs, ils se sont imaginé, pourvu qu'il y ait dans les villes beaucoup d'argent dépensé, capital ou revenu, des bourses fiévreuses, des salaires nominalement élevés, des montagnes d'or et de papier, tout prospérerait, et que le sol se stérilisât-il relativement, les choses pourraient durer longtemps ainsi. C'est une erreur contre laquelle je m'inscris d'avance. Je ne veux pas m'étendre plus qu'il ne convient sur ces observations, mais j'affirme, et nous verrons si l'avenir me donnera un démenti, que l'excès de l'impôt combiné avec votre législation douanière vous conduit à des désastres et que, devant cet avenir, tout commande de choisir, parmi vous, un seul Ministre, qui, en résistant avec courage aux préjugés populaires, relèvera l'industrie qui périclite en revenant à la justice envers l'agriculture qui succombe et, par ces réformes, pourra bien mériter de son pays.

Ce n'est à rien de semblable que se prépare votre Ministère spécial de l'Agriculture pour justifier son utilité ! Que fait-il, qu'a-t-il fait depuis six semaines, sinon de signer et de présenter à votre signature des traités comme les traités avec l'Italie et la Belgique, sans y regarder de bien près ce semble, et j'ose dire presque sans l'examiner car il n'en avait même pas le temps.

Pour ces motifs, je demande qu'on ne fasse pas un Ministère de l'Agriculture, et cela non seulement dans l'intérêt de l'agriculture, de l'industrie, mais aussi dans celui du commerce, qui profite, pour un instant, de toutes les remises agricoles et industrielles, mais qui ensuite expie cruellement ces profits momentanés. Car pour acheter, il faut qu'une nation soit riche, le commerce, prospère d'abord, a son lendemain, et son jour de désastre à son tour. Pour l'industrie, pour l'agriculture, pour le commerce, ne séparez rien ; si vous voulez faire une réforme, dites que votre Conseil Supérieur du Commerce, composé différemment qu'il ne l'est, sera le Conseil de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, en échelonnant ainsi ses trois missions.

Voilà une réforme qui ne coûtera rien du tout et qui peut indiquer une bonne tendance.

Un Ministère de l'Agriculture, distinct de celui de l'Industrie et du Commerce, est un obstacle à ces réformes et c'est pour ce motif que je demande que le Sénat refuse le crédit demandé.

encore confondus les services du Ministère de l'Agriculture, du Commerce, de l'Intérieur, entre les mains du Secrétaire de la Maison du Roi.

Après avoir longuement développé sa thèse, M. Fresnau invita le Sénat à ne pas voter les crédits nécessaires à la création du Ministère de l'Agriculture.

M. Devès réfuta les arguments de l'orateur et conclut : « ...l'agriculture est la première des industries
« nationales. C'est elle qui fait vivre le Pays ; elle
« est sa plus solide richesse et, pour ma part, je suis
« convaincu que les souffrances dont on a parlé et
« dont mon devoir est d'avoir souci, trouveront un
« soulagement réel dans l'extension de la produc-
« tion agricole. Je crois que l'amélioration des cul-
« tures, le développement de toutes ces richesses qui
« sommeillent seront pour l'agriculture le meilleur
« des remèdes. S'il y a un département ministériel
« qui réponde à ces vœux du pays, c'est bien le Mi-
« nistère de l'Agriculture... Je ne puis insister
« davantage.

« Car on ne trouve, en définitive, qu'un seul argu-
« ment dans le discours de l'honorable préopinant,
« c'est la prétendue solidarité qui rendrait impossi-
« ble, selon lui, la division des services publics.

« L'honorable Sénateur a dit, en effet : « Le Minis-
« tre de l'Agriculture doit être aussi le Ministre de
« l'Industrie et du Commerce. On ne peut pas séparer
« la question de la production agricole de celle de
« l'échange des produits... Voici l'argument. Mais s'il
« est vrai.... la même solidarité existe partout, dans
« tous les services publics.

« Est-ce que la question des transports, qui est
« du ressort du Ministère des Travaux Publics, n'est
« pas solidaire de la question de l'échange et de la
« production agricoles ?

« Non, ce n'est pas dans cette solidarité purement
« nominale qu'il faut chercher un motif de repousser
« la création du Ministère de l'Agriculture. Cette
« création a sa raison d'être dans la grandeur des
« intérêts qu'il représente. Si j'osais énumérer ici les
« divers services dont ce Ministère se compose — et
« je m'en garderai puisque M. Fresnau n'a pas tou-
« ché à ce point — le Sénat verrait bien vite qu'elle
« en est l'importance.

« L'aménagement des forêts, question si vaste qui
« touche non seulement à l'intérêt des pays fores-
« tiers, mais aussi à la sécurité des bassins inférieurs,
« la question des haras, de la production chevaline,
« la diffusion de l'enseignement agricole, entendu au
« point de vue pratique, et enfin les services hydrau-
« liques, est-ce que tout cela ne constitue pas un
« ensemble de nature à légitimer la création du Mi-
« nistère de l'Agriculture ? Le champ d'action est très
« vaste ; ma seule crainte est de ne pouvoir y suffire.

« Je ne veux pas en dire davantage ; je n'ai pas
« rencontré dans la bouche de M. Fresnau d'autre
« argument que celui auquel j'ai répondu ; le Sénat
« me permettra de remonter à cette tribune si des
« critiques venaient à se produire et de répondre
« avec la brièveté qu'à l'heure actuelle un tel débat
« comporte. »

Le Sénat, adoptant les conclusions du Ministre,

vota à une forte majorité (1) les crédits proposés par la Chambre et confirma à son tour la création du Ministère de l'Agriculture.

L'étude des conditions dans lesquelles est né le Ministère de l'Agriculture nous permet de constater que la III^e République, à l'image de ses devancières, a poursuivi la politique démocratique que sa constitution commandait. Elle a réorganisé la nouvelle classe démocratique agraire par des moyens démocratiques.

Jouissant des avantages d'une administration déjà centralisée, elle a dans cette voie fait un judicieux usage du principe de la division du travail administratif.

SECTION II

Organisation intérieure du Ministère de l'Agriculture

Décret du 18 Février 1882.

Critique du nouveau Ministère.

Organisation du nouveau Ministère

L'autonomie du nouveau Ministère ainsi acquise, comment allait-on organiser le Ministère.

Etant donné qu'il n'y a pas, à proprement parler, création de Ministère, mais plutôt transfert, il ne faut pas nous attendre à voir une organisation neuve composée de toute pièce.

(1) 176 voix contre 56.

En effet, nous reportant au texte du décret du 18 Février 1882 (1), nous voyons que le nouveau Ministère n'est que la reproduction des directions de l'Agriculture, de l'ancien Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture auquel on a joint les services de l'hydraulique agricole.

Cependant, devenu autonome, le Ministère de l'Agriculture devait comporter une direction du Secrétariat et du personnel qui lui fût propre.

Il fût donc créé une Division du Secrétariat et de la Comptabilité et des Services Intérieurs. Cette division, à la tête de laquelle était un chef de division, comprenait 3 bureaux :

(1) Décret relatif à l'organisation des services de l'Administration Centrale du Ministère de l'Agriculture. (Du 18 Février 1882) :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 14 novembre 1881, portant création du Ministère de l'Agriculture ;

Vu le décret du 25 novembre 1881, relatif à l'organisation des services du Ministère ;

Sur le rapport du Ministre de l'Agriculture,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'Administration Centrale du Ministère de l'Agriculture comprend les services ci-après :

Le cabinet du Ministre,

Le secrétariat et la comptabilité.

La direction de l'agriculture,

La direction des forêts,

La direction de l'hydraulique agricole,

La direction des haras.

ART 2. — Le cabinet du Ministre comprend un bureau.

ART. 3. — Le secrétariat et la comptabilité comprennent trois bureaux :

I. Le secrétariat.

II. La comptabilité.

III. La caisse et les services intérieurs.

ART. 4. — La direction de l'agriculture comprend quatre bureaux répartis entre deux divisions, savoir :

1^{re} DIVISION

ENSEIGNEMENT AGRICOLE ET SERVICES VÉTÉRINAIRES

1^{er} bureau : Enseignement agricole.

2^e bureau : Ecoles et services vétérinaires.

- 1° Secrétariat (1) qui cumulait les fonctions des anciens bureaux du Secrétariat et du personnel de l'ancien Ministère du Commerce et de l'Agriculture ;
- 2° Comptabilité (2) qui avait les mêmes attributions que celles de l'ancien du Ministère du Commerce et de l'Agriculture ;
- 3° Service Intérieur (3) qui cumulait les fonctions de deux bureaux de la comptabilité et com-

(1) Rue de Varenne, n° 78.

(2) Boulevard St-Germain, n° 244.

(3) Boulevard St-Germain, n° 244.

2^e DIVISION

ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE, SUBSISTANCES, SECOURS, STATISTIQUE AGRICOLE

1^{er} bureau : Encouragements à l'agriculture.

2^e bureau : Subsistances, secours pour pertes matérielles et événements malheureux et statistique agricole.

ART. 5. — La direction des forêts comprend quatre services, savoir :

I. Le service du personnel et du contrôle.

II. Le service de l'aménagement et de l'exploitation.

III. Le service des reboisements et travaux.

IV. Le service du contentieux et de la comptabilité.

ART. 6. — La direction de l'hydraulique agricole comprend :

I. La division de l'hydraulique agricole formant deux bureaux :

1^{er} bureau : Irrigations et colmatages.

2^e bureau : Dessèchements, assainissements, curages et services divers.

II. Le service des études techniques et du secrétariat des commissions consultatives de la direction.

ART. 7. — La direction des haras comprend deux bureaux, savoir :

1^{er} bureau : Administration des dépôts d'étalons.

2^e bureau : Remonte des haras et encouragements à l'industrie chevaline.

ART. 8. — Les attributions des bureaux et services mentionnés ci-dessus seront déterminées par des arrêtés ministériels.

ART. 9. — Le décret du 25 novembre 1881 est rapporté.

ART. 10. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 18 février 1882.

Signé : JULES GREVY.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : DE MAHY.

prenait le service de la Caisse, du Matériel et des Archives.

Les Secours ne relevaient plus de cette division.

L'ancien bureau des Statistiques n'était pas non plus rattaché à cette division.

Les quatre Directions de l'Agriculture étaient :

Direction de l'Agriculture ;

Direction des Forêts ;

Direction Hydraulique agricole ;

Direction des Haras.

La Direction de l'Agriculture (1). — Elle était composée de 2 divisions dirigées chacune par un chef.

La première groupait en deux bureaux (2) l'enseignement agricole (3) et les Ecoles et Services Vétérinaires.

La deuxième groupait les services des encouragements à l'agriculture, des subsistances, des secours pour pertes et événements malheureux, la statistique agricole et la bibliothèque.

La Direction des Haras restait sans changement.

La Direction des Forêts (4) comprenait toujours quatre services avec leurs attributions identiques.

La Direction de l'Hydraulique Agricole (5), constituée de toutes pièces, comprit deux bureaux :

(1) Boulevard St-Germain, n° 244, Tisserand, directeur.

(2) Chaque bureau comprend un chef, un sous-chef, des rédacteurs expéditionnaires et commis.

(3) Qui comprenait la pisciculture.

(4) Rue de Varenne, n° 76.

(5) Rue de Varenne, n° 78.

1^{er} BUREAU : Personnel du service extérieur (Ingénieurs, conducteurs, chefs de sections et employés secondaires) ; canaux d'irrigation ; colmatage et submersion ; routes agricoles et solicoles ; marais salants ; amélioration de la Sologne, des Dombes, etc. Mise en valeur des communaux. Contentieux des affaires ci-dessus mentionnées.

2^e BUREAU : Ouverture de crédits. Répartition des Crédits. Police et entretien des cours d'eau non navigables ni flottables. Surveillance de la pêche fluviale. Affaires d'usines. Règlement et partage d'eaux. Dessèchement des marais. Assainissement des terres humides et insalubres. Travaux de drainages. Contentieux des affaires ci-dessus mentionnées.

SERVICE TECHNIQUE : Contrôle des projets au point de vue technique. Comptes-rendus de la marche des services extérieurs. Cartes topographiques et statistiques. Secrétariat de la Commission d'aménagement des eaux.

Le Conseil Supérieur de l'Agriculture provenant de la deuxième Section du Conseil Supérieur du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie fut réorganisé. Prenant le titre de Conseil Supérieur de l'Agriculture, il comprit, sous la présidence du Ministre, des parlementaires, des hauts Fonctionnaires et des notoriétés agricoles. Il fut divisé en quatre sections :

1^{re} Section : Agriculture.

2^e Section : Forêts.

3^e Section : Hydraulique agricole.

4^e Section : Production chevaline.

Peu de changements furent apportés dans les autres conseils, Comités ou Commissions. Nous noterons seulement la création de la Commission Consultative de l'Hydraulique agricole.

Les Services Extérieurs. — L'Inspection Générale resta organisée sur les bases de l'arrêté du 24 Mars 1878. Par contre, les circonscriptions agricoles de la France furent modifiées et réduites de 12 à 6.

Les services extérieurs des Haras ne furent en rien modifiés.

Les Forêts conservèrent leur précédente organisation de l'Inspection et de Régions d'Inspections.

Le service extérieur de l'Hydraulique fut confié soit à des conducteurs, soit à des ingénieurs détachés des Ponts et Chaussées, sous la haute surveillance d'un Inspecteur Supérieur des Ponts et Chaussées.

Quel accueil les milieux agricoles firent-ils au Ministère de l'Agriculture ?

Les milieux agricoles firent très bon accueil au nouveau Ministère de l'Agriculture. Le « Bulletin de la Société des Agriculteurs de France » (1), que l'on ne saurait soupçonner de refléter des idées par trop démocratiques, s'exprimait ainsi :

« Un acte considérable a marqué le début de la « législation : la création d'un Ministère spécial de

(1) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France* 1882. Informations, p. 498.

« l'Agriculture. Déjà l'Allemagne, les Etats-Unis,
« l'Autriche, l'Italie nous avaient devancés dans cette
« voie ; le décret constitutif du 14 Novembre 1881 en
« rapportant les précédents a eu raison d'ajouter que
« la mesure prenait, « dans notre pays, un véritable
« caractère d'urgence, si l'on considérait la situation
« difficile que traverse l'agriculture française depuis
« plusieurs années. » (1)

Et voici en quels termes M. Dampierre, Président de ladite Société (2) parlait de cette nouvelle administration :

« ...et nous avons à nous réjouir de deux faits qui
« auront peut-être une heureuse influence sur ses
« destinées : *la création d'un Ministère spécial de*
« *l'Agriculture*, et l'arrivée au pouvoir d'hommes
« d'Etat, qui ont pris récemment, à l'égard de l'agri-
« culture de tels engagements qu'il est difficile que
« nous n'en retirions pas quelques avantages ; *la sé-*
« *paration des services dont les intérêts sont si con-*
« *tradictoires* était sollicitée depuis de longues an-
« nées par ceux qui s'occupaient de nos affaires.

« Tous voyaient avec tristesse que le zèle et les
« talents des fonctionnaires chargés de la direction
« de l'agriculture officielle étaient sans cesse para-
« lysés par l'opposition manifeste qui existe entre
« les intérêts agricoles et les intérêts industriels ;

(1) Allusion à la crise du Phylloxera qui ravageait à cette époque le vignoble français.

(2) *Annuaire de la Société des Agriculteurs de France*, année 1882, session 18 Février, p. 25.

« opposition que les plus sincères désirs d'entente ne
« pouvaient parvenir à effacer et il était logique de
« ne pas maintenir dans cette situation embarrassée
« un Ministre soucieux de ses responsabilités.

« A peine le Ministère de l'Agriculture était-il
« séparé de celui du Commerce et de l'Industrie, que
« son premier titulaire, comme dégagé d'une étreinte
« douloureuse, disait à Lille aux agriculteurs réunis :
« Les barrières s'abaissent, les impôts seront dimi-
« nués et l'Agriculture recevra la large satisfaction
« à laquelle elle a droit. »

N'était-ce pas en même temps une sérieuse réfutation de la thèse que M. Fresnau avait soutenue au Sénat et que M. Dévès avait déjà flétrie par un bel éloge du nouveau Ministère de l'Agriculture ?

C'était une création d'utilité sociale, explique M. Lecouteux (1) :

« ...Il ne sera pas sans doute un Ministère à gros
« état-major, dit-il, en parlant du Ministère de l'Agric-
« culture, à forte bureaucratie, remuant des millions
« comme le font les gros ministères de la Guerre, de
« la Marine, des Finances, des l'Instruction Publi-
« que, etc... Il a ceci de très caractéristique qu'il
« représente les intérêts professionnels du grand
« nombre. C'est là sa force. Il s'adresse, non à des
« fonctionnaires dispersés dans tout le pays et rele-
« vant directement de lui, mais à des populations
« libres, indépendantes, qu'il s'agit de consulter sou-

(1) *Journal de l'Agriculture Pratique*, Décembre 1881.

« vent, de renseigner, d'instruire. Il est, en France, le
« Ministère mettant en mouvement les initiatives pri-
« vées les plus nombreuses. Tout ce qu'il fera pour
« la diffusion de l'enseignement viendra augmenter
« son prestige, son influence. Il y a des Sociétés, des
« comices qui, chacune ou chacun dans sa sphère
« d'action, sont en mesure de lui rendre concours
« pour concours, bonne volonté pour bonne volonté.
« C'est une belle et nationale mission de s'appuyer
« sur ce monde rural qui ne demande pas de privi-
« lèges et qui, par cela même, a le droit de les pour-
« suivre partout où il les rencontre. Et comme les
« agriculteurs sont plutôt des hommes de travail que
« des hommes d'agitation, ils se sont remis à la bonne
« besogne. Ils labourent, ils sèment, ils espèrent. Ils
« ont un *Ministère spécial* qui fera valoir leurs
« demandes de dégrèvements, d'organisation de cré-
« dit, de moyens de transport à bon marché, de Code
« rural et de réforme de plusieurs lois civiles. Ils
« sont prêts depuis longtemps : *l'heure est venue !* »

C'était une judicieuse division du travail, écri-
vait quelque temps après, M. de Cérès, dans le même
journal :

« La création d'un Ministère de l'Agriculture a été
« accueillie comme une excellente réforme. Il était
« utile que la première de nos industries eût sa *repré-*
« *sentation spéciale* dans les conseils du Gouverne-
« ment. Avec ses attributions actuelles qui compren-
« nent l'enseignement et le service vétérinaire, l'en-
« seignement agricole à tous les degrés, les encoura-
« gements à l'agriculture, le phylloxera, les haras, les

« forêts, l'irrigation, le drainage, les dessèchements
« et l'aménagement des eaux, le portefeuille de l'Agric-
« culture réunit un ensemble de services bien coor-
« donné et assez vaste pour occuper toute l'activité
« du Ministre compétent. »

De tels éloges se passent de commentaires.

TROISIÈME PARTIE

EVOLUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CHAPITRE V

EVOLUTION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Rôle du 3^e Bureau de la Direction de l'Agriculture.

Par ses démembrements successifs, il a formé : l'Office des Renseignements Agricoles, l'Office National de Crédit Agricole, la Direction des Services Sanitaires et Scientifiques et de la Répression des Fraudes.

Amplification des services de la Direction des Eaux et Forêts.

Les Syndicats vinrent faciliter le travail d'organisation de la production que le Ministère de l'Agriculture avait pour mission d'effectuer. Au lieu de s'adresser à des millions d'individus isolés, l'Administration de l'Agriculture allait pouvoir parler à des groupements professionnels solidement unis. Pour suivre ce mouvement syndical, le Ministère de l'Agriculture adapta son organisation aux exigences des nécessités. En 1880, le 3^e Bureau de la Direction de l'Agriculture fut chargé de l'application de la loi sur les Syndicats agricoles, de la législation agricole et reçut le nom de Bureau de la Législation Agricole.

A la même époque, afin de permettre l'application de la loi du 4 Avril 1882 sur la réglementation des pâturages communaux et de leur mise en défense et pour régler les questions relatives à la pêche fluviale, il fût créé et rattaché à la Direction des Eaux et

Forêts un service spécial dit des Améliorations pastorales de la pêche et de la pisciculture.

Par décret du 24 Février 1897, les attributions exercées par le Ministère de l'Intérieur, relativement à l'application de la loi du 3 Mai 1844 sur la police de la chasse et de l'arrêté du 19 Nivose An V sur la chasse des animaux nuisibles, furent transférées au Ministère de l'Agriculture.

Une organisation plus rationnelle bloqua en un quatrième bureau les services de la statistique et celui des subsistances. Le troisième bureau, ainsi privé de ces affaires, ne s'occupa plus que des Encouragements et de la législation agricole.

Cette charge ne tarda pas, néanmoins, à devenir trop lourde pour lui.

L'action syndicale permettait d'instituer le crédit agricole mutuel. Pour rendre plus effectives les très importantes lois du 5 Mars 1894 et du 31 Mars 1899 qui organisaient le crédit, le Ministère de l'Agriculture dut les épauler par son aide administrative.

Le troisième Bureau de la Direction de l'Agriculture fut chargé de ce travail. Mais, comme par ailleurs ce bureau avait à s'occuper de l'exécution des lois non moins importantes du 18 Juillet 1898 sur les warrants agricoles et du 16 Avril 1897 sur la répression des fraudes dans les denrées alimentaires, les produits agricoles divers et les engrais, il dut se scinder en deux parties.

L'arrêté du 31 Mai 1900 le divisa en deux sections :

Une première section, dite de Législation, fut chargée de l'exécution de la loi de 1897, et une deuxième

section fut chargée, outre la législation rurale, de l'organisation du crédit agricole (1).

La Direction de ce Bureau devenu très important fut réservée au Sous-Directeur de l'Agriculture.

Le Bureau des Subsistances qui, par son rôle de documentation prenait une importance nouvelle, recut, par décret du 25 Avril 1901 et par arrêté du

(1) Le troisième bureau était, en vertu dudit arrêté, ainsi composé :

TROISIEME BUREAU

PREMIERE SECTION

Législation rurale

Outre ses anciennes attributions, ce bureau comprenait désormais : Exécution de la loi du 16 Avril 1897, relative à la fraude des beurres et au commerce de la margarine. Personnel et contrôle de l'inspection des fabriques de margarine et d'oléo-margarine et de l'inspection régionale du commerce du beurre chimique exporté. Liquidation des frais de prélèvement et d'expertise des beurres. Fraudes dans les denrées alimentaires, les produits agricoles divers, les engrais.

DEUXIEME SECTION

Encouragement à l'Agriculture

Outre ses anciennes attributions, ce bureau comprenait désormais : Crédit agricole en France et à l'étranger. Commission de répartition des avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel (nomination secrétariat, préparation des dossiers). Législation. Demandes de crédits nécessaires au service. Attributions d'avances. Liquidation des dépenses. Transmission des documents et pièces utiles au service du contrôle et de surveillance. Warrants agricoles.

PREMIER BUREAU

PREMIERE SECTION

Police des Eaux. Dessèchement. Assainissement

DEUXIEME SECTION

Améliorations agricoles permanentes diverses :...

Utilisation agricole des eaux. Drainage. *Echange de parcelles éparses. Remembrement.* Chemins d'exploitation. Câbles. Alimentation en eau des agglomérations rurales et des exploitations agricoles. Constructions rurales. Installation des industries annexes de la ferme. Mesures destinées à encourager et à faciliter la création des associations syndicales ayant pour objet les améliorations ci-dessus désignées. Personnel extérieur du service des améliorations agricoles.

DEUXIEME BUREAU

Canaux d'irrigation et submersion. Affaires générales, etc...

14 Mai de la même année, le titre d'Office de Renseignements Agricoles. Il fut secondé dans cette tâche par des agents techniques appartenant aux services extérieurs, tout en restant attaché à la Direction de l'Agriculture.

La Direction de l'Hydraulique fut réorganisée par le décret du 27 Juin 1903 qui, après lui avoir confié les Améliorations Agricoles Permanentes, lui décerna le titre de Direction de l'Hydraulique et des Améliorations agricoles permanentes. (1).

Estimant sans doute qu'il était opportun d'intensifier la propagande en faveur de la création des Sociétés locales et des caisses régionales de crédit agricole mutuel, le Ministre de l'Agriculture fit rendre à M. Loubet, le 9 Février 1904, un décret qui détachait de la Direction de l'Agriculture le service des caisses régionales de crédit agricole et le plaçait *sous ses ordres directs*.

Le 3^e Bureau de l'Agriculture perdait ainsi la plus belle plume de son aile. Mais aurait-il pu suffire à une tâche aussi considérable que celle du service du crédit agricole ?

Aux anciens services de ce bureau, il était adjoint une inspection de la comptabilité des caisses régionales et un service de conférences.

Comme tous les autres Ministères, celui de l'Agriculture fut doté, par la loi du 31 Mars 1903, d'un contrôleur des dépenses engagées dont le service fut installé rue de Varenne en 1904.

(1) Cette direction comprit deux bureaux :

Le grand intérêt qu'avaient les cultivateurs à se voir préservés des fraudeurs qui leur causaient de gros préjudices en leur vendant des engrais et produits falsifiés, nécessitait de la part du Ministre de l'Agriculture une attention toute particulière et la prise de mesures spéciales. Le décret du 17 Octobre 1906 et la loi de Finances du 30 Janvier 1907 créaient à cet effet au Ministère de l'Agriculture un Service spécial pour la Répression des Fraudes.

Cette création était faite au détriment de la 1^{re} Section du 3^e Bureau de la Direction de l'Agriculture à qui ces fonctions étaient enlevées.

A cette même époque l'application des lois du 1^{er} Juillet 1901 et 14 Janvier 1907 relatives à la création de Sociétés de Crédit agricole, ainsi que celles du 29 Décembre 1906 réglant les avances aux Sociétés Coopératives et du 30 Avril 1906 sur les warrants agricoles, nécessitèrent l'extension du service du crédit mutuel, qui dut se scinder en deux sections et augmenter le nombre de ses inspecteurs. Il prit alors le titre de Service du Crédit Mutuel et de la Coopération agricoles.

En 1912, la Direction de l'Hydraulique et des Améliorations Agricoles fut supprimée et ses bureaux furent rattachés à la Direction Générale des Eaux et Forêts dont ils formèrent la deuxième partie.

Pendant la guerre de 1914-1918, le Ministère de l'Agriculture rendit au Pays de signalés services en organisant le ravitaillement national. Tout d'abord, un décret du 8 Septembre 1914 avait créé, sous l'autorité du Ministre du Commerce, de l'Industrie et des

P. T. T., un service chargé de concourir au ravitaillement de la population civile en facilitant l'importation et la répartition des denrées essentielles à l'alimentation. Puis, le 31 Décembre 1916, un décret transféra au Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Ravitaillement les attributions précédemment dévolues au Ministre du Commerce. (1)

Le 20 Novembre 1917, un nouveau décret joignant le Sous-Secrétariat des Transports (2) et le service du Ravitaillement, érigea un Ministère autonome du Ravitaillement et des Transports Maritimes. (3)

Après le décret du 12 Septembre 1917 qui nommait un Ministre du Ravitaillement Général, celui du 16 Novembre 1917 rattacha le service du Ravitaillement au Ministère de l'Agriculture, qui prit le titre de Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement. (4)

Par décret du 17 Novembre, il fut créé un Sous-Secrétariat d'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, qui fut chargé du ravitaillement national.

(1) Décret du 31 Décembre 1916, fixant les attributions du Ministre des Travaux Publics, des Transports et Ravitaillement en matière de Ravitaillement :

ARTICLE PREMIER. — « Les attributions relatives à l'application des « lois et règlements concernant le ravitaillement de la population civile, la « taxation et la réquisition des denrées et des substances, sont transférées « au Ministre des Travaux Publics et du Ravitaillement ».

(2) Ce Sous-Secrétariat fut érigé par décret du 31 Décembre 1917.

(3) Le décret du 10 Avril 1917, complété par celui du 29 Avril 1917, fixait l'organisation de ce Ministère.

(4) Décret du 16 Novembre 1917. — ARTICLE PREMIER. — « M. Victor « Boret est nommé Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. »

Décret du 17 Novembre 1917. — ARTICLE PREMIER. — « M. Ernest « Vilgrain est nommé Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture et « du Ravitaillement, chargé du Ravitaillement ».

Le décret du 21 Décembre 1917 complétant celui du 23 Novembre régla les moyens mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement pour l'exécution du Service du Ravitaillement.

Ce Sous-Secrétariat du Ravitaillement était un véritable petit Ministère (1) et comprenait :

Le Sous-Secrétaire d'Etat ;

Le Cabinet du Ministre ;

Le Service administratif du Cabinet ;

Le Contrôleur des dépenses engagées ;

Les Services administratifs, économiques et financiers ; (2)

(1) *Almanach National*. Série 1915-1919. Le Siècle du Sous-Secrétariat du Ravitaillement était avenue des Champs-Élysées, n° 121, 123. s

(2) SERVICES DU RAVITAILLEMENT :

Services administratifs du Cabinet. — Enregistrement et répartition du courrier. Préparation de la signature du Ministre et du Sous-Secrétaire d'Etat. Transmission des projets de loi et décrets au Président de la République, au Sénat et à la Chambre des Députés. Enregistrement et conservation des décrets et arrêtés, ampliations. Insertions au « Journal Officiel » et au « Bulletin des Lois ». Distinctions honorifiques françaises ou étrangères. Préparation des audiences du Sous-Secrétaire d'Etat. Affaires réservées.

Contrôles des dépenses engagées. — Services administratifs, économiques et financiers. — Statistiques (production, importation, consommation, cours des denrées). Législations étrangères, documentation générale. Publication des documents officiels relatifs au ravitaillement. Etudes économiques diverses. Mesures à envisager pour la fin de la guerre et pour l'après-guerre en ce qui concerne le ravitaillement. Questions relatives au blocus. Prohibition d'importation et d'exportation et dérogations. Etudes législatives, préparation des projets de loi, décrets, arrêtés, règlements, documents à soumettre aux commissions parlementaires, secrétariat administratif des divers comités consultatifs auprès du Sous-Secrétariat d'Etat. Economies. Mesures de restrictions volontaires et obligatoires. Contrôle de l'application de ces mesures. Physiologie en ce qui touche les questions d'alimentation. Ravitaillement des régions récupérées. Rapports avec les chambres de commerce dotées pour ce ravitaillement. Prisonniers de guerre. Contentieux, répression de la spéculation et des manœuvres d'accaparement en matière de ravitaillement.

Service financier. — Préparation du budget. Ordonnancement. Caisse. Comptabilité budgétaire. Comptabilité du compte spécial. Compte définitif des dépenses. Matériel (mobiliier de l'hôtel et des bureaux, fournitures de bureau,

- 1 Direction des Céréales et Importations ;
- 1 Direction des Vivres ;
- Le Service des Colonies et des Régions Envahies ;
- 1 contrôle des Stocks et Céréales.

Après avoir rendu à la France les services que chacun sait, le Sous-Secrétariat du Ravitaillement disparut du cadre administratif, le 20 Juillet 1919.

chauffage, éclairage, lingerie). Assurances maritimes, terrestres ou autres. Inspection et contrôle financier à l'extérieur.

Services des Etudes et Informations. — Rapports avec la Presse.

Service de la Carte d'Alimentation. — Salle du Jeu de Paume, aux Tuileries (1^{er}).

Services techniques et des Fabrications. — 26, rue de Bassano.

Sous-Direction des Subsistances Militaires (y compris la section du ravitaillement). — Ministère de la Guerre.

Inspection technique des Subsistances. — Comprenant : a) Section des Fabrications ; b) Section de l'outillage mécanique ; c) Section de l'organisation du travail ; d) Section des succédanés.

Inspection générale du Ravitaillement (Service Central et Missions). — 88, rue de Grenelle (VII^e).

Sous-Direction des Essences et Combustibles. — 86, rue de Grenelle (VII^e).

Service des Transports terrestres. — 26, rue de Bassano (XVI^e).

Service du Personnel. — 121, Avenue des Champs-Élysées (VIII^e).

Direction des Céréales et des Importations. — 26, rue de Bassano (XVI^e).

- a) Céréales exotiques ;
- b) Céréales indigènes ;
- c) Contrôle des moulins et boulangeries (biscuiteries, dérogations).
- d) Transports maritimes ;
- e) Transit et cabotage.

Direction des Vivres. — 26, rue de Bassano (XVI^e).

- a) Ravitaillement civil, coopératives ;
- b) Coopératives d'armes et centre de denrées ordinaires ;
- c) Légumes secs, riz, pâtes ;
- d) Viandes et graisses, lait, beurre, fromage. (Bureaux, 83, rue Grenelle (VII^e).
- e) Pommes de terre et fourrages. (Bureaux 83, r. de Grenelle (VII^e))
- f) Sucre, saccharine, café, chocolat ;
- g) Liquides (vins, cidre, bières).

Service des Colonies et des Régions Envahies. — 26, r. de Bassano (XVI^e).

- a) Algérie et Tunisie ;
- b) Maroc ;
- c) Colonies ;
- d) Régions occupées par l'ennemi.

Contrôle des Stocks de Céréales. — 56, rue de Bellechasse (VII^e).

Depuis, le Ministère a repris sa structure d'avant-guerre.

Nous signalerons, en terminant, les services que rend aux campagnes le quatrième Bureau de la Direction des Eaux et Forêts du Génie Rural qui, créé pour l'exécution des lois de 1920 et du 27 Février 1923, sur l'électrification des campagnes, rationalise dans les campagnes la distribution de l'énergie électrique et subventionne généreusement les collectivités qui veulent en faire usage.

Composition du Ministère de l'Agriculture

ADMINISTRATION CENTRALE

MINISTRE

Cabinet du Ministre

BUREAU DU CABINET

1° ENREGISTREMENT GÉNÉRAL, SIGNATURE

Enregistrement général. — Ouverture, enregistrement et distribution des dépêches à l'arrivée. — Correspondances particulières. — Demandes d'audience. — Affaires réservées. Rapports avec le *Journal Officiel*, la Chambre et le Sénat, à la Chambre des Députés et au Conseil d'Etat. — Promulgation des lois. — Archives parlementaires. — Réunion des documents pour les discussions dans les Chambres.

Centralisation de toutes les pièces émanant des services, pour être soumises à la signature du Ministère.

2° DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Propositions pour les distinctions honorifiques. — Nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'Honneur. — Décorations étrangères. — Nominations et promotions dans l'ordre du Mérite Agricole. — Médailles d'honneur aux vieux ouvriers de l'agriculture.

CONTROLE DES DEPENSES ENGAGEES

CONTROLE DE L'EXECUTION DU BUDGET

DIRECTION DU SECRETARIAT, DU PERSONNEL CENTRAL ET DE LA COMPTABILITE

1^{er} BUREAU

SECRÉTARIAT, PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE,
SECOURS, MATÉRIEL, BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES

1^{re} Section

SECRÉTARIAT, PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE,
SECOURS

Secrétariat. — Conservation des décrets et arrêtés originaux. — Délivrance des ampliations aux services intéressés. — Insertions au *Bulletin des Lois* et distribution. — Légalisations. — Franchises postales et télégraphiques.

Conseils judiciaires du Ministère. — Service médical. — Rapports avec les représentants de ces différents Conseils et Services. — Correspondance générale avec les ministères. — Réponses, pour l'ensemble des services du Ministère, aux demandes de renseignements émanant des autres Administrations, des Commissions parlementaires, etc.

Personnel. — Examen, pour avis, en vue de l'uniformité des principes, de tous les projets de statuts et règlements concernant le personnel relevant du Ministère de l'Agriculture. — Personnel de l'Administration centrale et gens de service. — Nominations, avancements, mutations, intérim, congés, retraites et mesures disciplinaires. — Création et suppression d'emplois. — Feuilles de notes, registres, contrôle, états de service et renseignements sur le personnel. — Préparation des tableaux d'avancement. — Secours aux employés, à leurs veuves et orphelins. — Indemnités et gratifications de toute nature. — Règlement des travaux extraordinaires exécutés en dehors des heures réglementaires. — Règlement des pensions de retraite du personnel de l'Administration centrale et des services extérieurs. — Constitution des dossiers et liquidation des retraites. — Etablissement des titres des fonctionnaires placés en service détaché.

Emplois réservés aux victimes de la guerre. — Etat des prévisions trimestrielles de vacances. — Nominations et avis de nomination des candidats classés.

Questions générales et affaires qui ne ressortissent spécialement à aucun service.

2^e Section

MATÉRIEL

Travaux d'entretien et de réparation des bâtiments. — Examen des devis des entrepreneurs. — Chauffage, éclairage

et matériel y ressortissant. — Conservation du mobilier de l'hôtel du Ministre et des bureaux. — Tenue des registres d'inventaire.

Personnel des gens de service. — Surveillance, habillement, tenue et classement des dossiers, etc.

Matériel de l'Administration centrale. — Fournitures de bureau, conservation et tenue du magasin de ce matériel.

Adjudications et marchés. — Journal et livre de compte avec les fournisseurs.

Liquidation des dépenses intérieures du Ministère. — Courrier au départ et à l'arrivée. — Contreseing. — Tenue des livres d'affranchissements postaux et télégraphiques. — Contrôle des dépenses. — Services téléphoniques, personnel et matériel. — Réception et expédition des colis. — Tenue des registres du contrôle, acquits à caution, etc.

3^e Section

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES

Classement et tenue du catalogue de la bibliothèque. — Encouragements aux auteurs d'ouvrages agricoles. — Souscriptions, achats et répartition des volumes.

Constitution de bibliothèques dans les communes rurales. — Dons d'ouvrages aux associations agricoles. — Attribution de prix aux lauréats des cours d'enseignement, des concours et des expositions agricoles. — Abonnements. — Publications. — Journaux. — Annuaire du Ministère : rédaction et distribution. — Insertion des annonces.

Archives. — Réception et classement des dossiers. — Dépôt des circulaires et instructions ministérielles. — Communication de pièces.

Dépôt des livres. — Réception et prise en charge des ouvrages. — Tenue de l'inventaire des livres d'entrées et de sorties et du compte spécial pour chaque ouvrage en distribution. — Préparation et expédition des envois de livres. — Tenue du livre d'expédition. — Impressions de l'Administration centrale et des services extérieurs. — Commandes à l'Imprimerie Nationale. — Journal et livres de comptes et de contrôle des dépenses d'impressions.

Magasin d'approvisionnement d'imprimés, registres et formules spéciales. — Expédition des imprimés aux services extérieurs. — Autographies. — Tirages à nombre limité.

2^e BUREAU

1^{re} Section

COMPTABILITÉ EN DENIERS

a) Budget et ouverture de crédits.

Préparation du budget annuel et des lois de crédits additionnels.

Centralisation de tous les documents à fournir aux Commissions de la Chambre et du Sénat relatifs au budget.

Décrets de fonds de concours.

Décrets pour dépenses d'exercices clos.

Correspondance avec le Ministre des Finances et les Commissions financières du Parlement.

b) Ordonnancement et tenue des écritures.

Préparation des ordonnances et des extraits destinés aux trésoriers-payeurs généraux.

Correspondance avec les ordonnateurs secondaires (préfets, ingénieurs, conservateurs).

Tenue des livres auxiliaires de la comptabilité de deniers.

Comptabilité des créances d'exercices clos ou périmés.

Comptabilité des fonds de concours.

c) Comptes définitifs et lois de règlement des exercices.

Dépouillement des situations mensuelles des ordonnateurs et des payeurs.

Situation provisoire ; situation définitive des exercices financiers.

Préparation et impression du compte définitif annuel pour servir au projet de loi de règlement de l'exercice.

d) Cour des Comptes.

Correspondance relative aux observations et critiques contenues dans le rapport annuel au Président de la République.

Réponses aux référés sur questions diverses.

Examen et transmission aux agents comptables des injonctions contenues dans les arrêts de la Cour.

2^e Section

COMPTABILITÉ-MATIÈRES ET COMPTABILITÉ
DES SOCIÉTÉS DE COURSES ET DU PARI MUTUEL

a) Comptabilité des matières de consommation et de transformation. — Vérification des opérations effectuées par

les comptables dans les établissements ressortissant au Ministère.

Dépouillement des situations trimestrielles et des pièces justificatives des réceptions et des livraisons. — Examen et contrôle des écritures adressées par chaque comptable en fin de gestion.

Résumés généraux, par nature d'objets et par service, des entrées et des sorties résultant des dépouillements opérés.

Préparation et impression du compte général annuel des matières à soumettre au jugement de la Cour des Comptes.

Correspondance avec la Cour des Comptes, relativement aux observations présentées, aux éclaircissements réclamés et aux déclarations prononcées.

b) Comptabilité mobilier. — Tenue et mise à jour de l'inventaire quinquennal du mobilier pour chacun des établissements ci-dessus.

Dépouillement des bordereaux trimestriels d'augmentations et de diminutions. — Récolement annuel des inventaires.

c) Examen et vérification de la comptabilité des sociétés de courses. — Vérification et inspection sur place des opérations du Pari Mutuel (Paris et départements).

Commissions interministérielles d'examen des comptes et budgets des sociétés de courses. — Notification des observations faites.

Vérification et contrôle des versements à opérer par les sociétés à la Caisse des Dépôts et Consignations et au Trésor Public, en faveur des œuvres de bienfaisance, d'hygiène et de l'élevage, et des établissements d'enseignement agricole. — Constatation de l'exactitude des sommes encaissées et notification aux services intéressés des crédits qui leur sont affectés.

Réglementation du Pari Mutuel.

Législation des paris aux courses.

3^e Section

CAISSE

Païement des appointements et salaires, des indemnités diverses, des frais de tournées, des avances pour missions, des dépenses courantes de matériel.

Païement des dépenses des comités et commissions.

Paiement des dépenses du Concours général agricole et du Concours central hippique.

Encaissement au Trésor Public du montant des ordonnances émises pour les dépenses ci-dessus.

Délivrance aux créanciers des mandats de paiement sur la caisse du payeur central du Trésor.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE

1^{er} BUREAU

ENSEIGNEMENT AGRICOLE — ÉCOLES

1^{re} Section

INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE ET ÉCOLES NATIONALES

Institut national agronomique et sections d'application. — Ecoles nationales d'agriculture. — Ecole nationale d'horticulture. — Ecole nationale des industries agricoles. — Préparation et approbation des budgets. — Organisation des concours pour la nomination du personnel et l'admission des élèves. — Répartition des bourses. — Examen, approbation et liquidation des programmes de travaux (loi du 5 Août 1920). — Etude des questions concernant la cinématographie agricole. Attribution de subventions aux communes (loi du 5 Avril 1923).

2^e Section

ÉCOLES D'AGRICULTURE ET FERMES-ÉCOLES

Ecoles pratiques d'agriculture. — Ecoles techniques agricoles spécialisées. — Fermes-écoles. — Administration des écoles. — Organisation des concours pour la nomination du personnel et l'admission des élèves. — Préparation et approbation des budgets. — Préparation des conventions avec les départements et les communes (loi du 2 Août 1918). — Enquêtes en vue de l'attribution de la personnalité civile. — Répartition des bourses. — Examen, approbation et liquidation des programmes de travaux (loi du 5 Août 1920).

2^e BUREAU

ENSEIGNEMENT AGRICOLE — ENSEIGNEMENT DÉPARTEMENTAL ET COMMUNAL

Inspection générale de l'agriculture. — Direction des services agricoles, et chaires d'agriculture. — Enseignement

féminin. — Ecole nationale d'agriculture pour jeunes filles et section normale supérieure d'enseignement agricole et ménager. — Ecoles ménagères agricoles fixes ou ambulantes. — Ecoles d'agriculture saisonnières fixes ou ambulantes. — Enseignement postscolaire agricole et ménager. — Comptabilité générale des services de l'enseignement agricole. — Rapports avec le service du contrôle des dépenses engagées.

3^e BUREAU

ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE

Offices agricoles régionaux et départementaux. — Répartition des subventions de l'Etat aux offices agricoles. — Chambres d'agriculture. — Académie d'agriculture. — Grandes associations agricoles d'intérêt général. — Répartition des subventions aux syndicats d'élevage. — Attribution de médailles aux sociétés et comices agricoles. — Application des lois concernant les primes à la sériciculture. — Attribution des primes et des frais de surveillance.

Préparation et organisation du concours général de Paris. — Concours spéciaux de races. — Concours de prime d'honneur et de prix cultureux, d'irrigation, d'horticulture et de petite culture. — Missions agricoles en France et à l'étranger. — Congrès et expositions intéressant l'agriculture et l'industrie agricole en France et à l'étranger. — Comité central de culture mécanique.

4^e BUREAU

MUTUALITÉ AGRICOLE ET LÉGISLATION RURALE

1^o *Mutualité*. — Législation et jurisprudence relative à la mutualité agricole.

Contrôle de l'application de la loi du 5 Août 1920.

Assurances mutuelles agricoles. — Réassurances. — Propagande et encouragements à la création et au développement des sociétés d'assurances agricoles.

Assurances contre les accidents du travail dans l'agriculture (Application de la loi du 15 Décembre 1922). — Subventions aux caisses d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents.

Coopération agricole. — Coopératives et syndicats. — Propagande et encouragements à la création et au développement des sociétés coopératives agricoles.

Conseil supérieur de la petite propriété rurale. — Enquête permanente sur les mesures propres à faciliter l'accroissement de la petite propriété (France et étranger). — Prêts aux pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre (allocations à la charge de l'Etat).

Recherche et centralisation des renseignements sur le fonctionnement et le développement des œuvres de mutualité agricole en France et à l'étranger. — Statistiques.

2° *Législation.* — Etude des propositions de loi et préparation de projets de loi et décrets relatifs à l'agriculture et à l'industrie agricole. — Examen au point de vue juridique des projets de textes législatifs ou réglementaires préparés par les divers services de la direction de l'agriculture. — Reconnaissance des associations agricoles comme établissements d'utilité publique. — Dons et legs à ces établissements. — Examen des statuts des sociétés d'agriculture et des comices agricoles. — Législation concernant les syndicats et groupements agricoles. — Classification et analyse des lois, arrêtés, décrets, documents administratifs de toute nature et documents parlementaires intéressant l'agriculture et l'industrie agricole en France et à l'étranger. — Centralisation et analyse des vœux formulés en faveur de l'agriculture et de l'industrie agricole. — Centralisation de la jurisprudence intéressant l'agriculture et l'industrie agricole ainsi que le commerce de leurs produits.

Affaires contentieuses relevant de la direction de l'agriculture.

OFFICE DE RENSEIGNEMENTS AGRICOLES

1^{re} Section

AFFAIRES TECHNIQUES

Conseil supérieur de l'agriculture.

Etudes techniques et comparées relatives à l'agriculture en France et à l'étranger.

Conservation, transformation et utilisation des produits de l'agriculture et de l'industrie agricole.

Législation concernant la vente des produits de l'agriculture et de l'industrie agricole. — Affaires contentieuses relatives au commerce des produits agricoles. — Mesures à prendre pour en favoriser le transport et la vente.

Questions économiques, douanières et fiscales. — Con-

vention et traités internationaux intéressant l'agriculture et l'industrie agricole.

Economie rurale. — Charges financières et économiques de l'agriculture et de l'industrie agricole. — Propriété foncière et modes d'exploitation du sol. — Prix de revient.

Mesures propres à améliorer la production animale et végétale. — Sélection. — Livres généalogiques et zootechniques. — Service des épiphyties. — Comité des épiphyties.

Contrôle des graines de vers à soie. — Inspection phytopathologique, délivrance des certificats pour l'exportation.

2^e Section

ENQUÊTES ET STATISTIQUES AGRICOLES

Recherche et centralisation des renseignements sur la production, les disponibilités, les besoins de la consommation et le commerce en France et à l'étranger des produits de l'agriculture et de l'industrie agricole, ainsi que des matières nécessaires pour assurer leur production et leur conservation.

Centralisation et dépouillement des enquêtes, des monographies et des statistiques agricoles périodiques et non périodiques.

Comité consultatif de statistique agricole.

Commissions communales et commissions cantonales de statistique agricole. — Correspondants de l'office de renseignements agricoles, Conseillers d'agriculture de la France dans les colonies françaises et à l'étranger.

3^e Section

SERVICE PUBLIC DE DOCUMENTATION AGRICOLE

Recherche, centralisation et classement de toute la documentation française et étrangère sur les questions comprises dans les attributions des directions et services du Ministère de l'Agriculture. — Traductions. — Communication au Parlement, aux administrations publiques, aux offices départementaux et régionaux agricoles, aux groupements agricoles et aux particuliers de ladite documentation, soit sur place, soit par correspondance. — Relations avec l'Institut international d'agriculture et institutions similaires. — Vulgarisation sous toutes formes utiles de la documentation intéressant, à tous points de vue, l'agriculture et l'industrie agricole. — Publications de toute nature faites en vue de cette

vulgarisation. — Informations concernant le commerce des produits agricoles, des matières premières et de l'outillage agricole. — Vulgarisation des résultats obtenus par les services d'expérimentation des offices agricoles (loi du 6 Janvier 1919).

DIRECTION GENERALE DES EAUX ET FORETS

PREMIERE PARTIE. — FORETS

BUREAU DU PERSONNEL

Organisation — Personnel et Enseignement forestier — Pensions

1^{re} Section

ORGANISATION ET PERSONNEL

Organisation générale et territoriale.

Statut du personnel.

Inspection générale.

Personnel des officiers : nominations, mutations, retraites, etc., feuilles de notes, avancements, mesures disciplinaires.

Personnel des commis et des préposés : conditions d'admission aux emplois. — Candidats civils et candidats militaires.

Nominations, mutations, retraites, etc., feuilles de notes, avancements, mesures disciplinaires.

Concours pour l'accession au grade de brigadier et au grade de garde général. — Concours d'admission à l'Ecole secondaire et à l'Ecole d'enseignement technique et professionnel des Barres.

Médailles d'honneur des Eaux et Forêts.

Secours au personnel, aux veuves et aux orphelins.

2^e Section

ENSEIGNEMENT FORESTIER — PENSIONS — AFFAIRES DIVERSES

Affaires générales : traitements et indemnités diverses. — Frais de bureau et frais d'écritures. — Auxiliaires temporaires. — Congés, intérim, missions, stages d'études. — Distinctions honorifiques (titre civil) : Légion d'honneur, Palmes académiques, Mérite agricole, décorations diverses. Revision des contributions dues par les communes et par

les établissements publics pour frais de garderie des forêts soumises au régime forestier. — Subventions aux communes.

Affaires militaires : organisation, affectations, mobilisation, hospitalisation, etc.

Décorations (titre militaire) : Légion d'honneur et Médaille militaire.

Enseignement forestier : Ecole nationale des Eaux et Forêts : admission, personnel, règlements intérieurs et programme d'enseignement, bourses, indemnités.

Ecole secondaire et école d'enseignement technique et professionnel des Barres : personnel, règlements intérieurs, programmes d'admission et d'enseignement, indemnités.

Pensions. — Crédits d'inscription. — Etablissement des dossiers de liquidation. — Commissions de réforme. — Avances sur pensions. — Allocations annuelles. — Revisions. — Validation des services rendus en qualité d'auxiliaires. — Personnel détaché : versements pour le service des pensions civiles.

Bonification des pensions de retraite des préposés communaux domaniaux et des gardes-forestiers auxiliaires. — Rapports avec la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse. — Allocations renouvelables aux anciens préposés forestiers communaux et à leurs veuves.

Budget et comptabilité du bureau.

1^{er} BUREAU

CONTENTIEUX — Législation — Matériel des Eaux et Forêts
Police de la Chasse — Pêche et Pisciculture

1^{re} Section

CONTENTIEUX ET Législation

Contentieux civil et correctionnel. — Questions de propriété, de servitude et d'usage. — Cantonnements et rachats. — Echanges, partages dans les bois domaniaux, communaux et d'établissements publics. — Instances administratives et judiciaires. — Examen des demandes d'honoraires hors taxe. — Centralisation des jugements et arrêts rendus en matière forestière. — Instances correctionnelles. — Appels. — Pourvois en cassation et au Conseil d'Etat. — Mesures à prendre contre les insolvable. — Examen des divers états relatifs à la répression des délits. — Remises et modérations de condamnations : cessation de poursuites, abandon de

procès-verbaux, transactions. — Etude des questions litigieuses intéressant les différents services et déferées spécialement à l'examen de la section. — Etablissement et vérification des créances concernant les frais d'instance en matière civile ou correctionnelle et les salaires dus aux conservateurs des hypothèques. — Contentieux des acquisitions. — Projets de contrats. — Liquidation des acquisitions et expropriations.

Incendies dans les forêts : réglementation relative à la protection des forêts et législation. — Indemnités et gratifications aux sauveteurs. — Statistique des incendies.

2^e Section

MATÉRIEL DES FORÊTS — POLICE DE LA CHASSE

Examen des rapports présentés par les conservateurs aux conseils généraux et d'arrondissement.

Ecole nationale des Eaux et Forêts, Ecole secondaire et Ecole d'enseignement technique et professionnel des Barres (matériel et budget).

Impression des circulaires. — Bibliothèques forestières. — Fourniture de matériel (marteaux, plaques, médailles, machines à écrire, automobiles, etc.). — Téléphone. — Transport de matériel. — Imprimés.

Habillement, équipement et armement. — Masse d'entretien de l'habillement.

Chasse. — Application de la loi du 3 Mai 1844 sur la police de la chasse et de l'arrêté du 19 Pluviôse an V relatif à la destruction des animaux nuisibles. — Examen des arrêtés réglementaires des préfets sur la police de la chasse et des affaires connexes. — Ouvertures et clôtures de la chasse. — Législation. — Commission permanente de la chasse. — Délivrance des permis de transport du gibier vivant.

Louveterie. — Destruction des animaux nuisibles. — Répression du braconnage. — Encouragements aux fédérations et sociétés de chasse.

3^e Section

PÊCHE ET PISCICULTURE

Pêche et chasse au gibier d'eau. — Adjudications. — Amodiations amiables. — Licences. — Cahiers des charges. — Réserves de pêche. — Examen des arrêtés préfectoraux

réglementant l'exercice de la pêche et des déversements industriels. — Ouverture et clôture de la pêche. — Répression du braconnage. — Législation de la pêche. — Conseils et commissions.

Pisciculture. — Création et entretien d'établissements de pisciculture. — Echelles à poissons. — Expositions de pisciculture. — Subventions et encouragements aux départements, communes, établissements publics, universités, sociétés de pêche et de pisciculture, syndicats de pisciculteurs et de pêcheurs et aux particuliers.

2^e BUREAU

AMÉNAGEMENT ET GESTION

1^{re} Section

AMÉNAGEMENTS, EXPLOITATION AU COMPTE DE L'ÉTAT

Préparation des plans de campagne annuels pour l'étude d'aménagement. — Vérification des états. — Aménagements domaniaux et communaux. — Règlements et plans spéciaux d'exploitation. — Revision périodique, contrôle des aménagements. — Application des aménagements sur le terrain. — Plans des forêts. — Délimitations et bornages. — Etats d'assiette. — Coupes d'amélioration de toute nature. — Produits accidentels en bois ; chablis, bois morts et déperissants. — Recépages, élagages et essartements. — Délivrance de bois aux services publics. — Cession de bois de chauffage.

Travaux de régénération, de démasclage et de mise en valeur des forêts de chêne-liège. — Exploitations en régie de toute nature.

Questions économiques. — Importations, exportations, mercuriales, régime douanier. — Emploi industriel des bois et des produits divers des forêts.

Classement et régime des forêts de protection, indemnités dues aux propriétaires et usagers. — Conservation et régie des bois non soumis au régime forestier.

Statistiques. — Recherches et expériences scientifiques. — Météorologie forestière.

2^e Section

RÉGIME FORESTIER, GESTION, BUDGET ET COMPTABILITÉ

Constitution et établissement du régime forestier domanial. — Affectation aux divers services publics (champs de

tir, de manœuvres, etc.). — Régime forestier communal et des établissements publics. — Soumission et distraction. — Défrichements et aliénations. — Coupes extraordinaires dans les bois des communes et des établissements publics. — Ventes des coupes et des produits de toute nature dans les forêts soumises au régime forestier. — Cahier des charges générales, rédaction et application. — Cahier des clauses spéciales. — Interprétation des clauses de toute nature relatives aux ventes. — Lieux et publicité des ventes. — Mise en charge sur les coupes. — Concessions et locations ; terrains, carrières, mines, minières, résines, écorces, liège menus produits. — Questions forestières soulevées par l'application des lois sur l'utilisation de l'énergie hydraulique et sur les distributions d'électricité.

Amodiations du droit de chasse dans les forêts de l'Etat. — Cahier des charges : rédaction et interprétation, cession de baux. — Location de la pêche dans l'intérieur des forêts.

Chasses réservées. — Entretien et exploitation.

Exercice de la dépaissance et autres tolérances dans les bois soumis au régime forestier.

Règlement des frais d'administration des bois des communes et des établissements publics. — Constatation de tous les produits principaux, accidentels et accessoires, vendus ou cédés à prix d'argent. — Tenue des livres et comptes correspondants. — Comptes partiels et définitifs des budgets des recettes. — Budget des dépenses. — Comptabilité.

3^e BUREAU

REBOISEMENT — AMÉLIORATIONS PASTORALES — ACQUISITIONS TRAVAUX

1^{re} Section

REBOISEMENT ET AMÉLIORATIONS PASTORALES

Création et entretien des pépinières et sécheries affectées aux travaux de reboisement. — Récoltes, achats et essais de graines. — Délivrance de plants et de graines à prix d'argent. — Concessions à charge de repeuplement. — Rémunérations pour travaux aux préposés domaniaux. — Etablissement des périmètres d'utilité publique, de restauration et de mise en défense. — Délimitation et bornage de ces périmètres. — Travaux et marchés. — Subventions en nature, en argent, et en travaux. — Indemnités à allouer aux pro-

priétaires conservant la propriété des terrains situés dans les périmètres. — Examen de l'utilité et de la convenance des acquisitions de terrains nus et boisés au point de vue de la restauration et de la conservation des terrains en montagne.

Etudes et travaux relatifs à la mise en valeur, à l'aménagement et à l'amélioration des pâturages communaux dans les régions pastorales et forestières. — Application de la loi du 4 Avril 1882 en ce qui concerne la réglementation des pâturages communaux. — Amélioration des vacants domaniaux, aménagement et utilisation agricole des eaux dans les régions montagneuses. — Création et entretien de chemins pastoraux et de fruitières dans les pâturages de montagne. — Parcs nationaux, jardins alpins, stations d'essais botaniques. — Pépinières scolaires.

2° Section

TRAVAUX DANS LES FORÊTS DOMANIALES ET LES DUNES DÉFRICHEMENTS — TOURISME

Repeuplements. — Substitutions d'essences. — Dégagement des semis et plantations. — Emondage des réserves.

Création et entretien des pépinières en forêts domaniales. — Répartition des plants et des graines. — Délivrance de plants et de graines à prix d'argent. — Concessions à charge de repeuplements. — Rémunération des préposés domaniaux pour travaux. — Dunes. — Travaux de mise en valeur, d'entretien, de conservation et de fixation des dunes du littoral maritime. — Subventions aux communes et aux particuliers.

Routes. — Chemins. — Ponts. — Construction, réparation, entretien. — Acquisitions de terrains qui s'y rattachent ; projets de contrats. — Cessions de terrains pour ouverture et exploitation de voies ferrées, de routes nationales, départementales, vicinales, rurales, etc. — Subventions aux compagnies, aux départements et aux communes pour établissements de voies de toute nature utiles à l'exploitation des forêts domaniales. — Indemnités pour dégradations extraordinaires. — Etude de chemins forestiers dans les forêts communales.

Construction, réparation et entretien des maisons forestières, scieries et bâtiments divers. — Acquisition et location de bâtiments et terrains pour le même objet. — Acquisition et entretien des mobiliers des maisons forestières et

bâtiments divers. — Remise à l'Administration des Domaines des immeubles et matériaux sans emploi. — Clôture et assainissement des forêts. — Curage des ruisseaux.

Ouverture des tranchées garde-feu et précautions à prendre contre les incendies. — Subventions aux collectivités pour mesure de protection contre les incendies de forêts.

Embellissement et mise en valeur des beautés naturelles des forêts. — Conservation des sites, des massifs et des arbres remarquables. — Séries artistiques. — Aménagement touristique de certaines forêts. — Routes et sentiers touristiques. — Refuges et abris. — Aménagement de maisons forestières. — Rapports avec les associations de tourisme. Publications de notices et itinéraires. — Conférences, fêtes de l'arbre.

Défrichement des bois particuliers. — Examen des déclarations. — Procédure. — Notification des décisions.

Acquisition de forêts.

Tableau général des propriétés de l'Etat ; revision annuelle. — Expositions forestières, organisation et matériel. — Primes et médailles.

DEUXIEME PARTIE — EAUX ET GENIE RURAL

1^{er} BUREAU

ENTRETIEN ET CONSERVATION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES
NI FLOTTABLES — PROTECTION CONTRE LES EAUX NUISIBLES
— TRAVAUX COMMUNAUX D'ADDUCTION D'EAU POTABLE.

A. Entretien et conservation des cours d'eau non domaniaux. — Protection contre les eaux nuisibles

Curages. — Faucardements. — Mesures de protection contre la pollution des cours d'eau non domaniaux et des nappes souterraines.

Police des égouts : réglementation des déversements industriels et des égouts.

Dessèchement des marais. — Suppression des étangs insalubres. — Assainissement des terres humides et insalubres. — Marais salants. — Travaux de défense contre les cours d'eau et contre la mer.

Dérivation des eaux souterraines, des sources et des cours d'eau non domaniaux en vue de l'alimentation en eau potable. — Inventaire des ressources aquifères du sous-sol.

B. Travaux communaux d'adduction d'eau potable.

Répartition des subventions allouées : 1° aux communes des régions non envahies, sur les fonds provenant des prélèvements effectués sur le Pari Mutuel et sur le produit des jeux (article 102 de la loi du 31 Mars 1903 et article 46 de la loi du 31 Juillet 1920) ; 2° aux communes des régions libérées sur les fonds du Pari Mutuel (article 36 de la loi du 12 Août 1919).

Examen des demandes de subsides. — Propositions à soumettre à la Commission spéciale de répartition. — Paiement des subventions. — Déclaration d'utilité publique des captages de sources et des dérivations projetés par les communes.

2^e BUREAU

AMÉNAGEMENT AGRICOLE DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES
NI FLOTTABLES — IRRIGATIONS — FORCES HYDRAULIQUES

A. Aménagement agricole des cours d'eau non domaniaux. —
Canaux d'irrigation. — Personnel de l'hydraulique agricole. — Comptabilité.

Police des eaux : réglementation des prises d'eau. — Partages d'eau entre l'agriculture et l'industrie.

Canaux d'irrigation et de submersion exécutés par l'Etat, les départements, les communes, les compagnies concessionnaires, les associations syndicales et autres collectivités. — Réservoirs et prises d'alimentation de ces canaux.

Personnel des services extérieurs de l'hydraulique agricole ; fonctionnaires et agents détachés ; inspection générale de l'hydraulique agricole ; adjoints techniques et dames employées de l'hydraulique agricole ; gardes des canaux et barrages réservoirs. — Service des forces hydrauliques. — Propositions pour les distinctions honorifiques.

Préparation du budget. — Ouverture et répartition des crédits. — Comptabilité des travaux exécutés par l'Etat, des garanties d'intérêt et des subventions accordées aux entreprises d'hydraulique et de génie rural. — Surtaxes temporaires d'irrigation (loi du 3 Mai 1921). — Commission de vérification des comptes des grandes entreprises d'hydraulique agricole.

B. Forces hydrauliques

Etudes et travaux d'amélioration du régime des cours d'eau non domaniaux. — Observations hydrométriques et

nivométriques. — Etudes agricoles des plans d'aménagement. — Jaugeage des cours d'eau.

Examen, au point de vue des intérêts de l'agriculture, des demandes de concession d'usines hydrauliques et de distribution d'énergie.

3^e BUREAU

GÉNIE RURAL — PERSONNEL — ENSEIGNEMENT — AMÉLIORATIONS
FONCIÈRES ET AGRICOLES

A. Personnel. — Enseignement.

Organisation générale du Service du Génie rural.

Personnel. — Inspection générale. — Concours. — Nominations. — Préparation des tableaux d'avancement. — Mutations, intérim, congés, retraites, secours. — Distinctions honorifiques. — Mesures disciplinaires. — Règlement des frais de tournées.

Fourniture de matériel (instruments de précision, machines à écrire, etc.). — Téléphones.

Enseignement de l'hydraulique agricole et du génie rural. — Ecole supérieure du génie rural. — Personnel. — Bourses.

Comité d'études scientifiques. — Coordination et publication des travaux de ce comité.

B. Améliorations foncières et agricoles

Améliorations agricoles permanentes et diverses. — Mise en valeur des terrains incultes, marécageux, bourbeux, salés, etc. — Utilisation agricole des eaux. — Drainage. — Echanges de parcelles éparses. — Remembrements. — Chemins d'exploitation. — Chemins ruraux. — Câbles porteurs agricoles. — Alimentation en eau des agglomérations rurales et des exploitations agricoles. — Etudes des projets et constitution d'associations syndicales et autres groupements en vue de l'exécution des opérations ci-dessus.

Constructions rurales. — Habitations à bon marché pour les ouvriers agricoles et les petits cultivateurs. — Petites industries rurales. — Installation des industries annexes de la ferme. — Etablissement des plans et devis pour les associations agricoles et les cultivateurs. — Etude des projets d'installation des sociétés coopératives agricoles (laiteries, beurreries, fruiteries, caves, huileries, etc.). — Surveillance et réception des travaux.

Subventions et autres mesures destinées à faciliter et à encourager la création des associations agricoles et des groupements ayant pour objet les améliorations énumérées ci-dessus.

Législation et contentieux.

4^e BUREAU

ÉLECTRIFICATION DES CAMPAGNES

Electrification des campagnes. — Législation et contentieux.

Etudes des projets d'installation des réseaux et constitution des groupements en vue de l'exécution de ces projets.

Subventions aux collectivités intéressées.

Utilisation rurale de l'énergie électrique (lumière, appareils d'intérieur et d'extérieur de fermes, chaleur. — Petites industries rurales).

Questions diverses relatives à l'électrification des campagnes.

SERVICE TECHNIQUE DES EAUX ET DU GENIE RURAL

1^{re} Section

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Secrétariat du Conseil administratif et technique des Eaux et du génie rural.

Examen technique des affaires concernant la police et la conservation des eaux non domaniales, notamment des arrêtés préfectoraux de réglementation des ouvrages intéressant le régime des eaux, des procès-verbaux de récolement de ces ouvrages, des procès-verbaux de conférences civiles ou mixtes et des autorisations de déversement d'eaux usées.

Examen, en ce qui concerne les intérêts agricoles, des demandes de concession d'usines sur cours d'eau domaniaux ou non domaniaux et des demandes de concession de distribution d'énergie électrique. — Examen des règlements d'eau des usines sur cours d'eau non domaniaux placées sous le régime de l'autorisation. — Etudes relatives à l'établissement des plans généraux d'aménagement industriel des cours d'eau, en ce qui concerne les intérêts confiés au Ministère de l'Agriculture.

Vérification des décomptes produits à l'appui des de-

mandes de paiement des subventions allouées sur les fonds de l'hydraulique agricole.

Etudes techniques relatives aux projets de loi et circulaires concernant l'hydraulique agricole.

Publication des Annales de la Direction générale des Eaux et Forêts et des travaux des Services des forces hydrauliques relatifs aux jaugeages et aux profils en long des cours d'eau. — Publication des observations pluviométriques, nivométriques et glaciologiques et des résultats des études concernant les eaux souterraines. — Analyse et résumé de la jurisprudence des tribunaux administratifs et judiciaires en matière d'eaux. — Renseignements sur les législations étrangères.

2^e Section

DISTRIBUTIONS D'EAU POTABLE

Examen technique des projets d'adduction d'eau potable subventionnés sur les fonds provenant des prélèvements opérés sur le Pari Mutuel et sur le produit des jeux. — Vérification des décomptes produits à l'appui des demandes de paiement des subventions. — Préparation des instructions relatives à la présentation des projets et des demandes d'acomptes.

3^e Section

GÉNIE RURAL

Examen technique des projets de travaux de génie rural (réseaux ruraux de distribution d'énergie électrique, travaux de drainage ou d'irrigation, construction d'immeubles coopératifs, etc.).

Vérification des décomptes produits à l'appui des demandes de paiement des subventions.

DIRECTION DES HARAS

1^{er} BUREAU

ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS ET PERSONNEL DES HARAS

I. Personnel des fonctionnaires et sous-agents (nominations, congés, retraites).

II. Administration des haras et dépôts d'étalons. — Ecole des haras. — Examen détaillé du budget de prévision des recettes et dépenses de chaque établissement et prépa-

ration du travail d'ensemble à soumettre à l'approbation du Ministre. — Comptes généraux des recettes et des dépenses des haras et dépôts d'étalons. — Adjudications pour la fourniture des fourrages. — Examen des cahiers des charges présentés par les directeurs. — Ventes des fumiers, produits des domaines, etc. — Examen des bordereaux mensuels des recettes et des dépenses.

Commission de sellerie. — Marchés pour la fourniture des objets de sellerie, de harnachement et de carrosserie. — Répartition entre les divers établissements. — Liquidation des dépenses. — Achats divers pour le service des établissements.

Habillement des palefreniers. — Préparation des adjudications. — Commission centrale et commissions locales. — Examen et réception des matières premières et des effets confectionnés. — Expertises. — Marquage.

Service spécial relatif à la jumenterie de Pompadour.

Consommation en nature.

Bâtiments. — Constructions. — Grosses réparations et réparations d'entretien. — Préparation des programmes. — Etablissements des plans et devis. — Contrôle. — Cahiers des charges générales et particulières. — Adjudications et marchés. — Liquidation des dépenses.

Inspection générale. — Répartition des arrondissements d'inspection générale. — Instructions aux inspecteurs généraux. — Contrôles d'inspection générale. — Examen des rapports des inspecteurs généraux.

Règlements généraux du service. — Circulaires relatives à l'Administration des haras et des dépôts d'étalons.

Comité consultatif des inspecteurs généraux. — Convocations. — Préparation de documents pour le Conseil supérieur des haras.

2^e BUREAU

REMONTE DES HARAS — ENCOURAGEMENTS A L'INDUSTRIE
CHEVALINE ET A L'INDUSTRIE MULASSIÈRE — COURSES
ÉTUDES TECHNIQUES

A. Service administratif

Réformes d'étalons.

Achats d'étalons. — Nomination des commissions d'achats. — Itinéraire de ces commissions. — Répartition

des crédits. — Liquidation des dépenses. — Répartition des jeunes étalons dans les effectifs des dépôts.

Primes aux naisseurs.

Missions d'achats d'étalons à l'étranger.

Missions d'études.

Monte des étalons nationaux. — Approbation des projets de répartition des étalons dans les stations de monte. — Produit de la monte. — Statistique de la monte.

Monte des étalons approuvés. — Approbation des propositions des inspecteurs généraux. — Répartition et liquidation des primes. — Statistique de la monte.

Monte des étalons autorisés. — Approbation des propositions des inspecteurs généraux. — Statistique de la monte.

Exécution des lois des 14 Août 1885 et 8 Mars 1923 sur la surveillance des étalons. — Nomination des commissions chargées de visiter les étalons et de procéder aux opérations de la marque dans chaque département. — Examen des procès-verbaux et liquidation des dépenses.

Propositions à soumettre au Ministre pour la répartition annuelle des encouragements dans les divers concours.

Concours central hippique de Paris. — Organisation générale et fonctionnement du concours. — Nomination des jurys. — Liquidation des dépenses.

Concours d'étalons, de poulinières, de poulains et de pouliches. — Approbation des programmes. — Nomination des jurys. — Ordonnancement des allocations.

Concours de dressage. — Approbation des programmes. — Nomination des jurys. — Ordonnancement des subventions.

Concours de chevaux de selle de trois ans. — Approbation des programmes. — Nomination des jurys. — Ordonnancement des allocations.

Primes aux naisseurs et aux cavaliers des chevaux primés.

Concours épreuves d'étalons de demi-sang et postiers. — Approbation des programmes. — Nomination des jurys. — Ordonnancement des allocations.

Primes spéciales aux juments de pur sang arabe et anglo-arabe. — Approbation des propositions des inspecteurs généraux. — Ordonnancement des primes.

Primes aux naisseurs des chevaux de selle acquis par les remontes militaires.

Syndicats d'élevage hippique. — Approbation des sta-

tuts. — Répartition et ordonnancement des subventions.

Offices agricoles régionaux et départementaux. — Délégation de crédits pour encouragements aux syndicats d'élevage hippique et mulassier.

Comité consultatif des inspecteurs généraux des haras. — Préparation des documents pour les réunions de ce comité.

Conseil supérieur des haras. — Convocation des membres du conseil. — Préparation des documents pour les réunions. — Rédaction des procès-verbaux.

Statistique générale chevaline.

B. Législation et règlements sur les courses

Législation relative aux sociétés de courses. — Rapports avec les sociétés. — Examen et approbation des statuts des sociétés de courses. — Examen des demandes d'autorisation d'ouverture d'hippodromes et d'organisation de Pari Mutuel. Examen technique, approbation des programmes et insertion aux Bulletins officiels des sociétés. — Nomination des commissaires. — Répartition des journées de courses entre les diverses sociétés. — Propositions à soumettre au Ministère pour la répartition annuelle des subventions aux sociétés de courses. — Ordonnancements.

Comité consultatif des courses.

Vérification des opérations des sociétés de courses

C. Service technique

(Le personnel des études techniques est placé sous les ordres immédiats du directeur des haras).

Concours central hippique de Paris. — Etude et préparation du programme. — Examen des déclarations. — Rédaction du catalogue et de la liste des récompenses.

Concours d'étalons, de poulinières, de poulains et de pouliches. — Examen technique des programmes, des procès-verbaux et des rapports.

Concours de dressage. — Examen technique des programmes.

Concours épreuves d'étalons. — Examen technique des programmes.

Concours des chevaux de selle de trois ans. — Examen technique des programmes.

Monte des étalons nationaux. — Examen technique des projets présentés par les directeurs des dépôts en vue de la répartition des étalons dans les stations de monte. — Examen

des rapports annuels des directeurs sur le service de la monte.

Stud-Book. — Commission du *Stud-Book* des chevaux de race pure. — Examen des titres généalogiques des chevaux dont l'inscription est demandée.

Préparation des documents pour les réunions de la Commission. — Tenue, rédaction et publication de ce *Stud-Book*. — Convocation de la Commission.

Comité consultatif des inspecteurs généraux des haras. — Préparation des documents techniques pour les réunions de comité.

Conseil supérieur des haras. — Préparation des documents techniques pour les réunions de ce conseil. — Rédaction technique des procès-verbaux.

DIRECTION DES SERVICES SANITAIRES ET SCIENTIFIQUES
ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

1^{er} BUREAU

ENSEIGNEMENT VÉTÉRINAIRE ET SERVICES SANITAIRES
DES ANIMAUX DOMESTIQUES

Inspection générale des écoles vétérinaires. — Organisation, personnel et administration des écoles vétérinaires. — Doctorat vétérinaire. — Conseil supérieur de l'enseignement vétérinaire. — Enseignement de la médecine vétérinaire coloniale. — Comité consultatif des épizooties. — Exercice de la médecine vétérinaire. — Législation et police sanitaire sur les maladies contagieuses du bétail. — Service des épizooties. — Contrôle des renseignements transmis par les préfets. — Rédaction et publication du Bulletin sanitaire. — Inspection générale des services sanitaires des animaux à la frontière. — Inspection sanitaire du bétail importé et des viandes abattues venant de l'étranger. — Inspection générale des services sanitaires vétérinaires départementaux. — Examen des demandes d'indemnités pour abattage d'animaux.

2^e BUREAU

RÉPRESSION DES FRAUDES ET RECHERCHES AGRONOMIQUES

(Sous les ordres immédiats du Directeur)

1^{re} Section

RÉPRESSION DES FRAUDES

Etude des propositions de loi et préparation des projets de loi et décrets concernant la répression des fraudes sur

les boissons, les denrées alimentaires, les produits agricoles, les engrais, les semences, les produits médicamenteux et hygiéniques, les eaux minérales et les marchandises en général.

Etude des propositions de loi et préparation des projets de loi et décrets concernant la protection des appellations d'origine.

Législation comparée.

Affaires contentieuses relatives à l'application des lois et règlements concernant la répression des fraudes en général, la protection des appellations d'origine, l'exercice de la pharmacie, la vente des substances vénéneuses, la fabrication et la vente des eaux minérales.

Recherche des fraudes et falsifications portant sur les boissons, les denrées alimentaires, les produits agricoles, les engrais et les semences. — Organisation et fonctionnement de l'inspection régionale et de la répression des fraudes.

Organisation et fonctionnement des services départementaux de prélèvement et analyse des échantillons.

Organisation et fonctionnement de l'inspection des pharmacies, drogueries, épiceries, établissements de vente de produits hygiéniques, des eaux minérales naturelles et artificielles, des substances vénéneuses.

2^e Section

LABORATOIRES

Institut des recherches agronomiques. — Personnel titulaire des stations et laboratoires. — Questions d'ordre scientifique intéressant l'agriculture. — Service des avertissements agricoles.

Laboratoires agréés pour la répression des fraudes. — Commission technique permanente de la répression des fraudes. — Méthodes officielles d'analyse. — Certificats délivrés par les laboratoires pour l'exportation.

CHAPITRE VI

CRITIQUE ET PROJETS DE REFORME

Projet Boret.

Projet de Monicault.

Projet du Redressement Français.

Projets de Réforme

Depuis cinquante ans, le Ministère de l'Agriculture a évolué. La Direction de l'Agriculture notamment.

Du troisième Bureau de la Direction Agricole sont, en effet, sortis successivement : le Bureau des Statistiques agricoles devenu l'Office de Renseignements agricoles ; l'Office National de Crédit Agricole ; le Service de la Répression des Fraudes et le Service Sanitaire. Le Génie rural avait pris de l'ampleur.

Doit-on souhaiter que cette évolution s'arrête et que le Ministère de l'Agriculture se pétrifie en cette dernière forme ? Telle n'est pas l'opinion de plusieurs agronomes distingués et de certains hommes politiques très versés dans les questions agricoles.

M. Victor Boret, député et ancien Ministre de l'Agriculture, pensait en 1919 (1) que l'on pourrait

(1) L'avant-projet d'un programme agricole tendant à la réforme des méthodes administratives.

régler le cadre administratif sur les éléments de la production qui sont : le produit, les moyens de produire, le producteur.

En conséquence, dans le Ministère de l'Agriculture qu'il proposait, il répartissait ainsi les diverses directions :

Pour le produit : Une direction de la Production.

Pour les moyens de produire et la mise en valeur du produit :

1° Une Direction du Génie rural et de l'Amélioration des Eaux ;

2° Une Direction des Services Economiques et sociaux.

Pour instruire le producteur et pour protéger le fruit de son travail : une Direction de l'Enseignement agricole, des Services sanitaires, des Recherches scientifiques et de la Répression des Fraudes.

M. Boret maintenait provisoirement :

1° La Direction des Forêts ;

2° La Direction des Haras.

Couronnant cet édifice, le Ministre de l'Agriculture prévoyait une Direction Générale de l'Agriculture qui aurait pour rôle de maintenir la cohésion entre toutes les autres directions et tous les organes dépendant du Ministère.

Ce projet avait le mérite de pousser plus avant la division du Travail et de rendre ainsi plus effective l'administration de l'Agriculture.

A son tour, M. de Monicault (1), député, proposait

(1) La réorganisation du Ministère de l'Agriculture.

une réorganisation du Ministère de l'Agriculture selon une méthode qui classerait les diverses directions d'après la nature des milieux à atteindre. Il ne subsisterait ainsi que :

- 1° La Direction de l'Enseignement et des Stations agronomiques ;
- 2° La Direction de la Production ;
- 3° La Direction du Domaine de l'Etat de l'organisation professionnelle et des Assurances mutuelles.

Le Député de l'Ain ne semble pas opposé dans ce projet à la création d'un Secrétariat Général.

Si le projet de M. de Monicault n'avait d'autres avantages, il aurait toujours celui de ne pas créer de postes nouveaux.

Enfin, le « Redressement Français » offrait récemment à ses lecteurs un projet de réorganisation du Ministère de l'Agriculture :

« En examinant ces deux projets — dit cet organe qui faisait allusion aux deux projets que nous venons d'analyser — il faut sans doute se placer au point de vue des possibilités de réalisation, telles qu'elles résultent des difficultés financières générales, des personnalités en fonctions, des sources de recrutement de nouveaux collaborateurs, de l'équilibre approximatif des tâches à répartir entre les diverses directions, des relations entre les divers organes, etc., mais plus encore, il faut considérer le bien du service, c'est-à-dire les besoins des administrés et les moyens convenables pour leur donner satisfaction. Il s'agit de bien déterminer ce que le pays tout entier,

producteurs et consommateurs, attend du Ministère de l'Agriculture et par quelle méthode d'action il pourrait remplir son rôle. Ceux qui auront à réaliser le projet le modifieront en tenant compte des possibilités et des contingences. Il faut d'abord le dresser aussi large, aussi efficient qu'on peut le souhaiter.

« Or, quand on considère l'agriculture française d'aujourd'hui, ce qui frappe par-dessus tout, c'est que ses destinées sont confiées à un nombre considérable de petits propriétaires cultivateurs, mal pourvus de capitaux et dont l'instruction générale et professionnelle est incomplète. Les diverses formes de l'association ont, il est vrai, amélioré leur situation ; mais les résultats sont encore, au moins dans certaines régions, au-dessous de ce qu'ils devraient être.

« Le Ministère de l'Agriculture doit intervenir pour obtenir, dans l'intérêt des agriculteurs et des consommateurs, une meilleure mise en valeur du territoire et, au profit des travailleurs, un meilleur rendement de l'effort humain. *Enseignement et Propagande*, voici donc une des tâches essentielles de l'Administration. Mais il ne suffit pas d'accroître la valeur professionnelle de nos paysans. Parce qu'ils sont de petits artisans sans larges moyens d'action, certaines vues générales, certaines organisations économiques de la production et du commerce, l'amélioration soit des terrains et des eaux, soit des habitations et des villages, des expériences coûteuses, des recherches scientifiques au laboratoire, dans les champs et dans les étables, tout cela les dépasse et par suite entre dans le domaine de l'Administration, avec la collaboration des associations.

« Enfin, le Ministre de l'Agriculture doit assurer la conservation et l'exploitation des biens de l'Etat qui comprennent quelques exploitations agricoles, mais surtout des forêts, et il doit remplir certaines fonctions de police (forêts, chasse, pêche, fraudes).

« Tout cela forme, on le voit, un ensemble assez complexe et qui ne peut être bien administré que par des fonctionnaires ayant une formation technique spécialisée. Pour tirer le meilleur parti du territoire dont ils disposent, les paysans français doivent être administrés, c'est-à-dire encouragés, dirigés, instruits tantôt par des professeurs et des vulgarisateurs, tantôt par des économistes, tantôt par des chimistes et des biologistes, tantôt par des ingénieurs, etc..., tous ces fonctionnaires ayant cependant ce caractère commun d'être des administrateurs connaissant bien, dans leur ensemble, les questions agricoles.

« Plutôt que de chercher les cadres de l'administration dans une division plus logique que pratique (produit, moyens de production, producteur). comme l'a fait M. Victor Boret, ou dans un système empirique (nature des milieux à atteindre), comme l'a proposé M. de Monicault, on arrivera peut-être à une solution meilleure en tenant compte des aptitudes et de la formation des fonctionnaires chargés des diverses parties de l'administration, sous cette réserve essentielle que ces diverses parties seront coordonnées et dirigées par un organisme central.

« Telles sont les raisons qui conduisent à la proposition suivante, que l'on examinera ensuite avec plus de détails :

1° Un secrétariat général auquel serait rattaché le service de la Répression des Fraudes ;

2° Direction de l'Enseignement et de la Propagande ;

3° Direction (technique) de la production végétale et animale, y compris les Haras et Services Sanitaires ;

4° Direction des Services économiques et Sociaux ;

5° Direction du Génie rural, de l'Hydraulique et des améliorations collectives ;

6° Direction des Eaux et Forêts.

Enfin, la liaison entre les services du Ministère et les agriculteurs par les fonctionnaires des services extérieurs, les offices, les Chambres d'Agriculture et les associations devra être organisée avec le plus grand soin.

a) SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

« Il doit être non seulement l'organe de coordination, mais l'organe moteur de toute l'administration de l'agriculture, le collaborateur immédiat et permanent du Ministre. C'est la Direction des Administrateurs.

« Ses attributions seraient les suivantes :

1° *Attributions d'ordre général.*

« Liaison entre les directions spécialisées. (Cette liaison devant être assurée par des réunions très fréquentes du Conseil d'Administration du Ministère déjà existant et comprenant tous les directeurs, la présidence en serait réservée au Ministre et la vice-présidence au Secrétaire général).

« Instruction des affaires concernant plusieurs directions et propositions de décision sur ces affaires.

« Liaison avec les autres ministères.

« Examen des vœux et communications des associations agricoles et chambres d'agriculture. Transmission de ces vœux aux diverses directions spécialisées.

2° *Préparation du budget.*

« C'est par là que le Secrétariat général exercerait efficacement son rôle de coordination et sa direction d'ensemble.

3° *Service juridique.*

« Préparation des textes législatifs et réglementaires.

« Contrôle de l'application des lois et règlements concernant l'Agriculture.

4° *Subventions.*

« Relations avec les offices agricoles.

« Répartition des subventions aux Offices, Chambres et Organisations agricoles.

« Etude et répartition des secours à accorder aux régions agricoles, victimes de calamités.

5° *Personnel et Comptabilité.*

« La Direction actuelle du Secrétariat du Personnel de l'Administration centrale et de la Comptabilité devient un simple service rattaché au Secrétariat général.

« Le service de la Répression des Fraudes serait rattaché au Secrétariat général, à moins qu'il ne soit détaché du Ministère de l'Agriculture et annexé au

Ministère de la Justice, où il semble qu'il serait plus logiquement à sa place.

« Les inspecteurs généraux de l'agriculture, qui doivent être en relations avec toutes les directions spécialisées, relèvent directement du Secrétariat Général.

b) DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA PROPAGANDE

« De cette Direction relèveraient tous les établissements d'enseignement agricole : enseignement supérieur, écoles spéciales (animaux, végétaux, industries), écoles pratiques et d'apprentissage professionnel, écoles ambulantes et écoles ménagères.

« Mais elle devrait considérer comme un des éléments principaux de son programme l'organisation de la propagande et de la vulgarisation auprès des adultes, hommes et femmes. La prédominance de la petite propriété paysanne en France rend nécessaire la création d'un service d'éducation professionnelle, qui devra, d'ailleurs, tenant grand compte des traditions des populations rurales, agir par la persuasion beaucoup plus que par la contrainte et avec la collaboration des associations agricoles.

« Toutes les organisations administratives, d'enseignement populaire et ménager, scolaire et post-scolaire, en ce qui concerne spécialement l'agriculture, les écoles ambulantes et saisonnières, relèveront de cette direction et aussi les services de propagande : livres, tracts, conférences, cinéma, T. S. F., champs de démonstration, etc...

« C'est la Direction des professeurs et surtout des vulgarisateurs.

« Si l'on nous disait que le programme ainsi établi ne justifie pas la création d'une direction distincte, c'est qu'alors nous n'aurions pas su faire comprendre l'intérêt qui s'attache à l'organisation de la propagande auprès des paysans (hommes et femmes) et les très grandes espérances que nous fondons sur son développement et ses succès.

« A la rigueur, si l'on tenait absolument à réduire le nombre des directions, l'enseignement et la propagande pourraient être compris dans la Direction des Services Economiques et sociaux, mais celle-ci serait alors trop chargée.

c) DIRECTION DE LA PRODUCTION

« C'est ici la Direction des Techniciens, des Agriculteurs et Eleveurs, des Chimistes et Biologistes. Elle est divisée en deux parties : production animale, production végétale.

« Elle organise le travail des laboratoires jusqu'au point où les recherches scientifiques et des champs d'expérience doivent être confiées pour leur vulgarisation à la Direction de l'Enseignement et de la Propagande.

« Elle fait étudier les moyens de lutte contre les maladies des plantes et des animaux et la destruction des animaux nuisibles, l'amélioration des techniques, l'adaptation des espèces animales et végétales aux climats et aux sols, la sélection des plantes et des animaux en vue de l'accroissement des rendements,

l'emploi des engrais.

« Elle se tient au courant des progrès obtenus à l'étranger, fait examiner les possibilités d'application en France et communique les résultats acquis et certains à la Direction de l'Enseignement et de la Propagande.

« Elle encourage les recherches scientifiques des particuliers, en mettant à leur disposition des laboratoires et des terrains d'expériences.

« Les services sanitaires qui font actuellement partie de la Direction des Services scientifiques et de la Répression des Fraudes, seraient rattachés à cette Direction et constitueraient la Sous-Direction de la production animale avec les services des Haras et des Services vétérinaires départementaux.

d) DIRECTION DES SERVICES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

« Deux parties : 1° action économique et sociale ; 2° documentation et statistiques :

« 1° Commerce, à l'intérieur et à l'extérieur, des produits agricoles (envisagés du point de vue économique) ; rassemblement des informations recueillies par les inspecteurs généraux dans les régions agricoles par les attachés commerciaux et par les attachés agricoles à l'Etranger, de telle façon que cette Direction puisse pleinement jouer le rôle d'un conseiller et d'un guide pour la meilleure utilisation de la production, l'approvisionnement des marchés intérieurs et le développement de notre commerce d'exportation agricole ; expositions et concours ; encouragement en contrôle des organisations de crédit

coopération, mutualité et prévoyance ; service de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles ;

« 2° Documentation, préparation, exécution et préparation des enquêtes et statistiques, office public des renseignements agricoles ; bibliothèque et archives.

« Ce n'est pas seulement en vue de la répartition du travail qu'il est proposé de diviser cette Direction en deux parties, mais pour une raison de méthode. L'information doit être scientifique, impartiale, non tendancieuse. Le Secrétariat Général jugera des avantages ou inconvénients de la publication des documents recueillis. Le service de Documentation n'a à se préoccuper que de leur exactitude.

« La formation pour les fonctionnaires de cette Direction est celle qui est donnée dans les facultés de droit aux étudiants du doctorat ès-sciences économiques et sociales, mais elle devrait être complétée par un stage de quelque durée dans les bureaux des associations agricoles s'occupant de coopération, crédit et mutualité ou dans les directions départementales des services agricoles.

e) DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE DU GÉNIE
ET DES AMÉLIORATIONS AGRICOLES COLLECTIVES

« C'est la Direction des Ingénieurs et Architectes.

« Rentrent dans son programme : l'électrification des campagnes, l'irrigation, le dessèchement des marais, la défense des terres cultivées contre les dévas-tations des torrents, la mise en valeur des terres incultes (sauf par le reboisement), les adductions d'eau,

l'hygiène des villages, des habitations rurales et des logements ouvriers, le remembrement des territoires et propriétés exclusivement morcelées, la création des chemins ruraux et d'exploitation, l'étude des machines et de l'outillage agricoles, l'étude des bâtiments d'exploitation, l'étude de la rationalisation et organisation scientifique du travail et de la production agricoles en vue de la diminution de la fatigue et de la réduction des prix de revient, l'étude des industries de transformation agricoles, l'étude des méthodes de conservation des produits, notamment par le froid.

f) DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

« C'est la Direction actuelle, après une distraction des services du Génie rural devenus assez importants pour justifier la création d'une Direction spécialisée.

« Elle conserve la police des eaux, de la pêche et de la chasse.

g) LIAISON ENTRE L'ADMINISTRATION CENTRALE
ET LES AGRICULTEURS

« La réorganisation de l'Administration Centrale ne servirait de rien si ses relations avec les milieux agricoles n'étaient assurées d'une façon satisfaisante. Elles doivent s'exercer à la fois par les fonctionnaires des services extérieurs et par les associations agricoles, par la collaboration et la bonne entente des uns et des autres.

« Actuellement, il existe onze inspecteurs généraux de l'Agriculture qui doivent jouer le rôle de

« missi dominici ». Mais il n'a été établi que huit régions d'inspection et trois d'entre eux sont chargés de missions spéciales ; comme d'autre part, les indemnités, frais de tournée et de déplacement des inspecteurs généraux, à justifier sur états, n'ont été en 1927 que de 147.895 francs, soit 13.445 francs pour chacun d'eux et que le crédit alloué pour 1928 n'a été que de 192.000 francs, en raison du relèvement des tarifs des chemins de fer, il est à penser que leurs tournées d'inspection ne sont pas aussi fréquentes ou aussi longues qu'il serait désirable.

« Le Ministère est représenté dans les départements par quatre-vingt-neuf directeurs des services agricoles (Alsace et Lorraine comprises) et par cent quatre - vingt - six professeurs d'agriculture, soit, réserve faite de ceux qui peuvent être détachés dans d'autres services, deux professeurs par département pour aider le directeur des Services agricoles dans une tâche qui exigerait certainement un personnel bien plus nombreux.

« On jugera des moyens dont disposent ces fonctionnaires par les chiffres suivants inscrits au budget de 1928 :

- « Indemnités accordées aux Directeurs des Services agricoles, professeurs d'agriculture et collaborateurs divers pour enquêtes agricoles et statistiques 45.000 fr.
Soit pour chacune des directions départementales environ 500 francs.
- « Indemnités pour déménagement et frais supplémentaires de tournées (excepté Alsace et Lorraine) 33.837 fr.

Soit pour chacune des directions en
moyenne 416 fr. 70.

« Pour les trois directions d'Alsace et de
Lorraine, les frais de tournées et de
déplacements sont prévus pour..... 18.100 fr.
Soit environ 6.000 fr. pour chacune.

Pour notre part, avant de critiquer les institutions actuelles et de jeter le discrédit sur une organisation qui, par un demi-siècle d'existence, semble avoir fait ses preuves de vitalité, nous nous demandons si le Ministère de l'Agriculture, avec sa structure actuelle, ne rendrait pas ces mêmes services que les précédents critiques semblent attendre d'un département réformé, lorsqu'il serait doté par les Chambres des crédits considérables que le rôle capital qu'il joue dans l'économie nationale paraît devoir lui attribuer.

Si même alors le Ministère ne rendait pas les services qu'on serait en droit d'attendre de lui, nous pencherions pour qu'il soit réformé sur les bases logiques que vient de nous exposer M. Augé Laribé.

CONCLUSION

Nous nous étions proposé, au début de cette thèse, de retracer l'origine et l'évolution du Ministère de l'Agriculture. Nous avons exposé, à grands traits, il est vrai, mais l'ampleur de la matière nous permettait difficilement une étude de détail, l'origine de

tous les organes du Ministère. Nous avons fait une étude circonstanciée des détachements et des regroupements successifs des diverses formations du cadre administratif de l'Agriculture en France jusqu'à sa formation dernière. Nous ne pensons pas avoir failli à notre programme.

Une telle étude monographique ne semble pas devoir comporter une conclusion. Nous nous permettons cependant de dire qu'il ressort de cet exposé qu'en la forme le Ministère de l'Agriculture est le fruit de la spécialisation des Services administratifs et donc un corollaire de la Loi de la Division du Travail.

Quant au fond, le Ministère de l'Agriculture est l'aboutissant normal des phénomènes sociaux.

Car, cette division du travail administratif n'a pu rationnellement s'opérer qu'après une centralisation administrative. A son tour, cette centralisation administrative ne s'est accomplie qu'au sein d'une nation solidement unifiée. Ces phénomènes sont le fruit d'une lente évolution politique, économique et sociale qui constitue notre Histoire de France.

Nos premiers rois ont en effet administré leur royaume à la manière des propriétaires qui gèrent leurs domaines. La propriété des rois s'étendant par leurs conquêtes, la nature de leur administration dut changer. Ce n'était pas seulement une vaste exploitation agricole qu'il s'agissait de faire valoir, mais aussi une masse de sujets qu'il fallait gouverner et dont il fallait administrer les intérêts sans cesse nouveaux et toujours croissants. Ces sujets appartenant à des

provinces diverses, les rois furent obligés d'administrer leurs intérêts en tenant compte du caractère régional qu'ils présentaient.

C'est ce qui nous explique la territorialité des départements ministériels de l'ancien régime.

Après de longues luttes contre la féodalité, les rois, ayant achevé l'unité territoriale du sol français, purent entreprendre l'unité administrative de la nation française.

Cette dernière entreprise fut presque aussi longue et difficile que l'avait été l'autre. Dans ce but, les rois lièrent de plus en plus l'Etat aux intérêts généraux de leurs sujets. Ce faisant, ils prirent en mains tous les intérêts généraux du royaume. Ils centralisèrent l'administration, à tel point que Louis XIV pût dire : « L'Etat, c'est moi ».

L'administration de toute la France, attirée ainsi au centre de l'Etat, ne put tenir en une seule main, elle dut se diviser.

Cette centralisation n'affectait pas le cadre de l'administration de l'Agriculture, car cette administration s'adressait à la société aristocratique par excellence de la grande noblesse terrienne. Elle n'eut à envisager que la répartition de la production agricole, l'organisation de la production lui restant fermée.

La noblesse puisait en effet dans sa constitution et dans celle du régime tous les moyens utiles à l'organisation de la production agricole. Détentrice depuis des siècles d'immenses domaines, principales sources du capital à cette époque, elle n'avait pas à redouter

la concurrence économique de l'industrie, qui n'était qu'artisanat et roture. Elle possédait ainsi un champ et des moyens d'action presque illimités.

A ce monopole du capital, la noblesse joignait en partie celui de la science, par laquelle elle aurait pu réaliser des progrès en agriculture et tous les privilèges politiques et sociaux que la royauté voulait bien lui consentir encore.

Cette classe agraire n'avait donc pas besoin d'un cadre administratif protecteur ou directeur, qui n'aurait su en aucun cas lui être spécial.

Par la Révolution, le peuple, rejetant avec la royauté et le régime aristocratique un gouvernement et une administration qu'il jugeait despotiques et onéreux, s'investit de la souveraineté nationale et devint son propre administrateur. Il instaura en conséquence pour gérer ses intérêts, des organes administratifs d'Etat.

En agriculture, la chose était indispensable pour le présent et encore plus pour l'avenir.

En effet, à la faveur des principes égalitaires de 89 (abandon des privilèges, abolition du droit d'aînesse et partage égal des successions entre les héritiers, et, accidentellement, la vente de biens nationaux), chaque citoyen composant la nation, et par conséquent et surtout toute la population rurale, était devenu ou appelé à devenir propriétaire terrien.

Mais la grande propriété agraire devenue ainsi divisible « in infinitum » perdait les éléments de sa puissance économique, qu'elle répartissait sur une poussière de petits propriétaires présents et futurs,

à qui elle ne léguait, par ailleurs, aucun des privilèges sociaux ou politiques qu'elle détenait jusque là.

Les nouveaux maîtres de la terre devenaient par leur grand nombre aussi faibles que, par leur petit nombre, les Seigneurs avaient été puissants.

Si donc la nouvelle classe démocratique agraire voulait vivre, il lui fallait une aide qui remplaça la puissance aristocratique de sa devancière.

Cette aide était d'autant plus urgente que les rôles tendant économiquement à s'inverser, le commerce et l'industrie devenaient détenteurs du monopole de l'argent en ressuscitant à leur profit une féodalité financière contre laquelle risquaient fort de venir se briser les classes rurales.

De même que la noblesse avait tiré cette aide d'une constitution monarchique, de même le peuple la puisa dans une constitution démocratique.

Le corps démocratique de l'Etat ne put nécessairement que venir en aide à ses membres agricoles menacés. Une nouvelle classe agraire était née, il se devait de la soutenir. Il créa donc un organisme administratif d'Etat, qui défendrait et gérerait les intérêts généraux des agriculteurs ; il lui accorda « son ministère ».

Le Ministère de l'Agriculture accomplit avec d'autant plus de facilité son œuvre organisatrice qu'il s'adresse à un milieu agricole unifié socialement par la révolution de 89 et économiquement par la Révolution scientifique du XIX^e Siècle.

Donc, la raison foncière de la création d'un cadre administratif de l'agriculture est d'ordre social. La

raison formelle, celle de l'autonomie du Ministère de l'Agriculture, est d'ordre politique et économique. D'ordre politique puisqu'à un pouvoir centralisé correspond une administration centralisée. D'ordre économique parce que pour remplir sa mission une administration centralisée doit diviser son champ d'action. C'est ce phénomène final de division du travail administratif qui a amené la création du Ministère de l'Agriculture.

Nous nous sommes proposés dans cette étude de faire la démonstration de ce phénomène et de dire comment, peu à peu, il a entraîné dans le domaine administratif la création d'un Ministère autonome de l'Agriculture.

Nous avons vu que l'administration monarchique, qui donnait un cadre surtout à la répartition des produits de l'agriculture, avait des rouages que l'Administration démocratique de la République a repris pour les perfectionner, les amplifier et les faire fonctionner au profit des classes agraires, héritières de l'ancienne noblesse terrienne.

C'est pourquoi nous avons dû remonter très haut dans l'Histoire pour découvrir les racines de l'administration présente.

La centralisation du pouvoir ne s'étant achevée qu'au XVIII^e Siècle, les administrations centrales n'ont pu apparaître avant cette époque.

Jusque là, la division du travail a consisté en un partage grossier des provinces entre plusieurs fonctionnaires qui y ont exercé le pouvoir sous toutes ses formes. C'était l'époque de la territorialité des Départ-

tements. Mais le perfectionnement apporté à ce partage territorial sous l'influence de la centralisation du pouvoir et de l'unification nationale, a permis une réelle division du travail qui créa les départements politiques.

Dès lors, le champ ouvert à la Division du Travail administratif était immense et pour ainsi dire illimité.

Nous croyons avoir dit ainsi comment, dans la course qu'elle y poursuit aveuglément, la Division du Travail est arrivée, en matière d'organisation de l'administration de l'agriculture, à l'une de ces étapes qu'est le Ministère de l'Agriculture actuel.

VU : *Le Doyen,*

BERTHELEMY.

VU : *Le Président,*

HITIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

POUR LE RECTEUR,

L'Inspecteur de l'Académie,

A. MAURELLET.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	Pages 5
INTRODUCTION	7

PREMIERE PARTIE

ORIGINES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Ancien Régime</i>	13
SECTION I. — Origine du Ministre de l'Agriculture.	13
SECTION II. — Origine du Ministère de l'Agriculture	22
SECTION III. — Origine des Directions du Ministère de l'Agriculture	29
CHAPITRE II. — <i>Période révolutionnaire</i>	41
Forme de l'Organisation administrative de l'Agri- culture sous la Constituante et la Convention..	41
Forme de l'Organisation administrative de l'Agri- culture sous le Directoire.....	50
Forme de l'Organisation administrative de l'Agri- culture sous le Consulat	53
CHAPITRE III. — <i>Période 1810 à 1881</i>	61
Forme de l'Organisation administrative de l'Agri- culture sous l'Empire	62

	Pages
Forme de l'Organisation administrative de l'Agriculture sous la Restauration.....	65
Forme de l'Organisation administrative de l'Agriculture sous Louis-Philippe	70
Forme de l'Organisation administrative de l'Agriculture sous la République de 1848.....	80
Forme de l'Organisation administrative de l'Agriculture sous le Second Empire.....	82

DEUXIEME PARTIE

CRÉATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CHAPITRE IV. — <i>Années 1881 et 1882</i>	93
SECTION I. — Création du Ministère de l'Agriculture	93
SECTION II. — Organisation intérieure du Ministère de l'Agriculture	118

TROISIEME PARTIE

EVOLUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CHAPITRE V. — <i>Evolution du Ministère</i>	131
CHAPITRE VI. — <i>Critique et Projets de réformes</i>	164
CONCLUSION	177

